

**BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT  
FONDS AFRICAIN DE DÉVELOPPEMENT**



**RÉPUBLIQUE DU MOZAMBIQUE**

**RAPPORT DE REVUE DU PORTEFEUILLE**

**ONCF**

**Décembre 2005**

## TABLE DES MATIÈRES

ABRÉVIATIONS ET ACRONYMES .....	(i-ii)
<b>RÉSUMÉ ANALYTIQUE</b> .....	(iii-iv)
<b>I. INTRODUCTION</b> .....	1
1.1 Objectifs et structure du Rapport .....	1
1.2 Développements économiques et sociaux récents .....	1
1.3 Taille et composition du portefeuille .....	3
<b>II. REVUE DES ACTIONS EN COURS</b> .....	5
2.1 Secteur du développement rural .....	5
2.2 Finances et Secteur industriel.....	14
2.3 Secteur des services publics (énergie, eau et assainissement).....	19
2.4 Secteur des transports.....	26
2.5 Secteur social.....	30
2.6 Opérations du secteur privé.....	37
2.7 Projets âgés et projets à risque .....	41
2.8 Evaluation de la fréquence et de la qualité des missions de supervision	43
2.9 Problèmes intersectoriels	43
2.10 Evaluation générale de la performance du portefeuille	45
<b>III. ÉVALUATION DE LA GESTION DU PROJET ET DE LA CAPACITÉ DE SON EXÉCUTION</b> .....	49
3.1 Le gouvernement et la performance des agences exécutives .....	49
3.2 Prestation bancaire .....	49
<b>IV. COORDINATION DE L'AIDE</b> .....	51
4.1 Évaluation de la capacité du gouvernement à coordonner l'aide extérieure .....	51
4.2 Évaluation de la coordination de la Banque avec d'autres bailleurs de fonds .....	52
4.3 Évaluation des co-financiers .....	52
<b>V. LA SITUATION DU REMBOURSEMENT DE CRÉDIT ET LA CONTRIBUTION AU CAPITAL DE LA BANQUE</b> .....	53
<b>VI. PROBLÈMES ET LES DISPOSITIONS A PRENDRE POUR AMÉLIORER LA QUALITÉ DU PORTEFEUILLE</b> .....	53
6.1 Les problèmes rencontrés dans la mise en œuvre des projets .....	53
6.2 Solutions et Plan d'Action.....	54
6.3 Leçons pour le DSP et les revues futures du portefeuille .....	56
<b>VII. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS</b> .....	57
7.1 Conclusion.....	57
7.2 Recommandations .....	57

<b>ENCADRÉS</b>	<b>Page</b>
Encadré 1: Une note sur l'impact du projet de soutien au développement des PME.....	16
Encadré 2 : Analyse de la pauvreté .....	43

<b>TABLEAUX</b>	<b>Page</b>
Tableau 1 : Macro indicateurs .....	2
Tableau 2 : Résumé de toutes les opérations au 31/12/05.....	3
Tableau 3 : Répartition des engagements par secteur .....	3
Tableau 4 : Le Mozambique dans le portefeuille de la Banque .....	4
Tableau 5 : Opérations de la Banque en cours .....	4
Tableau 6 : Programmes de développement rural en cours d'exécution.....	6
Tableau 7 : Les activités en cours dans le secteur Finance & Industrie .....	15
Tableau 8 : Opérations en cours dans le secteur des services publics.....	19
Tableau 9: Opérations en cours dans le secteur des transports .....	27
Tableau 10: Activités du secteur social en cours .....	31
Tableau 11: Nombre total de participants par institution et province .....	35
Tableau 12: Opérations du secteur privé en cours d'exécution .....	37
Tableau 13: Plan de financement originel et actuel .....	39
Tableau 14: Anticipation de marchés des produits ilménites de Moma .....	39
Tableau 15: Sasol – Composantes situées en amont et en aval.....	40
Tableau 16 : Retards par secteur .....	42
Tableau 17 : Projets à risque .....	43
Tableau 18 : Notation de la revue 2005 .....	47
Tableau 19 : Notation de la revue de 1999.....	48
Tableau 20 : Évolution entre le CPR de 1999 et le CPR de 2005.....	49
Tableau 21 : Indicateurs de la qualité de la supervision.....	50
Tableau 22 : Financement de la contrepartie .....	52
Tableau 23 : Programme d'harmonisation de l'aide .....	52

<b>GRAPHIQUES</b>	<b>Page</b>
Graphique 1: Indicateurs sociaux comparaison entre pays semblables .....	3
Graphique 2 : Projets classés par âge et par taux de décaissement .....	5
Graphique 3 : Répartition par secteur .....	5
Graphique 4 : Évaluation générale par secteur.....	47
Graphique 5 : Analyse des notations (évaluation générale par secteur) .....	48

<b>ANNEXES</b>	<b>Page</b>
Annexe I : Carte administrative du Mozambique .....	1
Annexe II: Opérations du Groupe de la Banque .....	2
Annexe III: Analyse des notations en fonction des indicateurs d'exécution .....	1
Annexe IV: Matrice des actions en cours visant à améliorer le portefeuille.....	7
Annexe V: Matrice des problèmes communs .....	1
Annexe VI: Questions intersectorielles et projets en cours.....	1
Annexe VII: Notation des projets.....	17

## **ÉQUIVALENCES MONÉTAIRES**

(décembre 2005)

Unité monétaire	=	Metical mozambicain (MZM)
1 UC	=	35.510,9 MZM
1 UC	=	1,45661 \$ EU
1 \$ EU	=	24.517,9 MZM

## **EXERCICE FISCAL**

1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre

## **POIDS ET MESURES**

Systeme métrique

## ABRÉVIATIONS ET ACRONYMES

AGOA	Loi sur la croissance et les possibilités économiques en Afrique
AM	Aide-mémoire
AMC	Centre d'arbitrage, de médiation et de conciliation du CTA
ANE	Régie nationale des routes
APP	Évaluation participative de la pauvreté
BAD	Banque africaine de développement
BdM	Banque du Mozambique
BM	Banque mondiale
CAADP	Programme intégré pour le développement de l'agriculture en Afrique (NEPAD)
CBO	Organisations communautaires
CEA	Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique
CFMP	Cadre financier à moyen terme
CG	Gouvernance d'entreprise
PGP	Profil de gouvernance du pays
CIRESP	Commission interministérielle pour la réforme du secteur public
CNE	Commission électorale nationale
CPI	Centre de promotion des investissements
CTA	Confédération des associations d'affaires du Mozambique
CUT	Compte unique du Trésor (Conta Única do Tesouro)
DNI	Direction nationale des impôts
DNPE	Direction nationale des bâtiments d'État
DNPO	Direction nationale de la planification et du budget
DNT	Direction nationale du Trésor
DP	Partenaire au développement
DPE	Direction provinciale de l'éducation
DSP	Document de stratégie pays
DSRP	Document de Stratégie de réduction de la pauvreté
EDM	Electricité du Mozambique
FAD	Fond africain de développement
FFPI	Fonds d'appui aux petites industries
FMI	Fonds monétaire international
GdM	Gouvernement du Mozambique
IAF	Enquête auprès des ménages
INE	Institut national de la statistique
INIA	Institut national de recherche agricole
IPAJ	Institut de parrainage et d'assistance juridiques
IVA	Taxe sur la valeur ajoutée (TVA)
MADER	Ministère de l'Agriculture et du Développement rural
MAE	Ministère de l'Administration d'État
MF	Ministère des Finances
MINED	Ministère de l'Éducation
MIREME	Ministère des ressources minérales et de l'énergie
MISAU	Ministère de la Santé
MJUST	Ministère de la Justice
MMCAS	Ministère de la Condition féminine et de la Coordination de l'action sociale
MOPH	Ministère des Travaux publics et du Logement
NEPAD	Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique
NGGS	Stratégie nationale pour l'amélioration de la gouvernance

ODM	Objectif de développement pour le millénaire
OGE	Budget de l'État
OMM	Organisation mozambicaine de la femme
ONG	Organisation non gouvernementale
OSC	Organisations de la société civile
PAF	Cadre d'évaluation de la performance
PPA	Programme des partenaires de l'aide
PARPA	Plan d'action pour la réduction de la pauvreté absolue
PBLG	Prêts d'appui aux réformes en matière de gouvernance
PES	Plan économique et social
PMR	Pays membres régionaux
PPTE	Pays pauvres très endettés
PRS	Stratégie de réduction de la pauvreté
ROCS	Transport routier et côtier
SADC	Communauté pour le développement de l'Afrique australe
SISTAFE	Système d'information de gestion financière
STAE	Secrétariat technique pour l'appui électoral
TA	Tribunal administratif
UAC	Cellule anti-corruption
USAP	Cellule de supervision des marchés publics
UTRAFE	Cellule technique pour la réforme des administrations financières de l'État
UTREL	Cellule technique pour la réforme juridique
UTRESP	Cellule technique pour la réforme du secteur public
UTUSP	Cellule technique pour l'unification du système carcéral
ZLE	Zone de libre échange (SADC)

## **RÉSUMÉ ANALYTIQUE**

### **I. INTRODUCTION**

Le présent Rapport de revue de portefeuille-pays (RPP) a pour objet d'évaluer la performance du portefeuille des projets en cours financés par le Groupe de la Banque au Mozambique, quant aux progrès accomplis dans leur mise en œuvre et à l'atteinte des objectifs de développement. Cette revue des opérations du Groupe de la Banque est fondée sur les résultats de plusieurs missions sectorielles de revue de portefeuille, organisées dans le pays en 2005 par la Banque (secteurs social, agricole et des infrastructures), sur le rapport d'audit interne sur l'exécution des projets en 2005, et sur la formation en matière d'exécution de projets dont ont bénéficié toutes les CEP et la mission de revue du portefeuille-pays en septembre 2005.

### **II. COMPOSITION ET APERÇU DU PORTEFEUILLE**

Depuis le démarrage de ses opérations au Mozambique en 1977, le Groupe de la Banque a approuvé cinquante-deux (52) projets, six (6) programmes à l'appui de réformes et onze (11) études. Les engagements s'élèvent au total à 911,2 millions d'UC, dont 779,7 millions d'UC provenant des ressources du FAD, 124,6 millions d'UC des ressources de la BAD et 6,9 millions, des ressources du FSN. Le secteur agricole a bénéficié de la majeure partie de ce financement (31 %), suivi des programmes à l'appui de réformes (24 %), des équipements collectifs (18 %), du secteur des transports (14 %), du secteur social (8 %) et de l'industrie (5 %). En outre, à travers son guichet du secteur privé, la Banque a approuvé deux projets, à savoir le Projet d'exploitation de la mine de titane de MOMA, approuvé en mai 2003, pour un montant de 30,7 millions d'UC et le Projet de gazoduc de SASOL, approuvé en octobre 2003, pour un montant de 52,1 millions d'UC.

Vingt-deux opérations sont actuellement en cours pour un montant total de 319 millions d'UC et un taux de décaissement de 37 %. L'agriculture et les équipements collectifs sont les secteurs les plus actifs et cumulent un engagement total de 193 millions. Il ressort de cette revue de portefeuille que la performance des projets en cours est satisfaisante, avec une note moyenne de 2,0. L'aperçu général que donne l'analyse ci-dessus est que les projets financés par le Groupe de la Banque dans le secteur des infrastructures affichent une meilleure performance que les projets des secteurs agricole et social.

En termes de performance, le portefeuille du Mozambique soutient favorablement la comparaison avec le portefeuille global de la Banque. L'âge moyen des projets du portefeuille du Mozambique en décembre 2005 était 3,9 ans, inférieur aux 4,2 ans pour la moyenne des projets de la Banque. Cet indicateur est par ailleurs renforcé par la note de L'EPIP de 2004 qui a placé le Mozambique dans le premier quintile de la sous-section de la notation de la performance du portefeuille.

L'analyse au fil du temps du portefeuille du Mozambique fait apparaître clairement une tendance positive. En termes de taux de décaissement, d'âge moyen et de performance générale, la comparaison entre la performance du portefeuille relevée dans la RPP de 1999 et celle de la présente RPP permet de conclure que, malgré des variations d'un secteur à l'autre, les résultats de 2005 sont sensiblement supérieurs à ceux de 1999. Les notations du RAPP ont également confirmé ce résultat. Le RAPP de 2004 n'a identifié que cinq projets à problèmes (PP) ou potentiellement à problèmes (PPP), mais le RAPP de 2002-2003 avait identifié dix PP ou PPP.

Enfin, si l'on compare le portefeuille de la BAD au Mozambique à celui d'autres institutions similaires, les conclusions s'avèrent moins encourageantes. Gérant des projets presque analogues, la Banque mondiale parvient à exécuter ses projets sur de plus courtes périodes, entraînant ainsi un taux de décaissement moyen plus élevé. Quant à la taille des projets, ceux de la Banque mondiale sont 2,5 fois plus importants que ceux de la BAD.

### **III. LES PROBLÈMES ET LES ACTIONS NÉCESSAIRES À L'AMÉLIORATION DE LA PERFORMANCE DU PORTEFEUILLE**

Depuis la dernière revue, le Groupe de la Banque et le GdM ont accru leur capacité de gestion de l'exécution (voir chapitre 3). Cependant, de nombreux problèmes demeurent qui entravent la bonne exécution des projets, en particulier : i) les retards mis pour remplir les conditions nécessaires à l'entrée en vigueur des prêts ; ii) l'absence de mécanismes appropriés d'examen des documents soumis à la Banque ; iii) les lacunes des procédures comptables ; iv) l'inaptitude des hauts responsables du GdM à communiquer dans les langues officielles de la Banque ; v) les retards dans la résolution des problèmes d'audit ; vi) la lenteur des procédures de passation de marchés ; vii) la lenteur des décaissements des fonds de contrepartie par le gouvernement ; viii) la mauvaise communication entre le gouvernement et les CEP et entre ces derniers et le Groupe de la Banque ; et ix) les changements fréquents apportés à la conception initiale du projet et les fortes rotations des chefs de projet.

Ces problèmes sont analysés en détail au chapitre 6 qui propose aussi un plan d'action détaillée pour les résoudre. En général, pour améliorer la performance du portefeuille, il faut : i) renforcer le mécanisme d'examen des dossiers de passation des marchés et de paiement ; ii) réduire les retards observés dans la réalisation des conditions d'entrée en vigueur des prêts ; iii) veiller au décaissement à bonne date des fonds de contrepartie ; iv) veiller à la transmission, dans les meilleurs délais, à la Banque de la revue interne trimestrielle, de l'évaluation des offres financières et des rapports d'audit ; v) renforcer la capacité des CEP et des ressources humaines affectées à l'analyse des contrats et services d'entrée et de sortie au niveau du ministère des Finances et de la BdM ; vi) améliorer les communications ; vii) simplifier les conditions de prêt ; viii) organiser plus souvent des sessions de formation en passation de marchés et en gestion financière ; ix) assurer un rythme minimal de rotation des chefs de projet ; x) augmenter le nombre des fonctionnaires de la Banque parlant couramment le Portugais ; xi) épurer le portefeuille plus systématiquement.

Cette RPP tire également des enseignements utiles pour la programmation et la gestion du portefeuille pays à l'avenir. Ces enseignements ont trait : à la taille idéale des projets, à la nécessité d'une sélectivité et de la contestation de la conception du présent projet, à la coopération entre les bailleurs, à l'harmonisation et à la coordination, au rôle du bureau local et aux implications de la nouvelle approche basée sur les résultats.

### **IV. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS**

Cet exercice de revue du portefeuille montre une performance globalement satisfaisante du portefeuille de la Banque au Mozambique. Il reste, cependant, quelques problèmes récurrents liés surtout à la faiblesse continue de la capacité des CEP, du gouvernement central et des collectivités locales. Le Chapitre 7 comporte des recommandations à l'intention du gouvernement et du Groupe de la Banque.

## **I. INTRODUCTION**

### **1.1 Objectifs et structure du Rapport**

Le présent Rapport de revue de portefeuille-pays (RPP) a pour objet d'évaluer la performance du portefeuille des projets en cours financés par le Groupe de la Banque au Mozambique, quant aux progrès accomplis dans leur mise en œuvre et à l'atteinte des objectifs de développement. Cette revue des opérations du Groupe de la Banque est fondée sur les résultats de plusieurs missions sectorielles de revue de portefeuille, organisées dans le pays en 2005 par la Banque (secteurs social, agricole et des infrastructures), sur le rapport d'audit interne sur l'exécution des projets en 2005, et sur la formation en matière d'exécution de projets dont ont bénéficié toutes les CEP et la mission de revue du portefeuille-pays en septembre 2005.

Ce rapport informe les Conseils d'administration des progrès accomplis dans la gestion du portefeuille depuis la dernière revue de décembre 1999, ainsi que des contraintes liées à l'exécution des opérations en cours de la Banque. Le rapport fait également des recommandations au gouvernement (GdM) et à la Banque en vue d'améliorer la qualité du portefeuille.

### **1.2 Développements économiques et sociaux récents**

1.2.1 **Croissance** : de 1996 à 2004, le Mozambique a enregistré un taux de croissance moyen de 8 %. Les principaux facteurs à l'origine de cette croissance sont les suivantes : i) les réformes structurelles et de stabilisation du GdM ; ii) l'appui important des bailleurs (l'un des ratios Aide/PIB les plus élevés en Afrique) ; iii) une croissance continue en agriculture, en bâtiment et travaux publics et en tourisme, et iv) les investissements étranger essentiellement dans des méga projets (représentant 7 % du PIB) de fusion de l'aluminium, de gaz naturel et des mines. En 2004, la croissance reposait toujours sur le dynamisme de plusieurs secteurs : l'agriculture (représentant 24 % du PIB) augmentant de 8,9 %, le transport de 16,4 %, alors que la valeur ajoutée des mégaprojets augmentait de 15 %. Le Mozambique est plus pauvre que ses voisins mais il a enregistré des taux de croissance record dans la région. Les retombées de cette croissance se sont fait sentir à tous les niveaux de revenus (l'indice Gini de 0,38 est le plus bas de la région) et, par conséquent, la proportion de la population vivant sous le seuil de pauvreté a baissé de façon significative de 69 % en 1996 à 54 % en 2003.

1.2.2 Le déficit budgétaire (y compris les dons) pour l'année 2005, est estimé à 5,6 %, juste en dessous des 6 % ciblés. Néanmoins, pour dépendre moins de l'aide étrangère, des efforts supplémentaires doivent être faits dans la mobilisation des recettes fiscales. L'épargne nationale brute s'est établie en moyenne à 15 % du PIB entre 2002 et 2005, mais le taux d'investissement annuel brut a atteint 25 % du PIB, le déficit étant financé par l'épargne extérieure, y compris les dons. L'inflation a augmenté, passant à 14 % en 2005, en raison notamment de la hausse des prix du pétrole. Ces deux dernières années, les exportations générées par les mégaprojets ont contribué à faire baisser le déficit commercial ; ces exportations, combinées à un appui des bailleurs et à un flux de capitaux privés plus importants que prévus, ont eu pour effet de générer des réserves cumulées représentant jusqu'à 5,8 mois d'importations. Avec l'introduction de la vente aux enchères des devises en janvier 2005<sup>1</sup>, le taux de change a connu d'importantes fluctuations, donnant lieu à une augmentation de 160 millions dollars EU des ventes de devises par les autorités monétaires en vue de réduire la volatilité pendant le premier trimestre de 2005, et entraînant la dépréciation du metical.

---

<sup>1</sup> Le système de change au Mozambique est un flottement contrôlé. Les devises s'achètent ou se vendent par la BdM qui définit un taux quotidien pour les consommateurs sur une base parfaitement négociable. Les restrictions sur les paiements et les transferts pour les transactions courantes ont été supprimées.

1.2.3 Les produits pétroliers constituent 20 % des importations mozambicaines. Pour 2006, la hausse des prix du pétrole affectera la balance des paiements, le taux de change et le taux de l'inflation. Selon une étude du GdM<sup>2</sup> : i) les coûts des importations peuvent augmenter de 150 millions de dollars EU (2,3 % du PIB estimatif de 2006) ; ii) le metical peut subir une dépréciation réelle de 9 à 10 % ; iii) l'inflation peut augmenter de 6 % ; et en conséquence iv) la hausse des prix nationaux du carburant peut fluctuer entre 15 et 40 % par rapport au niveau des prix en juin 2005.

1.2.4 **Dettes** : Les efforts faits dans le cadre de l'initiative PPTE sont essentiels pour préserver la soutenabilité de la dette du pays. Le Mozambique a atteint le point de décision en avril 1998, quand il a été déclaré éligible à l'allègement de la dette dans le cadre cette initiative. Le pays a atteint le point d'achèvement dans le cadre de l'initiative PPTE initiale et de l'initiative PPTE améliorée en juin 1999 et en septembre 2001 respectivement ; en novembre 2001, le GdM a signé l'accord avec les créanciers du Club de Paris dans le cadre de l'initiative PPTE. Pour avoir atteint le Point d'achèvement, le pays a bénéficié d'un allègement total de 4,3 milliards de dollars EU en valeur nominale, soit 2 milliards dollars EU en VAN. La dette extérieure du Mozambique demeure élevée, mais elle a été ramenée à un niveau soutenable. Selon l'analyse de soutenabilité de la dette du FMI, en cas d'allègement complet de la dette dans le cadre de l'initiative PPTE améliorée, de poursuite d'une politique budgétaire prudente et d'une croissance forte, la dette publique et la dette garantie par l'Etat se réduira de 72 % du PIB en 2004 à 29 % en 2025. Les niveaux de la dette publique et de la dette extérieure du Mozambique sont soutenables et le resteront dans l'avenir.

**Tableau 1 : Indicateurs macroéconomiques**

Principaux indicateurs macroéconomiques	2003	2004	2005 E	2006 P
Croissance réelle du PIB	7,8	7,2	7,7	7,4
Indice des prix à la consommation (moyenne annuelle)	13,8	9,1	14,0	8,0
Taux de change effectif (% changement)	-2,7	24,8	-5,0	-
Réserves en devises (en mois d'importations)	5,4	5,8	4,7	4,4
Déficit fiscal avant subvention (% PIB)	-14,0	-11,7	-12,4	-10,2
Revenu intérieur (% DGP)	12,9	12,3	13,2	14,0
Compte des opérations avec l'étranger (y compris subvention) % DGP)	-9,2	-5,8	-7,1	-6,8
VAN du total de la dette publique extérieure (% exp.)	102,0	83,8	83,6	89,5
Service de la dette extérieure après PPTE améliorée (% exp.)	6,1	4,5	5,1	5,3

Source: FMI

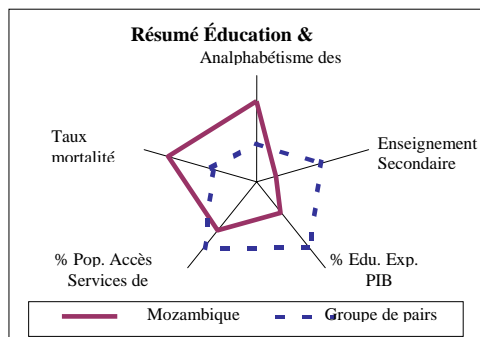
Note : Les prévisions du FMI ne prennent pas en compte les effets soulignés dans le chapitre 1.4

1.2.5 **Indicateurs sociaux** : Malgré sa bonne performance économique ces derniers temps, le Mozambique reste l'un des pays les plus pauvres du monde, classé dans le Rapport sur le Développement humain 2005 au 168<sup>e</sup> rang sur 177 en termes d'indicateur du développement humain (IDH). Beaucoup d'indicateurs sociaux se sont améliorés, mais le Mozambique n'a pas progressé suffisamment vite pour atteindre les ODM.

<sup>2</sup> *Impacto do Aumento do Preço do Petróleo na Economia Mocambicana, September 2005.* (Impact of the increase in the price of oil on the Mozambican economy, September 2005)

La mortalité infantile reste relativement élevée avec un ratio de 118 pour 1 000 en 2004. L'alphabétisation des jeunes a augmenté de 49 % en 1990 à 63 % en 2003 et le taux brut de scolarisation dans l'enseignement primaire a progressé de 60 % en 1995 à 90 % en 2001. Au cours des dix dernières années, 42 % de la population ont eu accès à l'eau potable, contre 24 % précédemment. Selon la dernière revue budgétaire, les dépenses des secteurs prioritaires se situent à un niveau acceptable, à 63,3 % des dépenses totales, dont 50,4 % pour l'éducation et la santé. Le VIH/sida affecte 12 % de la population adulte et reste l'un des plus grands défis auxquels le pays est confronté.

**Graphique 1: Indicateurs sociaux comparaison entre pays semblables**



a) comprend la Tanzanie, le Lesotho, Madagascar, le Malawi, le Botswana, la Zambie et la RSA

Source: Statistiques choisies de la BAD

### 1.3 Taille et composition du portefeuille

1.3.1 Depuis 1977, année de démarrage de ses opérations au Mozambique, le Groupe de la Banque a approuvé cinquante deux (52) projets, six (6) programmes à l'appui de réformes et onze (11) études. Le total des engagements s'élève à 911,2 millions d'UC, dont 779,7 millions d'UC provenant des ressources du FAD, 124,6 millions d'UC des ressources de la BAD et 6,9 millions d'UC des ressources de FSN. Le secteur agricole a reçu la plus grosse part de ce financement (31 %), suivi des programmes à l'appui de réformes (24 %), des équipements collectifs (18 %), du secteur des transports (14 %), du secteur social (8 %) et de l'industrie (5 %). En outre, à travers son volet du secteur privé, la Banque a approuvé deux projets, à savoir le Projet d'exploitation de la mine de titane de MOMA, approuvé en mai 2003, pour un montant de 30,7 millions d'UC et le Projet de gazoduc de SASOL, approuvé en octobre 2003, pour un montant de 52,1 millions d'UC. Le tableau ci-après résume les opérations du Groupe de la Banque par guichet de financement, instrument de prêt, niveau d'exécution et appui par secteur.

**Tableau 2 : Résumé de toutes les opérations au 31/12/05**  
(en millions d'UC)

Secteur	Montant approuvé	Décaissements cumulés	Annulations	% décaissé
BAD	124,6	80,1	18,7	76 %
Prêt FAD	734,8	527,2	38,4	76 %
Don FAD	44,9	28,7	2,1	67 %
FSN	6,9	6,7	0,2	100 %
<b>TOTAUX</b>	<b>911,2</b>	<b>642,7</b>	<b>59,5</b>	<b>75 %</b>

**Tableau 3 : Répartition des engagements par secteur**  
(en millions d'UC)

Secteur	Nombre d'opérations	Montant approuvé	Répartition par secteur	Décaissements cumulés	% décaissé
Développement rural	23	284,0	31 %	177,3	71 %
Finances & industries	7	43,4	5 %	31,9	76 %
Services publics	15	160,9	18 %	84,6	54 %
Transport	8	129,7	14 %	97,6	84 %
Social	9	70,4	8 %	35,9	55 %
Multisecteur	7	222,8	24 %	215,3	98 %
<b>Totaux</b>	<b>69</b>	<b>911,2</b>	<b>100 %</b>	<b>642,7</b>	<b>75 %</b>

1.3.2 En termes de taille du portefeuille au sein de la Banque, le Mozambique se classe au cinquième rang des pays bénéficiant de financements importants, avec 4,8 % du portefeuille total de la Banque (FAD). Le financement par habitant et les indicateurs des récents décaissements renforcent le Mozambique dans sa position de l'un des pays les plus importants de la Banque.

**Tableau 4 : Le Mozambique dans le portefeuille de la Banque  
(en millions d'UC)**

Le Mozambique dans FAD	Montant (UC)	Rang	% du total de la Banque
Financement total (1967-2003)	911 millions	5 <sup>e</sup>	4,8 %
Financement par tête	47	8 <sup>e</sup> a) et 3 <sup>e</sup> b)	n.a.
Décaissements en 2004	60 millions	3 <sup>e</sup>	4,6 %

a) Si l'on considère les pays ayant une population > 2 M

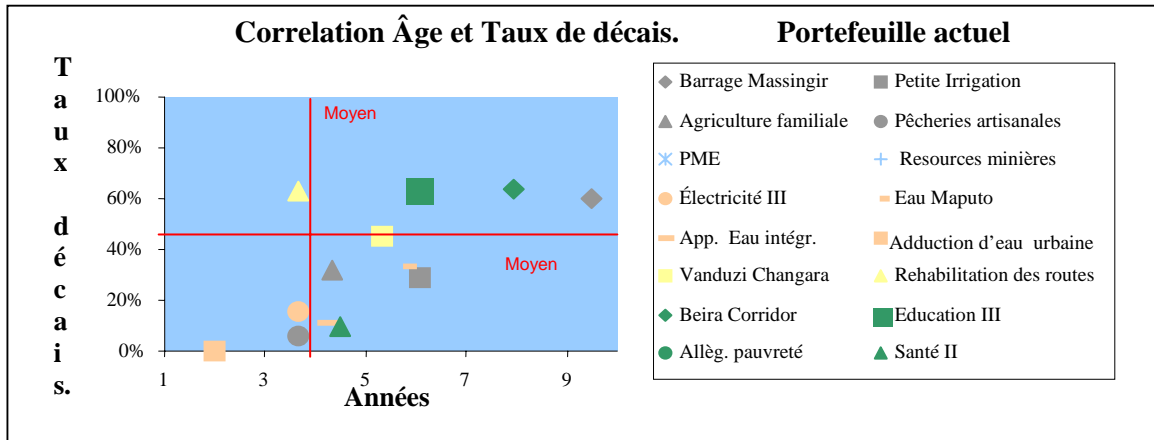
b) Si l'on considère les pays ayant une population > 10 M

1.3.3 Sur les 69 opérations approuvées, vingt-deux (22) sont actuellement en cours d'exécution pour un montant total de 319 millions d'UC, avec un taux de décaissement de 37 %. L'agriculture (36 %) et les équipements collectifs (25 %) sont les secteurs les plus actifs et cumulent un engagement total de 193 millions d'UC.

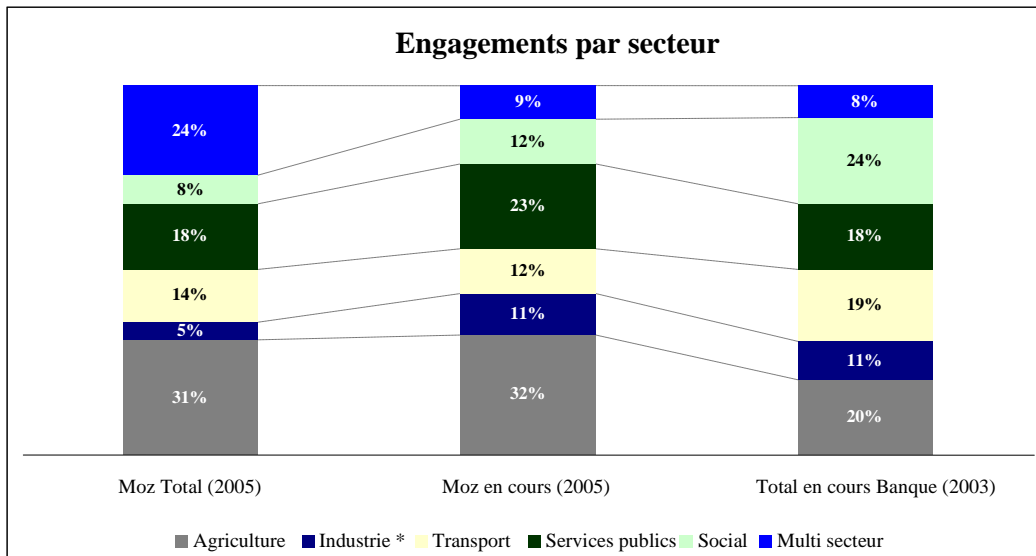
**Tableau 5 : Opérations en cours de la Banque  
(en millions d'UC)**

Secteur	Nombre d'opérations	Montant approuvé	Répartition par secteur	Décaissements cumulés	% décaissé
Développement rural	5	113,4	36 %	42,3	37 %
Finances & industries	4	39,3	12 %	29,5	75 %
Equipements collectifs	5	79,9	25 %	10,0	13 %
Transport	2	42,6	13 %	23,7	56 %
Social	5	42,0	13 %	12,9	31 %
Multisecteur	1	2,1	1 %	-	0 %
<b>Totaux</b>	<b>22</b>	<b>319,3</b>	<b>100 %</b>	<b>118,3</b>	<b>37 %</b>

1.3.4 L'âge moyen du portefeuille des projets, en décembre 2005, était de 3,9 ans pour le Mozambique, et de 4,2 ans pour la Banque. Le graphique suivant décrit le portefeuille en cours par projet en termes d'âge et de taux de décaissement. Il existe deux projets « phares » : l'appui aux PME et le projet de réhabilitation des routes qui, bien qu'étant plus jeunes que la moyenne, affichent les taux de décaissement les plus élevés. La plupart des projets sont répartis dans les quadrants 1 à 4. Les plus jeunes projets ont naturellement des taux de décaissement plus bas que la moyenne du portefeuille et les projets les plus vieux ont des taux de décaissement plus élevés.

**Graphique 2 : Projets classés par âge et par taux de décaissement**

1.3.5 En termes de répartition du portefeuille et en faisant la comparaison, une fois encore, avec le portefeuille global de la Banque, il ressort que, mis à part l'agriculture qui dépasse de 12 % la moyenne de la Banque, le portefeuille du Mozambique s'accorde globalement à celui de l'institution. En comparant la répartition par secteur du portefeuille global avec celui qui est en cours d'exécution au Mozambique, l'on peut conclure que la Banque, ces dernières années, a principalement centrée ses opérations sur les infrastructures et le secteur social.

**Graphique 3 : Répartition par secteur**

\* Les diagrammes en tuyaux d'orgue pour le Mozambique incluent le projet des sables minéraux de Moma, une opération du secteur privé.

## II. REVUE DES OPERATIONS EN COURS

### 2.1 Secteur du développement rural

Depuis le début de ses opérations en 1977, le Groupe de la Banque a approuvé vingt-trois opérations dans les secteurs de l'agriculture et du développement rural, qui ont bénéficié de la plus grosse part de financement (31 %). Le total des engagements s'élève à 284 millions d'UC et les décaissements cumulés se montent à 177 millions d'UC. La valeur moyenne des projets agricoles en cours est de 24 millions d'UC.

Il y a actuellement cinq opérations en cours, dont une n'est pas encore entrée en vigueur. Le tableau ci-après récapitule la valeur, l'âge et le taux de décaissement des projets agricoles révisés.

**Tableau 6 : Projets de développement rural en cours d'exécution**

Projets	Montant approuvé (UC Million)	Age (Années)	Taux de décaissement
Réhabi. du barrage de Massingir et des petites exploitations agricoles	55	9,4	60 %
Projet d'irrigation de petite taille	13,6	6,0	29 %
Projet d'accroissement du revenu généré par l'agriculture familiale	13,5	4,3	32 %
Projet de développement de la pêche artisanale	15,9	3,6	6 %
<b>Total secteur de développement rural</b>	<b>98,0</b>	<b>5,8</b>	<b>43 %</b>

Les engagements cumulés en faveur des opérations en cours s'élèvent à 98 millions d'UC et les décaissements cumulés, à 42 millions d'UC (43 %).

### **A. Réhabilitation du barrage de Massingir et des petites exploitations agricoles**

#### **A.1 Données administratives et financières de base (UC)**

Montant: Prêt : 55 000 000	Décaissements : 33 080 000 Taux de décaissement : 60 %	Solde : 21 920 000
Date d'approbation : 24/11/1993	Date de la signature : 04/02/1994	Date de prise d'effet : 30/05/1996
Date limite du dernier décaissement : 31/12/2005	Organe d'exécution : directoire national des eaux (DNA) ARASUL	
Situation en matière d'audit : le rapport des auditeurs externes sur les états financiers de 2004 a été reçu le 20 Juin 2005.	Date de la dernière mission de supervision : juillet 2004	
<b>Objectifs, description et composantes :</b> Le projet renforcera l'efficacité du barrage de Massingir et la productivité des petits exploitants du secteur vivrier. Ses principales composantes sont : A) réhabilitation du barrage de Massingir ; B) réhabilitation des infrastructures d'irrigation de Xai Xai ; et C) Mise en place d'infrastructures telles les routes et bâtiments de services agricoles. Les principaux résultats du projet seront : i) un barrage de Massingir réhabilité, ii) des infrastructures d'irrigation et de drainage réhabilités à Xai Xai, iii) des bureaux, ateliers et logements du personnel réhabilités, sans compter l'alimentation en eau potable, iv) création d'une ferme pilote dans la région de Xai-Xai et v) mise en place d'une mutuelle de crédit détenue et gérée par les exploitants agricoles.		

#### **A.2 Respects des conditions préalables/des engagements souscrits**

Les conditions préalables à la prise d'effet du projet ont été remplies avec un certain retard, mais la performance a été améliorée au cours des dernières années.

#### **A.3 Performance en matière de passation de marchés**

Toutes les opérations majeures de passation de marchés de biens, de services et de travaux dans le cadre de l'exécution du projet se sont effectuées conformément aux règles et procédures pertinentes de la Banque. Cependant l'acquisition des services d'AT pour remplacer le précédent cabinet, dont le contrat avait été résilié suite à des allégations de fraude, a connu un certain retard.

#### **A.4 Performance financière**

L'allocation et le déblocage par le gouvernement des fonds de contrepartie destinés au projet ont été considérablement retardés et le PIMU n'a pas pu payer sa part de la TVA liée aux marchés. La performance financière du gouvernement a donc reçu la note « insatisfaisant ».

#### **A.5 Activités et résultats du projet**

Le projet a accusé un retard de 9 ans du fait des arriérés initiaux enregistrés lors de l'acquisition des services des AT. L'exécution effective est désormais en cours. La réhabilitation des maisons d'habitation et des installations sociales à Massingir est achevée. Par ailleurs, les principaux travaux publics et hydromécaniques concernant la réhabilitation du barrage ont été lancés en avril 2004 et évoluent de manière satisfaisante. Le marché de réhabilitation des infrastructures de drainage et d'irrigation à Xai-Xai a été approuvé.

#### **A.6 Impact sur le développement**

Compte tenu de les dégâts importants causés aux infrastructures d'irrigation par les inondations de l'an 2000, le projet pourrait ne pas atteindre la zone d'irrigation visée, ce qui pourrait réduire légèrement son impact sur le développement. Néanmoins l'impact potentiel, après l'achèvement, est encore noté « satisfaisant ».

#### **A.7 Evaluation de la performance globale**

Indicateur	Respect des conditions	Acquisition de biens et services	Performance financière	Activités et résultats	Impact sur le développement	Evaluation globale
Note	1,0	2,0	1,7	2,0	2,0	1,7

#### **A.8 Problèmes et actions recommandées**

Problèmes	Actions recommandées	Programme
1. Paiement tardif de la taxe sur la valeur ajoutée. Les entrepreneurs risquent d'abandonner le site pour cause de rupture de contrats par le client.	1. Le paiement dans les délais de la taxe sur la valeur ajoutée applicable aux travaux, biens et services acquis par le projet est essentiel.	1. En cours
2. Paiement régulier et à bonne date de la contribution du gouvernement au projet	2. Il convient de rappeler plus souvent au gouvernement que sa contribution attendue au projet est de 10 %.	2. En cours
3. Sous-traiter la gestion des intrants pour les Casas Agrarias au début de la campagne de récolte 2006	3. Commencement immédiat des consultations par le PIMU	3. Campagne de récolte 2005/2006
4. Prêts complémentaires pour la construction de déversoirs secondaires et la réhabilitation des infrastructures d'irrigation à Xai-Xai.	4. Porter les décaissements sur le prêt en cours à une hauteur au moins équivalente à celle indiquée dans le programme de décaissement présenté à la mission.	4. 2006

## **B. Projet de petite irrigation**

### **B.1 Données administratives et financières de base (UC)**

<u>Montants :</u> Prêt : 12 430 000 Don : 1 210 000	Décaissement : Prêt : 3 094 720 (24, 90 %) Don : 469 935 (38, 84 %)	Solde Don : 9 335 280 (75, 10 %) Don : 740 064 (61, 16 %)
Date d'approbation : 02/12/1998	Date de signature : 05/03/1999	Date de prise d'effet : 29/10/1999
Date butoir du dernier décaissement : 30/03/2006	Organe d'exécution : Ministère de l'Agriculture	
Audit : rapport soumis en fin d'année 2004	Date de la dernière mission de supervision : avril 2005	
<u>Objectifs, description et composantes :</u> L'objectif du projet est d'améliorer la production agricole et la productivité des petits exploitants dans trois provinces par : a) l'expansion des petits périmètres irrigués ; b) l'accroissement de l'efficacité dans la production végétale ; c) autonomisation des exploitants agricoles, dont les femmes ; et d) renforcement des capacités institutionnelles et amélioration des prestations de service. Les principales composantes sont : i) le développement de l'irrigation (mise en place de 652 programmes d'irrigation couvrant une superficie de 2 477 ha) ; ii) transfert de technologie agricole ; iii) appui direct aux exploitants agricoles ; iv) Activités de gestion ; et v) renforcement des capacités institutionnelles.		

### **B.2 Respect des conditions préalables/des engagements souscrits**

La prise d'effet des prêts et dons s'élevant respectivement à 12,4 millions d'UC et 1,2 million d'UC n'a été déclarée qu'en octobre 2000, avec un retard de dix-huit mois. Des rapports d'étape et d'audit ont été régulièrement soumis à la Banque. Une évaluation à mi-parcours du projet a été effectuée. La mise à disposition des fonds par le gouvernement, et le paiement des taxes sur les travaux, biens et services fournis dans le cadre du projet n'ont pas été effectués selon le calendrier établi.

### **B.3 Performance en matière de passation de marchés**

Les procédures de passation de marché de la Banque en matière de biens, services et travaux ont été respectées. Au total, 48 (quarante-huit) marchés ont été attribués et ceux qui ont été parachevés n'ont pas connu de problèmes majeurs. Les services prévus ont été assurés à la satisfaction de la Banque. Un cabinet a été commis pour auditer les comptes des exercices 2002, 2003 et 2004. Un nouvel appel d'offres a été lancé pour les trois années suivantes.

### **B.4 Performance financière**

La disponibilité de devises et de monnaie locale ne pose aucun problème. Le déblocage par le gouvernement des fonds de contrepartie destinés au projet a connu des retards.

### **B.5 Activités et résultats du projet**

Le projet a démarré au début de l'année 2002, après une longue période de préparation (1997-2001). L'année 2002 a été consacrée essentiellement à la mise en place des structures internes du projet qui a démarré en 2003 avec le développement de l'irrigation (composante A). L'identification des plans potentiels d'irrigation a commencé en mai 2002 dans les trois provinces concernées par le projet.

A ce jour, le projet a analysé au total 1 760 ha (31 périmètres) avec pour objectif de mettre ces périmètres en valeur. Sur un total de 31 périmètres, il a été décidé de surseoir à la mise en valeur de 10 d'entre eux (524 ha), en raison de leur inadéquation. Les 1 236 hectares restants sont

actuellement à diverses étapes de mise en valeur : i) 4 périmètres (350 ha) sont en phase d'identification/faisabilité; ii) 1 périmètre (95 ha) est à la phase d'étude ; iii) 3 périmètres (307 ha) sont en phase de conception ; iv) 5 périmètres (159 ha) sont en phase de passation de marché ; v) 5 périmètres (278 ha) sont en phase de construction ; et vi) 3 périmètres (47 ha) ont été parachevés.

Les activités de transfert de technologie agricole (composante B) ont été retardées de presque deux ans en raison du temps mis par le MF pour approuver les termes de l'accord de service spécial entre l'INIA et la Direction nationale de l'agriculture et de l'hydraulique (DNHA). Cet accord a finalement été approuvé en 2004 et est entré en vigueur en 2005. Au cours des années 2003 et 2004, l'initiation du programme de soutien direct aux exploitants agricoles (composante C) a été préparée, par la sélection du partenaire local pour la mise en place et la consolidation d'associations d'exploitants agricoles. Les activités du partenaire local ont démarré en août 2004. Celles de gestion du projet (Composante D) se déroulent normalement. L'équipe de direction s'acquitte de toutes les tâches nécessaires relevant de sa compétence. Au titre de la composante « Renforcement institutionnel » (Composante E), l'équipe d'assistance technique recrutée au plan international est en place depuis janvier 2003 et a apporté sa contribution aux initiatives de renforcement des capacités. La formation du personnel du DNHA et l'acquisition d'équipements par cette institution sont en cours. L'étude de crédit prévue a été parachevée.

#### **B.6 Impact sur le développement**

En raison de la hausse des coûts de la mise en valeur des périmètres par rapport aux prévisions à l'évaluation, seule une superficie d'environ 1 236 ha (au lieu de 2 477) pourrait être mise en valeur avec le budget disponible. De plus, avec les capacités actuelles du projet, (PCU & CEP) et vu le temps nécessaire à la mise en valeur d'un périmètre (2,5 à 3 ans), il est peu probable que l'objectif de 1 236 ha puisse être atteint dans les délais fixés (Mars 2006). Il a été recommandé de différer la date du dernier décaissement d'au moins deux ans afin de permettre au projet d'atteindre l'objectif revu à la baisse de 1 236 ha. Cette mesure affectera le nombre des bénéficiaires potentiels ainsi que le résultat global escompté du projet. Cependant, étant donné qu'il s'agit du premier projet d'irrigation à petite échelle entrepris depuis la fin de la guerre civile, les enseignements qui en seront tirés permettront au pays de mieux concevoir les projets à l'avenir.

#### **B.7 Evaluation globale de la performance**

Le projet a été affecté par les retards de démarrage et la hausse de coûts due à une sous-estimation, à l'évaluation, des coûts de mise en place des périmètres d'irrigation et, de ce fait, l'objectif envisagé ne pourra pas être atteint. Cependant, tout est mis en œuvre pour optimiser les ressources disponibles.

Indicateur	Respect des conditions	Passation des marchés de biens et services	Performance financière	Activités et résultats	Impact sur le développement	Evaluation globale
Notation	1,3	2,0	2,2	1,8	1,7	1,9

## B.8 Problèmes et actions recommandées

Problèmes	Actions recommandées	Calendrier
1. Légalisation d'associations d'exploitants agricoles et accès aux titres de propriétés pour les terrains destinés à l'irrigation - conséquences sur la composante « crédit ».	1. Suivi à assurer par la CGP	1. En cours
2. Le paiement à bonne date de la taxe sur la valeur ajoutée, sur les travaux, biens et services acquis dans le cadre du projet affecte la livraison dans les délais des intrants du projet.	2. La CGP doit discuter avec le gouvernement	2. En cours
3. Paiement à bonne date de la contribution du gouvernement au projet.	3. Il est rappelé au gouvernement que sa contribution attendue au projet est de 10 %. Or, sa contribution jusqu'à présent n'a été que de 6 % du total des dépenses. Il convient de remédier à situation afin d'assurer la bonne marche du projet.	3. En cours
4. Révision du programme de travail et du budget du projet.	4. Pour s'assurer du parachèvement des périmètres, au cours des deux années de prorogation accordées au projet, le programme de travail et le budget doivent être révisés.	4. Fin janvier 2006
5. Présentation de proposition pour l'octroi des 3 bourses d'études de niveau maîtrise en irrigation.	5. Il est impératif que la proposition soit soumise sans plus tarder pour que les bourses soient gérées pendant la durée de vie du projet.	5. Fin décembre 2005

## C. Projet d'amélioration des revenus générés par les activités agricoles familiales

### C.1 Informations administratives et financières essentielles (UC)

Montant :	Décaissement :	Solde :
Prêt : 12 460 000	Prêts: 3, 612,578 (28.99 %)	Prêts: 8 847 422 (71, 10 %)
Dons : 1 000 000	Don: 413 373 (41, 34 %)	Don: 586 627 (58, 66 %)
Date d'approbation: 13/10/2000	Date de la signature : 14/12/2000	Date d'entrée en vigueur: 27/07/2001
Date limite du dernier décaissement : 31/12/2007 Audit : rapport soumis en fin d'année 2004	Organe d'exécution : ministère de l'Agriculture Date de la dernière mission de supervision : décembre 2004	
<b>Objectifs, description et composantes :</b>		
Les objectifs spécifiques du projet sont i) la promotion de la sécurité alimentaire des ménages, et ii) l'augmentation du revenu des ménages, et du niveau de bien-être des pauvres ruraux des districts de Maputo, Matola Gare, Namaacha, Moamba, Marracuene et Manhica.		
Au nombre des activités du projet figurent : i) la mise en place des installations nécessaire à l'UGC (pour la production et la fourniture de graines, la production de poussins d'un jour, le stockage, le traitement et la commercialisation des produits du projet, le diagnostic et le traitement des maladies des poussins, la production d'intrants de semis pour les légumes et les cultures arborescentes pour le groupe cible ; ii) octroi de crédit aux familles en vue de la production de volaille et de la production végétale ; iii) construction d'installations sociales pour les bénéficiaires ; et iv) renforcement institutionnel et coordination de projets.		

## **C.2 Respect des conditions préalables/engagements souscrits**

Après la signature de l'accord de prêt et de don en décembre 2000, un prêt et un don s'élevant à 12,6 millions d'UC et 1 million d'UC respectivement, ont été déclarés effectifs en juillet 2001 (la réalisation des conditions d'entrée en vigueur a accusé un retard de six mois). Les rapports d'étape et d'audit ont été régulièrement transmis à la Banque.

## **C.3 Performance en matière de passation de marché**

Dans l'ensemble, les procédures de passation des marchés de biens, services et travaux ont été généralement bien respectées. Au total, 20 (vingt) marchés ont été attribués et exécutés (ou sont en cours d'exécution) sans problèmes majeures. Les rapports d'audit des exercices 2002, 2003, et 2004 ont été établis et soumis.

## **C.4 Rapport financier**

La disponibilité de devises et de monnaie locale ne pose aucun problème. L'UGC respecte scrupuleusement ses obligations en mettant à disposition les fonds de contrepartie et en payant les taxes et impôts sur les travaux, biens et services acquis dans le cadre du projet. Cependant, au cours des derniers mois, il a été confronté à des difficultés dans le paiement des taxes et a entamé des discussions avec le gouvernement mozambicain sur la possibilité d'exonération de taxes.

## **C.5 Activités et résultats du projet**

Bien qu'au cours de ses deux premières années d'exécution, le projet se soit concentré sur l'acquisition de certains biens d'équipement essentiels à ses opérations, tels que la construction et l'installation de broyeur, il a également assuré ses activités de production envisagées, notamment la fourniture de poussins d'un jour, de nourriture pour volaille, de médicaments et de vaccins, ainsi que la commercialisation de poulets produits par les bénéficiaires. A ce jour, en tout 293 543 poussins d'un jour ont été distribués et 268 718 poulets d'élevage, vendus par le projet.

## **C.6 Impact sur le développement**

Le projet vise principalement les femmes pauvres de la région de Maputo. Sa contribution au revenu et à la sécurité alimentaire des ménages a été considérable. Le projet a élaboré un mécanisme propre pour assurer sa durabilité en ce sens que toute la production est vendue aux prix pratiqués sur le marché. Il y a donc une forte probabilité que le projet atteigne ses objectifs en termes de développement et continue de générer du profit au-delà de la phase d'investissement.

## **C.7 Evaluation globale de la performance**

Indicateur	Respect des conditions	Passation des marchés de biens et services	Performance financière	Activités et résultats	Impact sur le développement	Evaluation globale
Notation	3,0	2,0	2,0	2,0	2,0	2,25

### C.8 Problèmes et actions recommandées

Problèmes	Actions recommandées	Programme
1. Paiement de la taxe sur la valeur ajoutée applicable aux travaux, biens et services acquis dans le cadre du projet.	1. La CGP doit travailler avec le Gouvernement sur la question. Elle étudie actuellement avec le Gouvernement la possibilité de certaines exonérations de taxe sur les constructions et l'équipement de la ferme de reproduction	1. Doit être accompli avant le début des travaux en 2006.
2. Soumission des projets de dossiers d'appel d'offre pour l'expansion de la ferme de reproduction.	2. Dossiers d'appel d'offres provisoires à soumettre à la Banque.	2. Fin 2005
3. Besoin de déterminer le montant à déposer dans les fonds renouvelables et le chronogramme correspondant.	3. Solde restant de 4,45 milliards de MZM à déposer dans les fonds renouvelables en 6 mensualités de 741 865 080 MZM à compter d'octobre 2005.	3. Début des paiements mensuels en octobre 2005

### D. Projet de développement de petites exploitations piscicoles

#### D.1 Informations administratives et financières de base (UC)

<u>Montant :</u> Prêt : 14 170 000 Don : 1 730 000	Décaissements : Prêt: 713 278 (8, 44 %) Don: 175 192 (10, 33 %)	Solde : Prêt : 13 456 722 Don : 1 730 000
Date d'approbation: 14/11/2001	Date de signature: 20/12/2001	Date de prise d'effet : 04/04/2002
Date limite du dernier décaissement : Prêt – 31/12/2008 Don -31/12/2006 Audit : 1er rapport à soumettre en septembre 2005, rapport d'audit soumis en novembre 05		Organe d'exécution : ministère de la Pêche, institut de développement de petites exploitations piscicoles. Date de la dernière mission de supervision : septembre 05
<u>objectifs, description et composantes</u> L'objectif du projet est d'accroître les revenus des pêcheurs, de leurs communautés, des marchands de produits de pêches, des fournisseurs d'intrants, afin de contribuer à la réduction de la pauvreté, de renforcer la sécurité alimentaire, la conservation et la protection de l'environnement maritime. L'objectif direct du projet est d'accroître la production de poisson en soutenant les pêcheurs artisanaux de la zone de couverture du projet en leur permettant de réaliser plus efficacement la prise, la transformation et la commercialisation du poisson. Le projet a trois composantes : i) Mise à disposition de crédits pour augmenter la production de poisson et promouvoir sa commercialisation ; ii) mise en place d'infrastructure communautaire, et iii) renforcement des capacités institutionnelles.		

#### D.2 Respect des conditions préalables/engagements souscrits

Le prêt et le don ont été approuvés le 14 novembre 2001 et signés le 20 décembre 2001, et ont pris effet en avril 2002. Les conditions préalables au premier décaissement étaient remplies en juin 2003 (c'est-à-dire 17 mois après l'approbation du projet) et le projet a bénéficié du premier décaissement le 10 octobre 2003 (c'est-à-dire trois mois après que la réalisation des conditions de décaissement).

Le retard dans la réalisation des conditions s'explique essentiellement par la faiblesse des capacités institutionnelles de l'organe d'exécution.

### **D.3 Performance en matière de passation de marchés**

Le projet a démarré lentement à cause du retard considérable enregistré dans l'acquisition des services et de travaux, par l'organe d'exécution qui ne maîtrise pas les règles et procédures de passation de marché de la Banque. Pour remédier à cette situation, la Banque a permis à trois cadres de la CEP de prendre part au séminaire qu'elle a organisé en Swaziland, du 20 juin au 1<sup>er</sup> juillet 2005, sur l'exécution des projets.

Depuis lors, le projet a fait l'acquisition des services de consultants de courte durée en vue de l'élaboration de procédures pour la mise en œuvre de la composante « Crédit », ainsi que les services d'un cabinet d'audit pour l'audit des comptes du projet. La performance n'est pas satisfaisante mais elle devrait s'améliorer rapidement avec les acquis de la formation dont ont bénéficiés les cadres de la CEP dans le domaine de l'exécution de projet (un accent particulier étant mis sur la passation de marchés), et avec l'ouverture du bureau de la BAD à Maputo en août 2005.

### **D.4 Performance financière**

La disponibilité de devises et de monnaie locale ne pose aucun problème. Le premier décaissement du fonds de roulement sur le prêt a été effectué le 10 octobre 2003 sur la base d'un plan de travail et d'une estimation budgétaire. Le deuxième décaissement a été effectué le 4 mai 2005. Quant au décaissement sur le crédit, il n'est pas encore effectif car il a fallu entreprendre une étude de deux mois en vue d'élaborer les modalités de mise en œuvre du crédit. La performance à ce jour n'est pas satisfaisante mais devrait connaître une amélioration rapide compte tenu des raisons évoquées au point D.3.

### **D.5 Activités et résultats du projet**

Le projet a mis en place les institutions nécessaires à son exécution en termes de renforcement des capacités institutionnelles. Le taux d'exécution physique est d'environ 5 %. Les principaux résultats attendus pour chaque composante sont : i) octroi de crédit pour les activités de pêche et commercialisation de poisson ; ii) mise en place d'infrastructure dans les communautés de pêcheurs : ii a) assurer l'alimentation en eau potable (réhabilitation de 20 puits et construction de 40 nouveaux puits), ii b) créer 220 km de voie d'accès, allant des sites de débarquement de poisson aux voies de desserte, ii c) améliorer 15 points de débarquement de poissons et ii d) mettre à disposition des fonds pour la construction de deux marchés aux poissons ; et iii) renforcer les capacités institutionnelles. La mise en œuvre de cette composante a eu des résultats importants et remarquables : 68 employés de vulgarisation formés et 40 associations communautaires constituées. Cependant, le recrutement de consultants internationaux (notamment un spécialiste de biologie marine, un spécialiste de l'environnement marin et un technicien de pêche) qui devrait donner une plus forte impulsion à l'exécution du projet ne s'est toujours pas concrétisé. La performance est jugée bonne.

### **D.6 Impact sur le développement**

Les premiers résultats de la composante « Renforcement des capacités » ont permis de mettre en place des associations communautaires qui sont les institutions clés pour l'octroi des crédits et pour le projet en général. Le personnel de vulgarisation, en collaboration avec les communautés, a également identifié des sites d'implantation et de réhabilitation des pompes à eau. Le projet est en train d'autonomiser les bénéficiaires, ce qui leur permettra de prendre en charge leur propre

développement à travers la formation et l'internalisation de la culture de l'épargne au sein de leurs différentes associations. Le projet vise à utiliser le crédit comme un moyen d'aider les groupements ou individus à créer des entreprises de pêche dans la zone du projet, ainsi que des débouchés pour la commercialisation du poisson. Cette initiative est jugée importante en ce sens que le développement en soi ne résulte ni de projets ni de soutiens, mais d'entreprises durables génératrices de revenu, et de la préservation des ressources naturelles.

### **D.7 Evaluation globale de la performance**

L'exécution du projet a démarré avec du retard, en raison surtout de la réalisation tardive des conditions préalables au décaissement initial. De plus, les activités ont démarré lentement parce que les gestionnaires du projet ne maîtrisaient pas les règles et procédures de la Banque en matière de passation de marché. Cependant, avec les institutions clés qui ont été mises en place, l'autonomisation des communautés en cours, la formation à la passation de marché et au décaissement que le personnel du projet a reçue, l'exécution concrète du projet et le recrutement des assistants techniques seront accélérés. La performance actuelle n'est toutefois pas satisfaisante.

Indicateur	Respect des conditions	Passation des marchés de biens et de services	Performance financière	Activités et résultats	Impact sur le développement	Evaluation globale
Notation	1,8	1,5	1,5	2,0	2,5	1,9

### **D.8 Problèmes et actions recommandées**

Problèmes	Actions recommandées	Programmes
1. Acquisition de services de formation pour la mobilisation communautaire et l'entreprenariat rural.  2. Problèmes liés au système comptable - informations financières non actualisées- le projet est toujours à l'étape d'apprentissage de l'utilisation du système comptable	1. Soumettre à la Banque, selon la procédure de non objection, des requêtes avec les budgets estimatifs.  2. Régler les problèmes liés au système FIMPRO, et mettre à jour l'information financière - le projet doit déterminer si une formation complémentaire en FIMPRO et/ou une intervention de consultants de courte durée en vue de concevoir des formats adaptés de rapports sont nécessaires	1. En cours  2. En cours

### **2.2 Finances & secteur industriel**

Le Groupe de la Banque n'a mené qu'une modeste intervention dans les secteurs de la finance et de l'industrie au Mozambique. Cette situation s'explique notamment par le fait que la Mozambique avait un système économique centralisé, qui offrait peu d'opportunités d'intervention dans les secteurs financier et industriel.

Au total la Banque a donné son aval à quatre interventions dans le secteur depuis la date de prise d'effet, pour un montant de 16,50 millions d'UC. L'un des projets est arrivé à terme et deux d'entre eux sont en cours d'exécution et il y a un quatrième sur le point de démarrer la phase de mise en

œuvre. Les deux programmes en cours se déroulent relativement bien. La stratégie actuelle de la Banque dans le secteur est centrée sur l'amélioration de la performance du secteur et le renforcement des institutions du secteur, dans l'optique d'attirer des investissements privés. C'est la raison pour laquelle la plupart des opérations du secteur étaient des activités de renforcement de capacité/d'appui institutionnel. Le tableau suivant donne un aperçu du montant, de l'âge et du taux de décaissement des projets financiers & industriels en cours:

**Tableau 7 : Les activités en cours dans les secteurs des Finances & de l'Industrie**  
(millions d'UC)

Projets	Montant approuvé (UC Million)	Age (Années)	Taux de décaissement
Soutien au développement des PME	3,5	2,6	81 %
Gestion des ressources minières. Renforcement de capacités	3,3	3,7	27 %
<b>Total secteurs des finances &amp; de l'industrie</b>	<b>6,8</b>	<b>3,1</b>	<b>55 %</b>

Les engagements cumulés au titre des projets en cours s'élèvent à 7 millions d'UC et le décaissement à 4 millions d'UC (55 %). La taille moyenne des projets en cours des secteurs des finances & de l'industrie, en termes monétaires, est de 3 millions d'UC.

## **E. Soutien au développement des PME**

### **E.1 Données administratives et financières de base (UC)**

Montant : FAD: 3 500 000	Décaissement : 2 840 000 Taux de décaissement: 81,3 %	Solde : 660 000
Date d'approbation: 16/01/2002	Date de signature : 23/05/2002	Date de prise d'effet : 07/05/2003
Date limite du dernier décaissement : 30/06/2007 Audit: 31/12/2003	Organe d'exécution : ministère de l'Industrie et du Commerce (MIC) Date de la dernière mission de supervision : décembre 2005	
Objectifs, description et composantes : La ligne de crédit vise principalement à appuyer le développement des petites et moyennes entreprises (PME) au Mozambique en leur facilitant l'accès à des financements à moyen et à long terme, ce qui permettra de créer un secteur industriel moderne et compétitif. La ligne de crédit a assuré des financements à moyen et à long terme en monnaie locale au profit des institutions engagées dans le financement de PME au Mozambique (le fonds de développement des petites industries-FFPI et la société de promotion de petits investissements -GAPI) en vue d'alimenter les prêts aux petites et moyennes entreprises éligibles du pays.		

### **E.2 Respect des conditions préalables/engagements souscrits**

Un retard de 12 mois a été enregistré dans la réalisation des conditions préalables à la prise d'effet de la ligne de crédit, qui n'est devenue effective qu'en mars 2003, après la signature en mai 2002. Son exécution se déroule de manière satisfaisante, avec plus de 80 % des ressources décaissées à ce jour.

### **E.3 Performance en matière de passation des marchés**

Performance de la ligne de crédit en matière de passation des marchés.

### **E.4 Performance financière**

La performance financière a également été satisfaisante. La disponibilité de devises par le biais des fonds du projet est suffisante, tout comme les ressources en monnaie locale sont mises à disposition sur demande. Le flux des décaissements est satisfaisant.

### **E.5 Activités et résultats du projet**

Par son efficacité, la ligne de crédit a remédié aux effets du retard accusé. Le respect du calendrier d'exécution est satisfaisant, car le projet sera intégralement exécuté dans les délais initialement prévus.

### **E.6 Impact sur le développement**

En dépit de la modicité de la ligne de crédit, son impact sur le développement a été considérable. Les ressources de la ligne de crédit parviennent effectivement aux petites et moyennes entreprises.

#### **Encadré 1 : Une note sur l'impact du projet d'appui au développement des PME**

Le projet a connu un succès relatif dans la mesure où il a permis de remédier à certaines insuffisances institutionnelles du secteur financier. Il a assuré aux PME des financements à moyen terme et à long terme, à travers le GAPI et FFPI, contribuant ainsi au développement de 250 petites et moyennes entreprises qui ont eu accès un financement à terme. Les résultats de ce projet se résument comme suit : des prêts à moyen terme et à long terme ont été accordés à des petites et moyennes entreprises. Le projet a financé au total 52 sous-projets, pour un concours moyen de 29 000 dollars EU à travers le GAPI, et 75 sous-projets en tout, à travers le FFPI, pour un concours moyen de 9 500 dollars EU. Par ailleurs, les ressources ont été assez équitablement réparties dans le pays, avec des projets financés dans presque toutes les provinces, dans des secteurs comme l'agroalimentaire, le commerce en milieu rural, les matériaux de construction, l'industrie alimentaire et les services de transport. Selon les estimations, jusqu'à 2 000 emplois ont été créés et/ou pérennisés par la ligne de crédit.

De plus, le projet permet d'accroître considérablement le nombre de participants au processus de croissance du Mozambique, donnant plus de sens aux récentes avancées économiques du pays aux yeux de la grande majorité de la population. En soutenant le développement de PME, le projet garantit une croissance économique à base plus élargie, et permet d'intégrer des projets d'investissement étranger plus importants qui ont changé l'économie Mozambicaine. En outre, le projet contribue au développement des économies locales dans les zones où sont implantées les entreprises bénéficiaires. Il aide à préserver les emplois existant du secteur industriel tout en créant de nouveaux. Les PME ont également la possibilité de mettre à profit les sources modestes d'approvisionnement en matières premières, notamment dans le domaine agricole, qui autrement n'auraient pas de débouché. Aussi, en soutenant la croissance et le développement des PME, le projet contribue-t-il au développement industriel en milieu rural, apportant ainsi sa pierre aux efforts de réduction de la pauvreté en milieu rural.

Outre la conception judicieuse du projet, d'autres raisons expliquent sa bonne exécution, notamment l'absence de rotation de l'ensemble du personnel de direction, tout comme sa maîtrise rapide des méthodes de passation de marchés et de décaissement de la Banque.

### **E.7 Evaluation globale de la performance**

Indicateur	Respect des conditions	Passation des marchés de biens et services	Performance financière	Activités et résultats	Impact sur le développem.	Evaluation globale
Notation	2,3	3,0	2,7	2,3	2,2	2,5

## **E.8 Problèmes et actions recommandées**

<b>Problèmes</b>	<b>Actions recommandées</b>	<b>Programmes</b>
1. La bonne performance risque d'être négativement affectée par les problèmes institutionnels au sein d'une des agences d'exécution du projet, le FFPI.	1. Le Gouvernement développe une nouvelle stratégie de soutien aux PME dans le pays. La nouvelle stratégie concernera les orientations futures du FFPI. La Banque envisage d'aider le gouvernement à développer de nouvelles stratégies. La mise en œuvre de la ligne de crédit se poursuivra parallèlement avec l'Organe d'exécution, GAPI.	1. La nouvelle stratégie de développement de PME devrait être finalisée en 2006.

## **F. Projet de renforcement des capacités en gestion de ressources minières (MRMCBP)**

### **F.1 Information administratives et financières essentielles**

<u>Montant: FAD: 3 290 000</u>	Décaissement : 879 000 Taux de décaissement : 27 %	Solde : 2 411 000
Date d'approbation: 03/09/2001	Date de signature: 06/11/2001	Date de prise d'effet : 22/03/2001
Date limite du dernier décaissement : 31/12/2007 Audit: 31/12/2004	Organe d'exécution : Ministère des ressources minière (MIREM) Date de la dernière mission de supervision : décembre 2005	
<b>Objectif, description et composantes :</b> L'objectif global du MRMCBP était d'assister le Gouvernement en matière de développement institutionnel et de réforme du contrôle du secteur des mines en vue d'encourager le développement de l'investissement privé dans ledit secteur dans une approche durable des points de vue social et environnemental. Le projet assistera également le Gouvernement dans ses interventions ciblées visant à réduire la pauvreté dans les régions du pays qui sont le siège d'activités minières artisanales et à petite échelle. Le prêt du FAD finance en partie, quatre sous composantes comme suit : i) reconnaissance des minerais géochimiques et industriels ; ii) centre de documentation et de système d'information de minerais ; iii) Laboratoire centrale de la DNG, et iv) unité de gestion de projet.		

### **F.2 Respect des conditions préalables/engagements**

Le respect des conditions préalables à la prise d'effet du prêt était satisfaisant, et le prêt a été déclaré effectif dans les six mois qui ont suivi l'approbation. Le respect d'autres conditions liées aux prêts était également satisfaisant.

### **F.3 Performance en matière de passation des marchés**

Si les activités de passation des marchés dans le cadre du projet se sont généralement déroulées conformément aux procédures de passation des marchés de la Banque, et se sont révélées satisfaisantes de ce point de vue, un retard considérable a été constaté dans le processus de passation des marchés, ce qui a considérablement ralenti le taux de mise en œuvre du projet. Le Gouvernement a la plupart du temps approuvé les dossiers de passation de service avec

d'importants retards. Cet aspect de la performance de passation de marchés n'était pas satisfaisant.

#### **F.4 Performance financière**

Les retards de passation des marchés, ont négativement affecté la performance de décaissement du projet, la rendant médiocre. Quatre ans après l'approbation du projet, seuls 879 000 UC ou 27 % du prêt a été décaissé jusqu'en janvier 2006. Les contributions locales aux coûts n'ont pas été facilement accessibles au gouvernement. La performance des cofinanciers (Banque mondiale et NDF) s'est révélée très satisfaisante.

#### **F.5 Activités et résultats du projet**

Le planning de mise en œuvre du projet n'a pas été respecté, puisque moins de 30 % des activités du projet sont arrivées à terme en trois ans de mise en œuvre. La performance des consultants était bonne. Malgré la lenteur de mise en œuvre des composantes du projet financées par le FAD, des résultats importants sont fournis : i) la réforme judiciaire du secteur minier, avec en 2002, l'adoption d'un code du secteur des mines, dont les règles ont été élaborées et approuvée en 2003 ; et ii) un nouveau cadastre informatisé a été développé et fonctionne actuellement, permettant ainsi de simplifier le traitement des demandes d'autorisation d'exploitation minière et la délivrance de licences à cet effet. Le projet a également permis d'importantes avancées en matière d'infrastructures géologique de la Mozambique : iii) des cartes géologiques et géophysiques de bonne qualité ont été produites, ainsi qu'un iv) livre détaillant de façon exhaustive, les ressources géologique et minière de la Mozambique. La composante environnementale du projet a également progressé, avec la promulgation en Avril 2005 de lois environnementales s'appliquant aux activités minières.

#### **F.6 Impact sur le développement**

Le MRMCBP est déjà témoin de certains impacts de développement. Le projet suscite l'intérêt d'investisseur dans le secteur des mines. La mise en application du nouveau cadastre des mines a été à l'origine d'une croissance significative du nombre de demande et de licences accordées dans le pays. En effet la délivrance de licences d'activités minières est passée d'une moyenne de 130 par an avant l'introduction du cadastre, à approximativement 500 par an depuis que celui-ci a été mis en application. Les revenus générés par les frais du nouveau système d'enregistrement de permis double en moyenne chaque semestre.

#### **F.7 Evaluation de la performance globale**

Indicateur	Respect des conditions	Passation des marchés des biens et des services	Performance financière	Activités et résultats	Impact sur le développement	Evaluation globale
Notation	2,3	2,0	2,0	2,0	2,0	2,1

#### **F.8 Problèmes et actions recommandées**

Problèmes	Actions recommandées	Programme
1. Retard dans les activités de passation des marchés et de décaissement.	1. L'éradication des retards de décaissement nécessite un travail plus consciencieux de la part de l'Organe d'exécution et de Bank of Mozambique. La question a fait l'objet de discussions avec les deux	1. En cours

	agences et le gouvernement. L'on espère que le bureau régional, une fois pleinement opérationnel, aidera à résoudre le problème.	
--	---	--

### 2.3 Secteur des services publics (énergie, eau et assainissement)

La Banque a approuvé quinze opérations dans le secteur des services publics (4 dans le domaine des télécommunications, 6 dans le secteur de l'énergie et 5 dans le domaine de l'eau et assainissement), depuis le démarrage de ses opérations en 1977. Elle reçu 18 % du financement total. Le cumul des engagements s'élève à 161 millions d'UC et l'ensemble des décaissements est de 84 millions d'UC. Le coût moyen des projets des services publics en cours est de 16 millions d'UC.

Présentement, 5 opérations sont en cours. Le tableau ci-dessous résume le montant, la durée et le taux de décaissement des projets de services publics révisés.

**Tableau 8 : Opérations en cours dans le secteur des services publics**

Projets	Montant approuvé (Million UC)	Durée (années)	Taux de décaissement
Projet d'électricité III	11,1	3,7	15 %
Réforme de l'électricité et programme d'accès	11,0	0,9	0 %
Projet d'augmentation de l'alimentation en eau à Maputo	19,7	5,8	33 %
Projet intégré d'alimentation en eau et d'assainissement	16,8	4,3	11 %
Projet d'alimentation en eau, d'assainissement & IS dans les zones urbaines	21,4	2,0	0 %
<b>Total des projets du secteur des services publics</b>	<b>79,9</b>	<b>3,3</b>	<b>13 %</b>

Le cumul des engagements des opérations en cours s'élève à 80 millions d'UC et le décaissement total est de 10 millions d'UC (13 %).

## G. Projet d'électricité III

### G.1 Données financières et administratives de base (UC)

Montant : FAD : 11 120 000	Décaissements : 1 684 719 Taux de décaissement : 15,15 %	Solde: 9 435 281
Date d'approbation : 03/09/2001	Date de signature : 06/11/2001	Date d'entrée en vigueur : 01/10/2002
Délai du dernier décaissement : 31/12/2005	Organe d'exécution : Electricidade de Mozambique (EdM)	
Audit : à jour (rapport d'audit financier exercice 2004 reçu)	Date de la dernière mission de supervision : Décembre 2005	
Objectifs, description et composantes : L'objectif du projet est d'étendre le réseau électrique national, partie du développement des infrastructures rurales, à 19 centres ruraux pour appuyer la croissance économique en vue de la réduction de la pauvreté et de l'amélioration du niveau de vie de la population rurale. Le projet vise à fournir de l'électricité aux villes rurales dans quatre provinces à savoir : (a) vallée du Limpopo et Massingir (région du sud - province de Gaza) ; (b) Morrumbene, Massinga, Zandamela, Quissico, Inharrime, Chissibuka, Mavila et Cumbane (région du sud - province de Inhambane); (c) Chitima, Chicoa, Magoe, and Mukumbura (région du nord - province de Tete) ; et (d) Netia, Nacarua, Chalaua, Micane, Moma, Morrupula et Muecate (région du nord - province de Nampula. Les composantes du projet sont les suivantes : (a) construction de 895,5 km de lignes aériennes de 33 kV ; (b) installation sur poteaux de 76 transformateurs de 33/0,4 kV ; (c) construction de 72 km de lignes aériennes de 0,4/0,22kV, (d) installation de 1 700 points d'éclairage publics ; et (e) branchement de 7 053 consommateurs : ménages, petites industries et commerces, installations d'irrigation agricole et de services.		

## **G.2 Respect des conditions d'entrée en vigueur**

Les conditions d'entrée en vigueur ont été respectées avant que la signature du prêt ne prenne effet en octobre 2002. L'Organe d'exécution (EdM) doit remplir « d'autres conditions » au cours de l'exécution du projet : i) soumettre à la Banque le rapport sur la « Séparation des comptes et la réorganisation de (EdM), ii) mettre en application les recommandations issues de la réorganisation dans un délai de 12 mois, iii) améliorer le ratio consommateurs - employés à 90 pour 1 d'ici le 31 décembre 2002 et à 100 pour 1 d'ici 2003, iv) réduire l'âge des comptes clients à 75 jours d'ici 2002, et à 100 : 1 au 31 décembre 2003, et v) soumettre à la Banque un plan de gestion environnementale y compris un plan de compensation avant la construction. Les conditions i) et ii) étaient respectivement remplies en 2002 et en 2004. Toutes les conditions ont été respectées à l'exception de la condition v). Le plan de compensation sera soumis à la Banque avant mars 2006 et sera mis en œuvre avant la construction des réseaux de distribution dans les zones du projet.

## **G.3 Performance en matière de passation des marchés**

Toutes les activités de passation des marchés du projet sont terminées.

## **G.4 Performance financière**

Le projet est financé par le FAD, Fonds OPEC et EdM. Le prêt du FAD (11,12 millions d'UC) représentant 58 % du coût total couvre 84 % des coûts en devise des composantes A1, B, C, et D. Le prêt du Fonds OPEC (5,47 millions), correspondant à 28 % du coût total en devise, financera 90 % des coûts de la composante A2. La contribution de EdM de 2,74 millions d'UC, représente 14 % du coût total du projet et couvrira les coûts locaux. Le taux de décaissement du prêt du FAD est de 15,15 % avec une hausse de 2 % (en décembre 2004), pendant que les taux de décaissement des co-financiers – Fonds OPEC et EdM sont respectivement de 14,1 % et 14,4 %.

## **G.5 Activités du projet et résultats**

Le projet prévoit 7 053 branchements de services et 1 700 éclairages publics. Ces travaux seront réalisés à travers un contrat d'approvisionnement et d'installation de i) 895,5 km de lignes aériennes de 33 kV ; ii) 76 transformateurs secondaires sur poteaux et iii) 72 km de lignes aériennes de basse tension de 0,4/0,22 kV. La signature du contrat d'approvisionnement et d'installation des matériels et équipements ci-dessus mentionnés a été reportée à cause du retard de paiement d'une avance. Elle sera effectuée d'ici septembre 2007.

## **G.6 Impact sur le développement**

Le projet fournira de l'électricité à environ a) 6 653 ménages ; b) 300 services de base à savoir des écoles, des services de santé et d'alimentation en eau, des moulins, des magasins/restaurants et c) 100 installations d'irrigation agricole, pêcheries, industries et commerces qui constituent les principaux domaines d'activités de la région. Le projet permettra également à la population environnante, estimée à 830 000 habitants, d'avoir facilement accès à l'électricité à moyen terme.

## **G.7 Évaluation générale de la performance**

Indicateur	Respect des conditions	Acquisition de biens et services	Performance financière	Activités et résultats	Impact sur le développement	Évaluation générale
Notation	2,0	2,0	2,0	1,75	2,0	1,95

## **H. Réforme de l'électricité et programme d'accès (ERAP)**

### **H.1 Données financières et administratives de base (UC)**

Montant : FAD : 9 017 000		Décaissements : 0		Solde : 9 017 000	
		Taux de décaissement : 0 %			
Date d'approbation : 05/11/2003		Date de signature : 22/04/2004		Date d'entrée en vigueur : 24/01/2005	
Délai du dernier décaissement : 31/12/2005			Organe d'exécution : Ministère de l'Énergie/EdM		
			Date de la dernière mission de supervision : Décembre 2005		
<b>Objectifs, description et composantes</b>					
L'objectif du programme est d'augmenter l'accès à l'électricité moderne à travers l'investissement de capitaux et la participation du secteur privé (PSP) dans le secteur de l'électricité. Le programme vise à i) fournir de l'électricité (en réseaux ou hors réseaux) à 66 350 ménages environ d'ici 2007 ; ii) fournir de l'électricité à 300 écoles et infrastructures de santé dans les zones rurales avec des installations d'énergie solaire (PV) et iii) mobiliser l'investissement privé grâce à des accords de concession. Il vise également à aider en créant un environnement favorable au PSP dans le secteur de l'électricité à travers la restructuration de la section distribution de EdM et le renforcement des capacités des institutions du secteur. Les composantes du programme ERAP sont : A) la réforme du secteur de l'électricité, B) l'électrification par raccordement au réseau, C) l'électrification dans les zones rurales par raccordement à un réseau indépendant, D) la promotion des énergies renouvelables, E) le développement institutionnel et le renforcement des capacités et F) les services d'audit. Le programme devra appuyer l'extension des réseaux de distribution électriques, promouvoir le développement des Énergies nouvelles et renouvelables (NRE), restructurer le secteur de l'électricité en scindant l'actuel EdM en deux compagnies distinctes de transport et de distribution d'électricité et mettre sur pied un système de contrôle indépendant. Il appuiera également les mesures de renforcement institutionnel en vue d'améliorer l'efficacité du secteur et d'exécuter l'électrification avec la participation du secteur privé.					

### **H.2 Respect des conditions d'entrée en vigueur**

Les « autres conditions » de l'Accord de prêt et du Protocole d'accord sont i) l'ajustement du tarif de l'électricité au niveau LRMC d'ici le 31 décembre 2006 et ii) la soumission du plan final de gestion environnementale (EMP) à la Banque et le règlement des compensations avant le début des travaux de construction.

### **H.3 Performance en matière de passation de marchés**

La présélection des entrepreneurs pour la fourniture et l'installation du matériel et de l'équipement a été déjà effectuée. Ces marchés font partie de la composante d'électrification par raccordement au réseau financée par l'IDA et le FAD. Le document d'adjudication a également été élaboré. Le processus de la passation des marchés, qui sera lancé en janvier 2006, a été repoussé d'environ 5 mois étant donné le retard accusé dans l'élaboration du document d'adjudication.

#### **H.4 Performance financière**

Le décaissement a été effectué pour les composantes financées par IDA. Néanmoins, jusqu'à présent, aucun décaissement n'a été opéré pour les composantes financées par la Banque. La récente mission de supervision de la Banque, qui a revu la situation, a recommandé à l'Organe d'exécution la mise en œuvre de la composante de formation approuvée par la Banque en vue d'accélérer le décaissement. Le gouvernement a accepté d'appliquer la recommandation de la mission. Le décaissement pour les composantes du projet, financées par LE FAD, démarrera en 2006.

#### **H.5 Activités du projet et résultats**

Le programme vise à augmenter l'accès à l'électricité moderne à travers l'investissement de capitaux et la participation du secteur privé (PSP) dans le secteur de l'électricité. À ces fins, le programme devra i) fournir de l'électricité à 400 000 personnes environ d'ici 2007; ii) améliorer la prestation de services à travers le branchement de 300 écoles et services de santé dans la zone du projet et iii) mobiliser l'investissement d'au moins 7,4 millions de dollars EU du secteur privé dans le cadre des accords de concession. En outre, le programme aidera en créant un environnement favorable au PSP dans le secteur de l'électricité à travers une réforme et un renforcement des capacités des institutions du secteur.

#### **H.6 Impact sur le développement**

ERAP aura de l'impact sur le secteur de l'électricité en général en créant un environnement favorable à l'investissement du secteur privé, ce qui accélérera l'expansion des infrastructures de l'électricité à tous les secteurs de l'économie mozambicaine.

#### **H.7 Évaluation générale de la performance**

Indicateur	Respect des conditions	Acquisition de biens et services	Performance financière	Activités et résultats	Impact sur le développement	Évaluation générale
Notation	2,0	2,0	2,0	2,0	2,0	2,1

#### **H.8 Problèmes et recommandations**

Problèmes	Recommandations	Calendrier
1. Pas de décaissement sur les composantes financées par la Banque.	1. GdM, notamment le Ministère de l'énergie, doit ouvrir un Compte spéciale et soumettre à la Banque des détails sur le compte, les signatures autorisées pour les transactions et en même temps une demande de décaissement.	01/2006

## **I. Projet d'augmentation de l'alimentation en eau à Maputo**

### **I.1 Données financières et administratives de base (UC)**

Montant : 19 600 000	Décaissements : 6 500 000 Taux de décaissement : 37 %	Solde : 13 600 000
Date d'approbation : 17/06/1999	Date de signature : 23/11/1999	Date d'entrée en vigueur : 17/08/2000
Délai du dernier décaissement : 30/07/2006  Audit : Le rapport d'audit financier exercice 2004 a été reçu.	Organe d'exécution : Fundo de Investimento e Patrimonio do Abastecimento de Agua (FIPAG) et la direction nationale de l'eau. Date de la dernière mission de supervision : Décembre 2005	
<b>Objectifs, description et composantes:</b> Le projet vise à réhabiliter et à accroître le système d'alimentation en eau à Maputo, ce qui permettra de fournir de l'eau potable aux zones non desservies de Hulene, Laulale, et aux zones urbaines de Mahotas à Maputo.		

### **I.2 Respect des conditions d'entrée en vigueur**

Les conditions d'entrée en vigueur de la signature du prêt ont été respectées neuf mois après la signature de l'accord de prêt. Le respect de ces conditions a été satisfaisant.

### **I.3 Performance en matière de passation des marchés**

Des consultants ont été recrutés. La conception détaillée est terminée et les documents d'appel d'offres ont été préparés. Les entrepreneurs chargés des principaux travaux de réhabilitation de l'alimentation en eau ont signé leurs contrats en octobre 2004 et travaillent sur les sites du projet. Les conditions de la Banque ont été bien respectées.

### **I.4 Performance financière**

A ce stade de la mise en œuvre du projet, le taux de décaissement est faible par rapport au planning au moment de l'évaluation. La composante de l'éducation sanitaire et de l'assainissement, financée par la subvention, vient de démarrer après cinq ans de retard. Le premier décaissement a été opéré le 15 Mai 2002 avec un retard de 2 ans par rapport au planning du rapport d'évaluation. Le rapport d'audit financier exercice 2004 a été reçu.

### **I.5 Activités du projet et résultats**

Jusqu'à présent, 40 % des activités du contrat ont été effectués. Ces activités sont les suivantes : i) fabrication et livraison à Maputo de 65 % du matériel nécessaire au projet, ii) réhabilitation des installations de traitement dont 80 % des travaux ont été réalisés, iii) remplacement de la conduite principale Chamanculo-Maxaquene dont 80 % ont été effectués, iv) pose de la conduite principale Chamanculo-Laulane dont 5 % des travaux ont été réalisés v) construction du centre de distribution de Laulane dont 45 % ont été réalisés vi) extension du réseau de distribution dont 45 % des travaux ont été réalisés. Les travaux de réhabilitation des réservoirs à Maxaquene n'ont pas démarré. Les rapports d'avancement trimestriels ont été réguliers.

### **I.6 Impact sur le développement**

Le projet aura un impact positif sur le développement car la population de Maputo disposera d'une quantité suffisante d'eau d'une meilleure qualité. L'eau potable, l'assainissement et l'éducation sanitaire permettront l'amélioration du bien-être et de la situation sanitaire de la population concernée.

## **I.7 Évaluation générale de la performance**

Indicateur	Respect des conditions	Acquisition de biens et services	Performance financière	Activités et travaux	Impact sur le développement	Évaluation générale
Notation	2,6	2,0	1,8	2,0	2,3	2,1

## **I.8 Problèmes et recommandations**

Problèmes	Recommandations	Calendrier
<p>1. Besoin d'une supervision plus étroite des entrepreneurs pour que les travaux se réalisent dans les délais prévus.</p> <p>2. Retard dans la disponibilité des fonds locaux pour payer les entrepreneurs</p>	<p>1. FIPAG et DNA doivent faire plus d'effort en vue de respecter les délais prévus pour l'exécution pour que le projet prenne fin à la mi-2006.</p> <p>2. FIPAG et GDM doivent régler le solde du montant à payer à l'entreprise.</p>	1. En cours

## **J. Projet intégré d'alimentation en eau et d'assainissement dans les provinces de Niassa et Nampula**

### **J.1 Données financières et administratives de base (UC)**

Montant : 16 800 000	Décaissements : 1 800 000 Taux de décaissement : 11 %	solde : 15 000 000
Date d'approbation : 08/12/2000	Date de signature 29/12/2000	Date entrée en vigueur : 29/08/2001
Délai du dernier décaissement : 30/06/2007 Audit : Le rapport d'audit financier exercice 2004 a été reçu		Organe d'exécution : DNA Date de la dernière mission de supervision : Décembre 2005
<u>Objectifs, description et composantes</u> Les objectifs du projet sont : (a) aider en fournissant des infrastructures saines et durables d'alimentation en eau et d'assainissement à la population dans la zone du projet, et (b) mener des campagnes sur l'hygiène et l'assainissement de l'environnement et exécuter un programme de contrôle de qualité d'eau.		

### **J.2 Respect des conditions d'entrée en vigueur**

Les conditions d'entrée en vigueur de la signature du prêt ont été respectées huit mois après la signature de l'accord de prêt. Le respect de ces conditions a été satisfaisant.

### **J.3 Performance en matière de passation de marchés**

Les contrats TA ont été signés en 2004. Les contrats de livraison de véhicules et équipement de service ont été signés en 2004. Deux contrats ont été signés pour effectuer une étude préliminaire et des travaux de développement communautaire dans deux provinces. Un contrat de construction de points d'eau (basés sur des forages) a été signé pour le district de Mogovolas dans la province de Nampula. Un autre contrat de construction de points d'eau (basés sur des forages) a été signé pour le district de Cuamba dans la province de Niassa. Le respect des conditions de la Banque a été satisfaisant.

### **J.4 Performance financière**

Le taux de décaissement est toujours faible par rapport au planning au moment de l'évaluation. Le processus de passation des marchés avec les consultants qui doivent effectuer l'étude dans

quatre villes, étude financée par la subvention, est presque terminée. Le premier décaissement a été effectué le 18 septembre 2003 (avec un retard de 2 ans par rapport au planning du rapport d'évaluation. Le rapport d'audit financier exercice 2004 a été reçu.

### **J.5 Activités du projet et résultats**

L'étude préliminaire dans trois districts de la province de Nampula est terminée. La construction de points d'eau et la mobilisation communautaire sont présentement en cours. L'étude préliminaire dans un district de la province de Niassa est déjà terminée ; la construction de points d'eau et la mobilisation communautaire sont en cours. La passation de marchés de véhicules et de fournitures et équipements de bureaux est terminée. Les véhicules, les fournitures et équipement de bureau ont été livrés. La construction de bureaux à Nampula est achevée. Néanmoins, la fin de la construction de bureaux à Lichinga est prévue pour début 2006.

### **J.6 Impact sur le développement**

Le projet aura un impact positif sur le développement car la population de deux provinces, dans la zone du projet, disposera d'une quantité suffisante d'eau d'une meilleure qualité. L'eau potable et le système d'assainissement permettront l'amélioration du bien-être et de la situation sanitaire de la population concernée.

### **J.7 Évaluation générale de la performance**

Indicateur	Respect des conditions	Acquisition de biens et services	Performance financière	Activités et travaux	Impact sur le développement	Évaluation générale
Notation	2,7	2,0	2,0	1,5	3,0	2,2

### **J.8 Problèmes et recommandations**

Problèmes	Recommandations	Calendrier
1. DNA doit mieux superviser le projet pour permettre la fin de l'exécution dans les délais prévus.	1 DNA doit faire plus d'effort pour coordonner et superviser le projet	1. En cours

## **K. Projet d'alimentation en eau, d'assainissement et d'appui institutionnel dans les zones urbaines**

### **K.1 Données financières et administratives de base (UC)**

Montant : 21 400 000	Décaissements : 0 Taux de décaissement : 0 %	Solde : 21 400 000
Date d'approbation : 20/12/2002	Date de signature : 03/06/2003	Date d'entrée en vigueur : 17/12/2003
Délai du dernier décaissement : 31/12/2007 Audit : N'est pas encore fait.	Organe d'exécution : FIPAG et DNA Date de la dernière mission de supervision : Décembre 2005	
Objectifs description et composantes : Le projet vise à améliorer l'accès, la qualité, la performance, et la durabilité des services d'alimentation eau et d'assainissement à Chokwe, Inhambane, Maxixe et Xai-xai.		

## **K.2 Respect des conditions d'entrée en vigueur**

Les conditions d'entrée en vigueur du prêt ont été respectées 7 mois après la signature du prêt.

## **K.3 Performance en matière de passation de marchés**

Le projet du contrat de supervision de travaux par les consultants sera signé en décembre 2005. Les deux contrats (travaux de construction à Chokwe et Xai-xai et travaux de construction à Inhambane et Maxixe) ont été signés le 8 octobre 2005.

## **K.4 Performance financière**

Aucun décaissement n'a été opéré sur la subvention/prêt. Le premier décaissement était prévu pour 2004, avec un an de retard par rapport au planning du rapport d'évaluation.

## **K.5 Activités du projet et résultats**

Les entrepreneurs des deux contrats de travaux de construction s'organisent.

## **K.6 Impact sur le développement**

Le projet aura un impact positif sur le développement car la population de Maputo disposera d'une quantité suffisante d'eau d'une meilleure qualité. L'eau potable, l'assainissement et l'éducation sanitaire permettront l'amélioration du bien être et de la situation sanitaire de la population concernée.

## **K.7 Évaluation générale de la performance**

Indicateur	Respect des conditions	Acquisition de biens et services	Performance financière	Activités et travaux	Impact sur le développement	Évaluation générale
Notation	2,3	2,5	N/A	2,0	2,6	2,4

## **K.8 Problèmes et recommandations**

Problèmes	Recommandations	Calendrier
1. Retard dans la passation des marchés de services de supervision par les consultants, ce qui affecterait le démarrage des travaux.	1 FIPAG et DNA doivent faire plus d'effort pour respecter le délai d'exécution prévu afin que le projet prenne fin d'ici 2007.	1. En cours

## **2.4 Secteur des transports**

L'objectif principal de la Banque dans ce secteur n'a pas changé : l'amélioration et l'efficacité du réseau routier, du réseau ferroviaire et des installations portuaires répondent aux besoins internes du Mozambique et aussi aux besoins des pays voisins enclavés. Le développement des ports et du réseau ferroviaire visent principalement le commerce régional, alors que le système routier dessert le commerce intérieur et permet l'accès aux ports situés sur la côte. Les ports de Maputo, de Beira et de Nacala et les corridors de transport desservent le Zimbabwe, l'Afrique du Sud, le Swaziland,

le Botswana, le Malawi, la Zambie et la République Démocratique du Congo (RDC). Le secteur des transports et des communications représente 11 % du PIB et 18 % des recettes brutes des services d'exportation. Le Groupe de la Banque a financé 8 opérations dans le secteur des transports pour un montant de 130 millions d'UC. Hormis deux projets de construction de route qui ont été suspendus à cause des problèmes d'insécurité dans les années 1980 et un autre projet Vanuzi-Changara qui a rencontré des problèmes d'approvisionnement, les projets du secteur des transports ont connu une bonne exécution. Le coût moyen des projets en cours dans le secteur social est estimé à 21 millions d'UC. Deux projets sont actuellement en cours d'exécution. Le tableau suivant donne un résumé du montant, de l'âge et du taux de décaissement desdits projets révisés.

**Tableau 9: Opérations en cours dans le secteur des transports**

Projets	Montant approuvé (Million UC)	Âge (années)	Taux de décaissement
Projet de réhabilitation de la route Vanduzi Changara	17,6	5,2	45 %
Projet de réhabilitation et de modernisation des routes	25,0	3,6	63 %
<b>Le total du secteur des transports</b>	<b>42,6</b>	<b>4,4</b>	<b>56 %</b>

## L. Projet de réhabilitation de la route de Vanduzi Changara

### L.1 Données administratives et financières de base (UC)

Montant: 16.790.000 (Prêt) 800.000 (Subvention)	Décaissements: 7.560.000 Taux de décaissement: 45 %	Solde: 9.230.000
Date d'approbation: 15/12/1999	Date de signature: 31/03/2000	Date d'entrée en vigueur: 11/08/2000
Date limite du dernier décaissement: 31 janvier 2005	Organe d'exécution: Administration Routière Nationale (ANE)	
Audit: Réalisé en 2004	Date de la dernière mission de supervision: juillet 2005	
<b>Objectifs, descriptions et composantes:</b>		
Le projet fait partie intégrante du "Programme routier et de commerce côtier" (ROCS-2) et comprend les composantes suivantes : a) La réhabilitation de 244 km sur les 270 km de la route de Vanduzi-Changara. b) la supervision de ces travaux c) les services d'audit du projet et d) le soutien institutionnel à l'ANE.		
L'objectif principal de ce projet est d'améliorer les activités économiques à travers la réhabilitation et l'entretien des infrastructures de transport, en vue de protéger les investissements antérieurs, stimuler et reprendre les niveaux de trafic précédents sur les réseaux routiers nationaux et ruraux.		
L'objectif principal vise donc la réduction des coûts d'exploitation des véhicules ; ainsi, le projet améliore la qualité de service et protège les investissements dans les infrastructures routières.		

### L.2 Respect de conditions d'entrée en vigueur

Le prêt et la subvention sont entrés en vigueur à temps, c'est-à-dire dans une période de moins d'un an. Toutes les conditions précédant l'entrée en vigueur des prêts et des subventions et d'autres conditions ont été remplies.

### L.3 Performance en matière de passation de marchés

La passation des marchés de des travaux de génie civil et des services de consultation s'est effectuée selon les règles et procédures de passation de marchés de la Banque. L'exécution du projet a évolué très lentement à cause des problèmes de contrat avec l'entreprise retenue. La

Banque a approuvé toutes les décisions dans un délai normal, alors que le GdM a pris trop de temps pour ses prises de décision et ses procédures d'approbation.

#### **L.4 Performance financière**

Le décaissement n'a pas tenu compte des estimations au moment de l'évaluation. En termes de réalisation sur le plan physique, le taux de décaissement cumulatif est de 48 % par rapport au résultat physique estimatif de 39 %. Cette différence est principalement due aux plaintes de l'entrepreneur quant à l'exécution et aux clauses préalables et générales stipulées dans le contrat (ainsi que par exemple, la base et la couche de fondation faites sur 10 km de long, mais les travaux n'ont pas été achevés). La prolongation du contrat était due principalement à des problèmes liés aux fonds de contrepartie, en particulier des retards dans le remboursement d'impôt.

#### **L.5 Activités du projet et résultats**

La composante formation du don n'a pas été utilisée, et le solde du don peut être annulé à tout moment par la Banque. Environ 41 % des activités institutionnelles, principalement le TA, sont achevés. La composante formation va seulement démarrer. En conséquence de la résiliation du contrat, la mise en œuvre des travaux de génie civil a été interrompue le 2 octobre 2003 (l'entrepreneur a adressé une note sur leur intention de mettre fin au contrat conformément à l'article 69.1 (a), c'est-à-dire, défaut de paiement par l'employeur pour des travaux exécutés et certifiés par l'ingénieur). Actuellement, seuls 87,9 km de route n'ont été complètement achevés sur les 244 km initialement prévus. La Banque a insisté sur le fait que les 9,2 millions d'UC restants sur le prêt de la Banque ne seraient utilisés que si le GdM garantit préalablement le financement restant. Pour achever les travaux, actuellement, des efforts sont en train d'être déployés pour chercher des financements supplémentaires provenant d'autres sources. Les travaux restants sont divisés en lots : Lot 1, couvrant une distance de 62 km, sera financé par la Banque et le GdM ; et le lot 2 (92,2 km), le GdM en recherche le financement. En juillet, le GdM a annoncé son intention d'utiliser les fonds routiers pour financer le lot 2, en vue de combler le vide financier, proposition que la Banque étudie en ce moment.

#### **L.6 Impact sur le développement**

Cette route est internationale reliant le Mozambique au Malawi, au Zimbabwe, à la Zambie et au sud de la RDC. Avec le retard de la mise en œuvre de ce projet, l'impact sur la circulation des biens et des services dans ce corridor tant sur le plan interne au Mozambique que sur le plan international sera réduit. Par conséquent, son impact sur le développement sera affecté par les retards et l'augmentation des coûts.

#### **L.7 Evaluation globale de la performance**

Indicateurs	Respect des conditions	Fourniture des biens et services	Performance financière	Activités et résultats	Impact sur le développement	Evaluation globale
Notation	2,0	1,5	0,75	0,5	1,0	1,15

## L.8 Problèmes et actions recommandées

Problèmes	Actions recommandées	Date
1. Garantir les fonds pour financer le lot 2 du reste des travaux	1. La prolongation des dates limites pour les prêts et les subventions	1. Fin 2005

## M. Projet de réhabilitation et de modernisation des routes

### M.1 Données administratives et financières de base (UC)

Montant: FAD: 25 010 000	Décaissements: 14 256 000 Taux de décaissement: 57 %	Solde: 10 754 000
Date d'approbation: 08/12/2000	Date de signature: 29/12/2000	Date d'entrée en vigueur: 03/04/2002
Date limite pour le dernier décaissement: 31/12/2005	Organe d'exécution: Administration Routière Nationale (ANE)	
Audit: réalisé en 2004	Date de la dernière mission de supervision: juillet 2005	
<u>Objectifs, descriptions et composantes</u>		
Le projet comprend: a) les travaux de génie civil en vue de la réhabilitation et la modernisation sur 299 km de route; b) les services de consultation pour la supervision des travaux de génie civil ; et c) les services d'audit du projet. L'objectif principal de ce projet est l'amélioration des services de transport routier dans les zones d'intervention du projet, ainsi que la réduction du coût d'entretien des routes et d'exploitation des véhicules. Le FAD finance la route reliant Mussacama et Colomue longue de 162 km, tandis que le Fonds OPEC finance la route reliant Chokwe, Macarantene et Lagoa Nova, longue de 67 km.		

### M.2 Respect des conditions d'entrée en vigueur

Toutes les conditions d'octroi de crédit sont remplies. L'accord de crédit a été signé 21 jours après son approbation. Cependant, cet accord n'est entré en vigueur qu'en avril 2002. Cela n'a pas vraiment affecté la mise en œuvre, car l'entreprise retenue n'avait pas signé de contrat dans le cadre des travaux de génie civil pour la composante de la Banque avant mai 2003.

### M.3 Performance en matière de passation de marchés

La passation des marchés avec l'entrepreneur s'est effectuée par appel d'offres international. Le consultant a été nommé sur une liste succincte et selon les Règles et procédures de passation des marchés de la Banque pour usage de consultants. Il n'existe aucun problème relatif à la passation des marchés, excepté un concernant l'additif pour le consultant détaillé ci-dessous. La prise de décision par le GdM quant à l'approbation du contrat a accusé du retard.

### M.4 Performance financière

A l'évaluation, le décaissement du crédit devait débuter avec un montant de 36 millions d'UC en 2001 et 13,61 millions d'UC en 2002. En réalité, le décaissement débuta en 2003 avec un montant de 3,833 millions d'UC en 2003 en raison du retard accusé par la passation des marchés ; un décaissement de 7,3 millions d'UC a eu lieu en 2004 et environ 2,596 millions en 2005. Il est clair que le taux de décaissement a généralement suivi le taux de la mise en œuvre physique, particulièrement avec la valeur du contrat. Les fonds de contrepartie du GdM sont versés en particulier le reversement de la VAT aux entrepreneurs et aux consultants. Même si le GdM améliore son paiement de certificats en général et de la VAT en particulier, le problème n'est pas complètement résolu. Même si le paiement de la VAT de 2004 a été réglé, la VAT de

2003 reste toujours impayée. Par conséquent, cette situation affecte le flux de trésorerie de l'entrepreneur et du consultant.

### **M.5 Activités du projet et résultats**

La composante financée par la Banque, la route Mussacama-Calomue est à 90 % achevée. La route longue de 162 Km est complètement achevée et est ouverte au trafic. Il reste des travaux routiers et des travaux supplémentaires sur 12 ponts. Le projet arrivera à terme aux environs de septembre 2005. Pour qui a la composante Chokwe-Maccarantane-Lagoa Nova financé par le Fonds OPEC, aucun progrès physique n'a été enregistré. Ceci est dû au fait que l'OPEC a récemment retardé le programme de réhabilitation dû aux retards accusés dans la mise en œuvre et plus tard à la décision d'ANE d'harmoniser ce projet avec la réhabilitation du barrage de Massingir.

### **M.6 Impact sur le développement**

Ce projet aura un impact maximal comme prévu à l'évaluation. Plus important encore, les épargnes sur le prêt seront probablement utilisées dans le corridor, en vue d'améliorer l'entrée en vigueur du projet.

### **M.7 Evaluation globale de la performance**

Indicateur	Respect des conditions	Fourniture des biens et services	Performance financière	Activités et rendement	Impact sur le développement	Evaluation globale
Notation	3,0	3,0	2,5	3,0	3,0	2,9

### **M.8 Problèmes et action recommandées**

Problèmes	Actions recommandées	Date
1. Paiement des certificats à temps et paiement de la VAT de 2003.	1. Le GdM devra payer toutes les VAT impayées et la soumission des certificats à la Banque pour paiement à temps.	1. La IVA/VAT de 2003 devront être soldées avant décembre 2005.

### **2.5 Secteur social**

Depuis le début de ses activités, le Groupe de la Banque a approuvé 9 opérations du secteur social qui a reçu 8 % du financement total. Le total des engagements s'est élevé à 70 millions d'UC et le montant du décaissement à 36 millions d'UC. Le montant moyen des projets à caractère social en cours s'élève à 8 millions d'UC.

Cinq opérations sont en cours d'exécution en ce moment. Le tableau suivant résume le montant, l'âge et le taux de décaissement des projets à caractère social révisés.

**Tableau 10: Activités du secteur social en cours**

Projets	Montant approuvé (Millions d'UC)	Âge (années)	Taux de décaissement
Projet sanitaire du corridor de Beira	7,7	7,9	64 %
Education III	12,3	6,0	41 %
Projet de renforcement des capacités pour la réduction de la pauvreté	2,3	4,8	87 %
Santé II	9,6	4,4	10 %
Education IV	10,0	3,5	0 %
<b>Total Secteur social</b>	<b>42,0</b>	<b>5,3</b>	<b>31 %</b>

Les engagements cumulés des activités en cours s'établissent à 42 millions d'UC et le montant cumulé du décaissement à 13 millions d'UC (31 %).

## N. Projet sanitaire du corridor de Beira

### N.1 Données administratives et financières de base (UC)

Montant: 7 710 000	Décaissement: 4 710 826 Taux de décaissement : 61,1 %	Solde: 2 999 174
Date d'approbation: 18/10/1996	Date de signature: 16/04/1997	Date d'entrée en vigueur: 23/12/1997
Date limite pour le dernier décaissement: 30/11/2004	Organe d'exécution: Ministère de la santé	
Audit: La procédure de recrutement d'une société de consultation pour entreprendre l'audit 2004 n'a pas débuté au cours de la dernière mission de supervision.	Date de la dernière mission de supervision : Février 2005	
<u>Objectifs, description et composantes:</u>		
Le projet vise à restaurer et à renforcer la capacité des installations physiques primaires et le développement des ressources humaines. Le projet améliorera la couverture et la qualité des services de santé.		
Le projet inclura les composantes suivantes : i) la réhabilitation et le réaménagement des 17 services de santé ; ii) le développement des ressources humaines et iii) la gestion de projet.		

### N.2 Respect de conditions d'entrée en vigueur

La condition suivante du projet "Affecter, avant l'achèvement de chaque service de santé, des agents de santé compétents selon les normes établies pour tous les services de santé réhabilités et/ou réaménagés, et qui sont dans le cadre du Projet" n'est pas entièrement remplie. En effet, la plupart des services de santé visités ne disposent pas de tout le personnel et travaillent avec un personnel minimum. Toutes les autres conditions ont été remplies.

### N.3 Performance en matière de passation de marchés

Le projet registre de sérieux retards à cause des difficultés de la passation des marchés. L'acquisition des biens et services a récemment connu une amélioration, puisque la CEP acquiert graduellement l'expérience appropriée quant aux règles et procédures d'acquisition des biens et des services de la Banque. Cependant, la performance générale n'est pas satisfaisante.

### N.4 Performance financière

La performance financière s'améliore au fur et à mesure que la gestion du projet acquiert graduellement l'expérience appropriée quant aux règles et procédures de décaissement de la Banque. Néanmoins, la performance générale n'est pas satisfaisante.

### **N.5 Activités du projet et résultats**

La situation générale de la mise en œuvre du projet par composante et par type de dépense atteint 80 %. Tous les services de santé ont été achevés excepté Point Gea (achevé à moitié).

### **N.6 Impact sur le développement**

Les perspectives pour que le projet réponde aux objectifs de développement comme définis dans le rapport d'évaluation sont bonnes. Cependant, il est probable que la réalisation de tels objectifs soit retardée, étant donné que la mise en œuvre du projet a accusé un retard.

### **N.7 Evaluation globale de la performance**

Indicateur	Respect des conditions	Acquisition des biens et des services	Performance financière	Activités et résultats	Impact sur le développement	Evaluation globale
Notation	2,0	1,5	1,0	2,0	2,0	1,7

### **N.8 Problèmes et actions recommandées**

Problèmes	Actions recommandées	Calendrier
1. Beaucoup de retard accusé dans l'approvisionnement des biens et des services et dans la soumission des documents acceptables à la Banque	1. Soumettre à la Banque tous les rapports d'évaluation d'appels d'offres et des documents d'appels d'offre en suspens, après une révision méticuleuse par le MoH ou la BdM.	1. En cours
2. Beaucoup de retard accusé dans les procédures d'approbation des documents du projet par le GdM et par la BAD.	2. Accélérer les travaux de génie civil de Ponta Gea.	2. En cours
3. Coordination/communication médiocre entre GACOPI/Maputo et les CEP de province.	3. Améliorer le mécanisme de coordination /communication entre GACOPI/Maputo et les CEP du projet,	3. En cours
4. Retard accusé par la BdM dans la signature et dans la soumission des requêtes de décaissement à la BAD.	4. Accélérer la signature et la soumission des requêtes de décaissement à la BAD.	4. En cours

## **O. Education III**

### **O.1 Données administratives et financières de base (UC)**

Montant: 12 315 000	Décaissements: 3 990 000 Taux de décaissement: 37,4 %	Solde: 6 700 000
Date d'approbation: 15/07/1998	Date de signature: 13/10/1998	Date d'entrée en vigueur: 18/11/1999
Date limite pour le dernier décaissement: 30/06/2006	Organe d'exécution: Ministère de l'Education	
Audit: Les commentaires détaillés que la Banque a fourni sur le rapport de l'audit 2003. Non seulement le rapport sur l'audit a accusé un retard important sur son délai de soumission, mais il ne comportait pas la lettre de la direction.	Date de la dernière mission de supervision: février 2005	

**Objectifs, description et composantes:**

Le projet vise à développer l'accès et à améliorer la qualité de l'éducation de base. Trois composantes se dégagent de ce projet : i) réhabilitation/reconstruction des établissements d'enseignement secondaire, ii) formation des enseignants et iii) une composante de l'éducation de distance.

**O.2 Respect des conditions d'entrée en vigueur**

Toutes les conditions d'octroi de crédit sont remplies.

**O.3 Performance en matière de passation de marchés**

La performance en matière de passation des marchés a été régulière, mais avec des retards répétés.

**O.4 Performance financière**

La performance financière a été entravée par l'irrégularité des fonds de contrepartie.

**O.5 Activités et résultats du projet**

La mise en œuvre du projet n'a pas connu une véritable progression depuis décembre 2003. Le taux d'exécution physique du projet a augmenté de 18 % à 39 % depuis lors. Considérant le fait que le projet a dû être prolongé, pour une seconde fois à la fin de 2004, il est clair qu'un effort significatif et conséquent sera nécessaire, afin de mettre en œuvre les activités restantes dans les délais. Cependant, considérant que les activités restantes nécessitent des coûts élevés, les travaux de génie civil et les équipements d'installation, la gestion et la supervision améliorées et renforcées du projet, ainsi que la performance efficace de l'entrepreneur, constituent des éléments essentiels pour accélérer la mise en œuvre.

**O.6 Impact sur le développement**

Si la mise en œuvre du projet n'est pas accélérée, il sera difficile d'atteindre les objectifs de développement, surtout que le projet a été prolongé pour la seconde fois à la fin de 2004.

**O.7 Evaluation globale de la performance**

Indicateur	Respect des conditions	Acquisition des biens et des services	Performance financière	Activités et résultats	Impact sur le développement	Evaluation globale
Notation	2,0	1,5	1,7	1,5	1,7	1,6

**O.8 Problèmes et actions recommandées**

Problèmes	Actions recommandées	Schedule Date
<p>1. Le manque de fonds de contrepartie, avec seulement 37,4 % disponible à ce jour, nécessite une attention particulière du ME et du MF. Cela affecte également l'entretien des récents centres provinciaux de formation continue des enseignants (IMAP)</p> <p>2. La localisation de la CEP au ME, Département chargé de la</p>	<p>1. Le GdM doit donner la priorité à ces investissements, pour ne pas compromettre les projets BAD.</p> <p>2. Le recrutement du personnel dans</p>	1. En cours

construction des écoles, ne permet pas au personnel de consacrer exclusivement leur temps au projet. D'autres projets financés par des bailleurs méritent une certaine attention.	le cadre de la composante Education IV pourrait améliorer la mise en oeuvre de la composante Education III.	
---	---	--

## **P. Projet de renforcement des capacités pour la réduction de la pauvreté**

### **P.1 Données administratives et financières de base (UC)**

<u>Montant</u> : 2 340 000	Décaissements: 1 960 000 Taux de décaissement: 83,6 %	Solde: 380 000
Date d'approbation: 10/12/1998	Date de signature: 05/03/1999	Date d'entrée en vigueur: 30/12/2000
Date limite du dernier décaissement: 31/12/2004	Organe d'exécution: Ministère des femmes et de la coordination pour l'action sociale.	
Audit: soumission régulière (la prochaine attendue en Juin 2005)	Date de la dernière mission de supervision: Février 2005	
: <b><u>Objectifs, descriptions et composantes</u></b>		
L'objectif principal du projet proposé est de renforcer les capacités nationales pour développer et mettre en oeuvre les interventions en vue de réduire la pauvreté des groupes les plus vulnérables. Les objectifs spécifiques du projet incluent : a) renforcer les capacités institutionnelles de l'INAS, et b) développer et renforcer les capacités en vue de l'utilisation des approches participatives et d'autres techniques relatives à la réduction de la pauvreté, au sein d'un certain nombre d'institutions nationales compétentes au Mozambique.		

### **P.2 Respect des conditions d'entrée en vigueur**

Le taux de décaissement du projet s'établit à environ 84 % pour la BAD et 56 % pour le fonds de contrepartie du gouvernement. Après les retards accusés au départ, les cours de formation sur le cycle des projets, la gestion financière et la formation en informatique ont repris depuis début 2005 et avancent bien.

### **P.3 Performance en matière de passation de marchés**

Tous les biens et services ont été acquis de façon satisfaisante.

### **P.4 Performance financière**

La Banque a entrepris un audit du projet en décembre 2004. La mission a trouvé que la gestion financière du projet n'était pas adéquate et elle nécessitait d'être renforcée. Par conséquent, les décaissements ont été suspendus. Le problème majeur de l'heure est que le projet est à court de financement ; les cabinets d'expert-conseils doivent alors reprogrammer les cours restants jusqu'à ce que la Banque et le gouvernement ne débloquent les fonds.

### **P.5 Activités du projet et résultats**

Malgré les retards accusés durant les deux premières années, la suspension conséquente des décaissements en 2005, à cause des résultats de l'audit réalisé par la Banque en 2004, la mise en oeuvre des activités du projet a pris de l'envol et est presque achevée, comme le résume le tableau ci-dessous.

**Tableau 11: Nombre total de participants par institution et province**

Cours	DNDR			INAS			Grand Total
	Maputo	Provinces	Total	Maputo	Provinces	Total	
Anglais	60	174	234	61	145	206	450
Cycle du projet	4	8	12	2	9	11	23
Gestion financière	2	8	10	2	9	11	21
Leadership	4	8	12	11	-	11	23
Secrétaires de direction	5	-	5	5	-	5	10
Culture informatique	6	16	22	17	21	38	60
Total	81	214	295	98	184	282	587

## **P.6 Impact sur le développement**

La Banque suit étroitement la mise en œuvre du projet, afin de s'assurer que le projet atteigne ses objectifs de développement. Il est fort probable que le projet atteigne les objectifs de développement qu'il s'est fixé.

## **P.7 Evaluation globale de la performance**

Indicateurs	Respect des conditions	Acquisition des biens et des services	Performance financière	Activités et résultats	Impact sur le développement	Evaluation globale
Notation	2,0	2,0	1,0	2,0	2,0	2,0

## **P.8 Problèmes et actions recommandées**

Problèmes	Actions recommandées	Date
1. Gestion financière médiocre et non respect des normes de gestion financière (basée sur les résultats de l'audit réalisé par la Banque)	1. L'audit de la Banque a donné des recommandations en vue de l'amélioration et le GdM a répondu à la plupart des questions à l'exception du paiement des dépenses irrecevables pour l'INAS et la DNDR. La Banque a demandé les estimations de ces dépenses et leur remboursement au projet	1. Fin 2005

## **Q. Santé II**

### **Q.1 Données administratives et financières de base (UC)**

Montant: 9 600 000	Décaissements: 1 450 000 Taux de décaissement: 10 %	Balance: Solde : 8 149 999
Date d'approbation: 21/12/2000	Date de signature: 29/12/2000	Date d'entrée en vigueur: 31/05/2001
Date limite pour le dernier décaissement: 30/06/2007 Audit: Le rapport de l'audit 2003-2004 n'a pas encore été soumis	Organe d'exécution: Ministère de la santé Date de la dernière mission de supervision: février 2005	
<b>Objectifs, description et composantes</b> Le projet vise à développer l'accès aux soins de santé et à améliorer la qualité des soins dans les communautés ressources humaines, à travers les infrastructures sanitaires améliorées, le soutien au programme de développement de ressources humaines, le renforcement des capacités de gestion et le contrôle des maladies infectieuses (paludisme et VIH/SIDA). Le projet comprend les composantes suivantes : i) La fourniture améliorée des soins de santé primaires ; ii) le développement institutionnel (Développement des ressources humaines et renforcement des capacités de gestion) ; iii) le contrôle des maladies infectieuses (paludisme et VIH/SIDA) ; et iv) la gestion de projet.		

## **Q.2 Respect des conditions d'entrée en vigueur**

Toutes les conditions précédant l'entrée en vigueur et au premier décaissement ont été remplies depuis le 31 mai 2001, date d'entrée en vigueur du projet. Le Groupe de la Banque va encore recevoir la preuve que les autres conditions suivantes sont remplies : i) un comité de pilotage pour la coordination des activités du projet dans les trois provinces sera mis en place trois mois après la date d'entrée en vigueur de l'Accord de crédit ; ii) Le personnel (des spécialistes en santé publique, en anthropologie sociale, en genre, en planification et finances, et en communication sociale) sera recruté trois mois après l'entrée en vigueur du Protocole d'accord de subvention) sera recruté pour le Secrétariat SIDA et leurs qualifications doivent être acceptables au FAD.

## **Q.3 Performance en matière de passation de marchés**

La performance du projet en matière de passation des marchés est faible. Cette situation compromet la qualité des documents soumis à la Banque pour révision et entraîne un retard dans la mise en œuvre des activités prévues. GACOPI (CEP pour les projets de santé) emploie un assistant ou un secrétaire à la passation des marchés pour évaluer des rapports d'appels d'offres. Beaucoup de rapports d'appels d'offres sont toujours envoyés à la Banque après expiration de la garantie de soumission. Un de ces rapports récemment envoyé n'a pas déduit les 2 % d'escompte conditionnel offert par l'un des soumissionnaires. Un expert à la passation des marchés est actuellement recruté.

## **Q.4 Performance financière**

Le décaissement a accusé un retard important, car il s'élève actuellement à un taux de 8,57 % du prêt de la BAD, 13,14 % de celui du FAD et 8,11 % de la contrepartie du gouvernement. Cette situation est la conséquence du retard accusé dans la mise en œuvre des activités financées par le Groupe de la Banque.

## **Q.5 Activités du projet et résultats**

La mise en œuvre a connu un démarrage très lent des activités. La mise en œuvre physique générale du projet s'établit à 12,5 %. Les travaux de génie civils traînent derrière d'autres catégories des dépenses puisque 0 % a été mis en œuvre. Le projet est maintenant susceptible d'être annulé selon les procédures d'annulation de la Banque, car aucun décaissement n'a eu lieu pendant plus de 2 ans. L'absence actuelle d'un chef de projet - puisque le dernier chef de projet a démissionné depuis début janvier 2005 – pourrait gêner le bon démarrage de la mise en œuvre. GACOPI est en train d'accélérer le recrutement d'un nouveau chef de projet. La Banque procède actuellement à l'analyse des dossiers d'appel d'offres élaborés par des consultants pour initier la construction des centres de santé à Cabo Delgado, à Nampula et à Niassa.

## **Q.6 Impact sur le développement :**

Le retard de la mise en œuvre du projet entraîne le retard de la réalisation des objectifs de développement comme prévu dans le rapport d'évaluation.

### Q.7 Evaluation globale de la performance

Indicateur	Respect des conditions	Acquisition des biens et des services	Performance financière	Activités et résultats	Impact sur le développement	Evaluation globale
Notation	2,0	1,5	1,8	2,0	2,0	1,9

### Q.8 Problèmes et actions recommandées

Problèmes	Actions recommandées	Calendrier
1. Retards dans l'installation d'un comité de pilotage chargé de la coordination des activités du projet dans les 3 provinces (Nampula, Niassa et Cap Del Gado).	1. Soumettre à la Banque la preuve de l'installation du comité de pilotage chargé de la coordination des activités du projet dans les 3 provinces (Nampula, Niassa and Cabo Delgado)	1. 2006
2. Longs retards accusés dans l'acquisition des biens et des services et dans la mise en oeuvre des activités de lutte contre le paludisme et le VIH/SIDA.		
3. Démission du chef de projet et retard accusé dans le recrutement d'un comptable.	3. Recruter un chef de projet et un comptable pour le projet Santé II et soumettre à la Banque le TOR et une liste succincte des candidats.	3. 2006

### 2.6 Opérations du secteur privé

Le Groupe de la Banque a approuvé 2 opérations à travers son volet secteur privé depuis le démarrage de ses activités en 1977. Le total des engagements s'élève à 83 millions d'UC et la taille moyenne des projets en cours d'exécution du secteur privé est de 41,4 millions d'UC.

Deux opérations sont en cours d'exécution maintenant. Le tableau suivant donne un résumé du montant, de l'âge et du taux de décaissement des projets révisés du secteur privé.

**Tableau 12: Opérations du secteur privé en cours d'exécution**

Projets	Montant approuvé (Million UC)	Âge (années)	Taux de décaissement
Projet des minerais de titane de MOMA	30,7	2,7	31 %
Projet de gazoduc de SASOL	52,1	2,2	100 %
<b>Total du secteur privé</b>	<b>82,8</b>	<b>2,45</b>	<b>66 %</b>

## **R. Projet des minerais de titane MOMA**

### **R.1 Données administratives et financières de base (UC)**

<u>Montant:</u> BAD: 30 700 000	Décaissements: 9 593 750 Taux de décaissement: 31,25 %	Solde: 21 106 250
Date d'approbation: 21/05/2003	Date de signature: 18/06/2004	Date d'entrée en vigueur: 18/06/2004
<b><u>Objectifs, description et composants</u></b>		
<p>Le projet des minerais de titane de MOMA, le premier projet financé par la Banque au Mozambique sous le volet Secteur Privé, est un grand dépôt de sable minéral situé au nord-est de la côte du Mozambique. Basée sur une technologie éprouvée, le projet nécessite le dragage du sable contenant du titane, la production des minerais lourds concentrés dans une usine flottante de concentrateur et la séparation des produits finis. La production annuelle s'établit à environ 612.000 tonnes d'ilménites à trois degrés différents, avec des co-produits de zircon et de rutile s'élevant à environ 12.000 et 24.000 tonnes respectivement. Le dioxyde de titane (ilménite et rutile) est principalement utilisé dans les industries de colorant, de plastiques et du papier, tandis que le zircon est utilisé pour la production de la céramique.</p> <p>Les ressources globales à "Moma" sont estimées à 2,13 milliards de tonnes de minerais renfermant 63 millions de tonnes d'ilménite. Une durée de vie de 20 ans a été initialement prévue bien que les ressources disponibles puissent avoir une durée de vie économique plus longue vu le taux de production proposé.</p> <p>Le projet se localise au nord-est de la Province de Nampula au nord du Mozambique, à quelques 600 km de la capitale, Maputo. Les infrastructures dans la zone d'intervention du projet sont limitées et le projet devra de développer ses propres infrastructures.</p>		

### **R.2 Promoteur du projet et structure du prêt**

Kenmare Resources Plc, une société irlandaise, est le sponsor du projet. Kenmare et GdM ont conclu deux accords principaux en janvier 2002 : "L'Accord Modifié de Licence Minière" qui inclut les dispositions améliorées de protection des prêteurs et de l'accord de mise en œuvre, régissant l'exploitation d'une zone franche industrielle qui s'occupe des aspects traitement et exportation du projet.

Les termes et conditions du prêt tel que approuvés par le Conseil, incluaient initialement un délai de grâce de trois ans (vingt –six mois), prenant effet à la date de signature de l'Accord de Crédit. Durant le délai de grâce, seuls la commission d'ouverture, la commission d'engagement et les intérêts devront être payables. Cependant, la Banque et d'autres prêteurs impliqués dans le projet (Banque de Développement de l'Afrique du Sud (DBSA), Kreditanstalt für Wiederaufbau (KfW), Banque européenne d'investissement (EIB)) ont accepté de prolonger le délai de grâce de 36 mois à 45 mois suivant les négociations de contrat d'ingénierie et de passation des marchés.

### **R.3 Performance financière**

Au moment de l'approbation du Conseil, le coût total du projet s'élevait à 350 million \$ EU. Cependant, le montant du financement total que nécessite le projet s'élève actuellement à 437,99 million \$ EU. Les raisons qui ont contribué à l'augmentation du capex incluent le dépassement des allocations dans le contrat d'ingénierie, de passation des marchés et de construction (EPC), la variation du taux de change, l'augmentation des primes des agences de crédit à l'exportation (ECA), suivant les changements des frais de l'Agence de Crédit d'Exportation de l'Afrique du Sud, etc. Le tableau ci-dessous présente l'ancien et le nouveau plan de financement. La mise en œuvre physique du projet a atteint un taux d'achèvement de 48 % en décembre 2005.

**Tableau 13: Plan de financement original et actuel<sup>3</sup>**

Sources de financement	2003 (millions de dollars EU)		2005 (millions de dollars EU)			
	Créance prioritaire	Créance de rang inférieur	Total	Créance prioritaire	Créance de rang inférieur	Total
BAD	40	0,00	40,00	40,00	0,00	40,00
ABSA/ECIC	70	0,00	70,00	80,00	0,00	80,00
EIB	10	42,00	52,00	18,35	75,493	93,843
DBSA	20	10,00	30,00	0,00	0,00	0,00
KfW	50	0,00	50,00	40,50	0,00	40,50
FMO	0,00	0,00	0,00	19,50	32,99	52,49
EAIF	0,00	0,00	0,00	5,00	0,00	5,00
<b>Total des créances</b>	190	52,00	242,00	203,00	108,483	310,99
<b>Capitaux propres</b>			<b>108,00</b>			<b>127,00</b>
<b>Total des Sources</b>			<b>350,00</b>			<b>437,99</b>

#### R.4 Activités et résultats du projet

Le projet produira trois types de produits ilménite. Le premier type est le titane avec environ 54 % de TiO<sub>2</sub> renfermant un faible taux d'impureté adapté aux transformations de colorant à base de chlorure et de sulfate sans torréfaction ou amélioration supplémentaire. Le second produit ilménite est favorable au marché de sulfate sans d'autres traitements supplémentaires. Et le dernier type est un produit torréfié avec près de 60 % de TiO<sub>2</sub>, un faible taux d'impuretés et chimiquement adapté aux transformations de colorant à base de sulfate et de chlorure. Il représente environ la moitié de la production d'ilménite de Moma au cours des neuf premières années d'exploitation.

**Tableau 14: Anticipation de marchés des produits ilménites de Moma**

Produit ilménite	Volume
Produit Ilménite I (54 % TiO <sub>2</sub> )	Près de 228 000 tonnes par an destinées aux fabricants de scories de titane et de pigments de sulfate TiO <sub>2</sub>
Produit Ilménite II (52 % TiO <sub>2</sub> )	Près de 86 000 tonnes par an destinées au marché de pigments de sulfate
Produit Ilménite III (59-60 % TiO <sub>2</sub> )	Près de 298 000 tonnes par an destinées aux marchés de pigments de chlore et de rutile synthétique et probablement au marché de pigment de sulfate.

#### R.5 Impact sur le développement

Le projet prévoyait de réaliser un revenu d'exportation d'environ 50 millions d'UC par an ou 1 milliard UC sur la durée de vie du projet. D'autres contributions positives incluent i) l'augmentation des offres d'emploi (le projet nécessite 1 200 dont 425 emplois directs, pendant les phases de construction et d'exploitation respectivement, et 1 500 dus aux services auxiliaires et de soutien), ii) développer les compétences à la base et l'extension des services au district, en construisant des infrastructures essentiels, telles que les routes, l'approvisionnement en électricité et en eau, la télécommunication, les cliniques, les écoles, iii) développer l'assiette fiscale nationale (une contribution de 2,4 % par an du PIB mozambicain était attendue), iv) développer la fertilité des sols à moyen et à long termes, et v) contribuer au transfert de la technologie et du savoir-faire à travers la formation tous azimuts des Mozambicains.

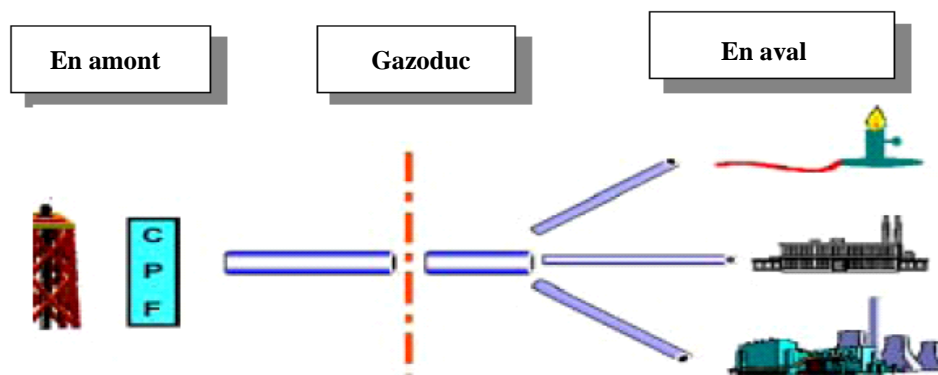
<sup>3</sup> Agence de développement hollandais (FMO).

## S. SASOL (Régional: Mozambique – Afrique du Sud)

### S.1 Données administratives et financières de base (UC)

Montant: BAD: 52 100 000	Décaissements: 52 100 000 Taux de décaissement: 100 %	Solde: 0,00
Date d'approbation: 22/10/2003	Date de signature: 15/03/2004	Date d'entrée en vigueur: 09/2004
<u>Objectifs, description et composantes</u> Le projet implique i) le développement et la production du gaz naturel de Temane et de Pande (en amont), situés dans la région nord-est du Mozambique, ii) la construction de l'usine centrale de traitement (le traitement), iii) la construction de 860 Km de gazoduc (le gazoduc), iv) la conversion des usines pétrochimiques existantes de Sasol du charbon au gaz naturel, et v) le réseau de distribution de gaz (en aval).  Le financement venant des prêteurs (y compris l'AfDB) est recherché seulement du l'usine centrale de traitement (CPF) et pour les composantes du gazoduc. Sasol finance de ses propres sources les composantes situées en aval.		

**Tableau 15: Sasol – Composantes situées en amont et en aval**



### S.2 Respect des conditions d'entrée en vigueur

Les gouvernements sud-africain et mozambicain ont signé un accord de coopération transfrontalier. Cet accord permettra de faciliter le commerce du gaz naturel entre les deux pays. Le prêt aura une durée de douze ans, y compris le délai de grâce de deux ans, à compter de la date de signature de l'Accord de Crédit. La commission d'ouverture, la commission d'engagement et les intérêts seront payables durant ce délai de grâce. Le prêt devra être amorti sur une période de dix ans après expiration du délai de grâce en vingt versements semestriels consécutifs, le premier payable à la date d'application du paiement juste après expiration du délai de grâce.

### S.3 Performance financière

Le coût total du projet jusqu'à la production initiale, incluant les coûts de préproduction de la composante située en aval et du gazoduc était estimé à 868 millions d'UC environ. Le montant du soutien de la Banque s'élevait à 52 million UC (6 % du coût total du projet) sous-forme de prêt privilégié. Les prêteurs impliqués dans le projet sont : BAD, EIB, DEG, Proparco, DBSA et les agences de crédit à l'exportation (ECA) y compris l'Agence sud africaine de crédit à l'exportation (ECIC), l'Agence italienne de crédit à l'exportation (SACE), Australian Export

Credit Agency (EFIC) Agence multilatérale de garantie des investissements (MIGA) et PRG (Banque mondiale). Le ratio capitaux empruntés/capitaux propres s'établit à environ 48 :52

L'accord de crédit a été signé le 15 mars 2004 et le décaissement total en septembre 2004. La mise en œuvre du projet est maintenant achevée et le projet a atteint sa situation opérationnelle.

#### **S.4 Activités et résultats du projet**

Le projet vise à fournir une source d'énergie alternative à l'Afrique du Sud, promouvoir des investissements et des emplois dans les deux pays, et convertir l'utilisation des usines pétrochimiques de Sasol du charbon au gaz naturel. Le gazoduc est conçu pour livrer 122 MGJ par an sans compression initiale, dont 120 millions gigajoules par an (MGJ/an) seront vendus et transportés en Afrique du Sud en termes des accords de vente et de transport de gaz, et 2 millions gigajoules par an au Mozambique.

La recherche de nouveaux champs de puits et de puits supplémentaires sera une priorité continue ; en cas d'identification d'options viables, la vie du projet pourrait alors se prolonger. Les différentes conduites d'écoulement enterrées (gazoducs) reliant les puits de production à l'usine centrale de traitement (CPF) à Temane seront développées. Ces conduites seront installées à un mètre au minimum de la surface. Un gazoduc souterrain d'environ 177 Km sera posé, dont une portion de 81 km à Temane et une autre portion de 96 km à Pande. Une bande de 25 m de large sera dégagée tout au long de ces conduites pour permettre la construction et sera recouverte d'environ 1m de terre. Des voies d'accès permanentes adaptées à tous les climats seront construites à chaque champ de production. L'utilisation de la terre au-dessus des conduites sera contrôlée, afin de s'assurer que l'accès reste toujours possible pour l'entretien et le suivi.

#### **S.5 Impact sur le développement**

Le projet offre une impulsion économique aux deux pays (Mozambique et Afrique du Sud), contribue à l'intégration et à l'accomplissement économique régional des objectifs que s'est fixé le NEPAD. Le développement des ressources inexploitées de gaz augmentent l'effort du GdM de diversifier son économie nationale en stimulant les secteurs industriels et commerciaux. Le projet était conçu de manière à employer 400 personnes du côté de la Mozambique. Le GdM bénéficie aussi de : i) forte recette fiscale réalisée par les sociétés impliquées dans le projet de gaz, ii) un ajout substantiel aux infrastructures du pays, permettant des routes d'accès au gazoduc, des infrastructures auxiliaires (des routes d'accès aux champs de gaz, l'eau potable, l'approvisionnement en courant électrique, le déminage des routes existantes, et iii) une augmentation d'activités de prospection. En outre, l'impact direct du projet, la prospection en amont devra assurer la disponibilité des réserves à d'autres projets, tel que Maputo Iron and Steel (MISP). Outre le gaz, si le pétrole brut (condensé) peut être produit à raison de 2 000 barils par jour, soit 730000 barils par an, la Mozambique deviendrait un exportateur net des hydrocarbures. L'introduction du gaz naturel contribuera également à lutter contre les pollutions de l'air et les émissions des nouvelles industries qui utiliseront le gaz naturel propre.

#### **2.7 Projets âgés et projets à risques**

2.7.1 Projets âgés : Selon la définition de projet âgé (projet qui a au moins huit ans), le portefeuille mozambicain contient 1 projet âgé : le projet barrage de Massingir et réhabilitation des petits exploitants agricoles. Cependant, il existe quatre projets actifs approchant ce seuil : celui de l'Éducation à l'irrigation de petite échelle, l'Éducation III et le projet d'augmentation de l'adduction d'eau de Maputo, tous quatre âgés de six ans et le projet de santé du Corridor de Beira, âgé de sept ans.

2.7.2 De la part de l'emprunteur, cette situation est due d'abord aux retards de l'entrée en vigueur des projets (en moyenne huit mois) ; ces retards aboutissent au décalage du calendrier de la mise en œuvre stipulé à l'évaluation. Ces retards proviennent i) du non respect des conditions de désignation des responsables de projets stipulées dans les rapports d'évaluation ; ii) de la transmission tardive des documents relatifs à la section 5.01 des conditions générales applicables aux accords de prêts et de garantie du Fonds ; ces documents comprennent surtout une copie de la loi de crédit de l'année du crédit, une attestation certifiant que le seuil d'endettement n'a pas été dépassé et une copie du conseil juridique. Cette situation se complique par l'absence de la maîtrise des règles et procédures de la Banque par les agences d'exécution, le manque de mécanismes de suivi et d'évaluation et la faiblesse des capacités d'organisation et de gestion des cellules de mise en œuvre des projets. De la part de la Banque, de longs retards dans le traitement des documents de soumission et des demandes de décaissement contribuent aussi au vieillissement des projets.

2.7.3 La signature d'un projet après son approbation par le Conseil prend en moyenne deux mois et huit mois supplémentaires pour que le projet entre en vigueur. Les projets des secteurs de développement et du secteur social prennent en moyenne trois autres mois que les projets du secteur des infrastructures avant d'entrer en vigueur. La Banque et le GdM devraient conjuguer leurs efforts pour réduire ces périodes à 1,5 mois entre l'approbation et la signature et de 5 mois entre la signature et l'entrée en vigueur.

**Tableau 16 : Retards par secteur**

Secteur	Approbation Signature	Déviaton par rapport à la moyenne	Indicateur de l'objectif	Signature Entrée en vigueur	Indicateur de l'objectif	Déviaton par rapport à la moyenne	Approbation Entrée en vigueur
<i>Unité : Mois</i>							
Développement rural	2,2	N/A		11,6	3,4		13,8
Finance et industrie	1,2	N/A	1,5	2,6	N/A	5	3,8
Infrastructures	2,7	0,5		7,8	N/A		10,5
Développement social	2,7	0,5		10,7	2,5		13,5
Moyenne	2,2			8,2			10,4

2.7.4 Projets à risque : Deux types d'opérations sont utilisées comme principal jauge de la santé du portefeuille : les projets à problèmes (PP) et les projets potentiellement à problèmes (PPP). Les notations de ces deux types de projet servent à mesurer le nombre de Projets-à-risque (PAR), à partir desquels se définit la mesure de l'engagement-au-risque (CAR) (valeur totale du prêt et de la subvention). Les PP sont ceux dont la notation IP ou DO est inférieure à 1,5. Les PPP ont un IP ou DO moyen égal ou supérieur à 1,5 et pour lesquels, sur 11 critères, 2 posent problèmes. Ces critères sont variés et certains incluent les retards dans la déclaration de l'entrée en vigueur, les retards pris à remplir les conditions pour le premier décaissement, la non disponibilité des fonds de contrepartie, la mauvaise gestion des projets, la lenteur des décaissements et les retards dans l'achèvement des projets, entre autres.

2.7.5 Par la définition d'un projet à risque comme projet à risque ou potentiellement à risque ou ayant une forte probabilité de ne pas atteindre les objectifs définis, le barrage de Massingir, Électricité III, le Programme de réforme de l'accès à l'énergie, le projet de santé du corridor de Beira et le projet de réhabilitation de la route Vanduzi-Changara sont les principaux projets pouvant être considérés comme projets à risque dans le portefeuille de la Banque au Mozambique (selon l'APPR de 2004). Ces 5 projets à risque cumulent un total de 108 millions d'UC. Par comparaison avec le dernier exercice APPR et comme le montrent les tableaux suivants, le PAR a baissé de 10 à 5 équivalent à une réduction des engagements à risque de 47 % à 41 %.

**Tableau 17 : Projets à risque**

Projets à risque	Vrais projets à risque (PP)	Projets à risque potentiel (PPP)	Total (PP+PPP)		Engagements à risque	
			#	%	Millions d'UC	%
Mozambique APPR 2002/03	1	9	10	50%	123	47 %
Banque APPR 2002/03	32	114	146	48%	2536	46 %
Mozambique APPR 2004	1	4	5	29%	108	41 %

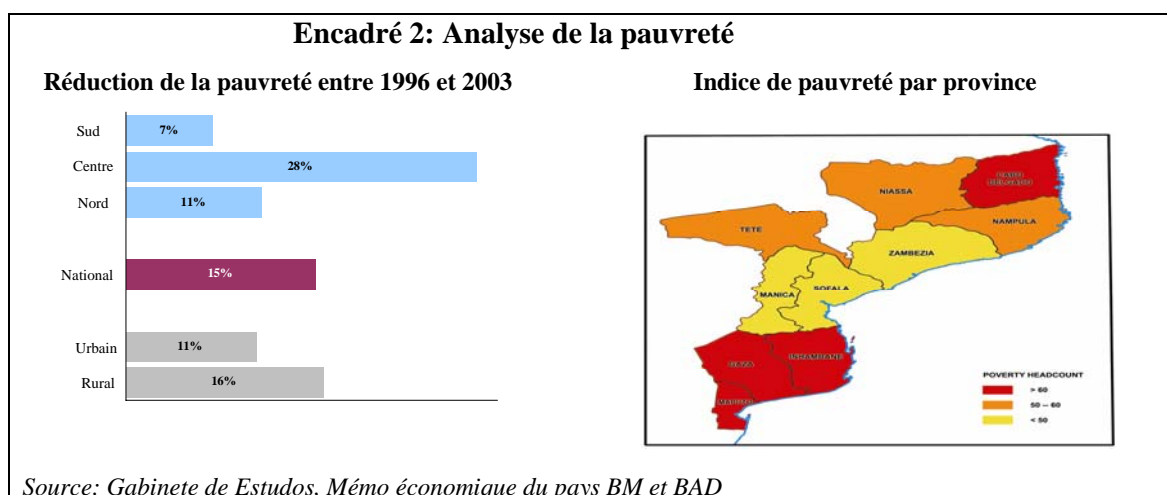
Source : APPR 2002-03 et APPR 2004

## 2.8 Évaluation de la fréquence et de la qualité des missions de supervision

Le taux moyen des missions de supervision pendant la période 1999-2005 était conforme aux normes de la Banque. La qualité des missions de supervision s'est améliorée en termes non seulement de la composition des équipes et de la durée des missions mais aussi de l'analyse de la situation des projets, de l'intégration systématique des rapports de supervision au SAP et du suivi de la mise en œuvre des recommandations.

## 2.9 Problèmes intersectoriels

2.9.1 **Réduction de la pauvreté** : La pauvreté est très répandue et le Mozambique se classe parmi les derniers dans le monde. Selon l'analyse de la pauvreté entreprise en 2003, la proportion de la population vivant en dessous du seuil de pauvreté a baissé de 69 % en 1996 à 54 % en 2003. La pauvreté sévit toujours plus dans les zones rurales du sud et du nord.



2.9.2 Toutes les opérations en cours ont contribué à améliorer ces indicateurs et à réduire la pauvreté à travers : i) le développement de l'irrigation de petite échelle et de l'électrification rurale ; ii) l'intensification et la diversification de la production agricole et animale ; iii) l'élargissement de l'accès à l'éducation par le développement des capacités d'accueil du système éducatif, surtout aux niveaux de la petite enfance, des enseignements primaire et secondaire et de l'alphabétisation ; iv) l'amélioration des conditions d'enseignement et d'apprentissage à l'école primaire et au collège ; cette amélioration se traduira par une meilleure sécurité, de meilleures conditions de santé et d'hygiène et l'élargissement de l'accès à l'enseignement supérieur en se basant sur l'approche de la décentralisation ; v) le renforcement des infrastructures actuelles, en particulier les routes et l'électrification pour faire prospérer le secteur privé et créer la richesse ; et vi) l'augmentation de l'accès à l'eau propre.

**2.9.3 Gouvernance** : Le Mozambique fait face à de sérieux problèmes de gouvernance comme l'indiquent la complexité des procédures administratives pour l'investissement privé, les procédures légales et juridiques et les procédures officielles de passation des marchés. L'une des conséquences de ces problèmes de gouvernance est la faible capacité d'absorption des investissements disponibles. Pour les résoudre, le GdM et ses partenaires en développement ont adopté un vaste programme de gouvernance. En 1999, le Président a créé une Commission interministérielle pour la réforme de la fonction publique (CIRESF), présidée par le Premier ministre. Une cellule technique (UTRESF) a été mise sur pied pour préparer une Stratégie de réforme de la fonction publique sur la période 2001-2010. Ses objectifs généraux consistent en : i) la redéfinition et le renforcement du rôle de l'État ; ii) l'amélioration de la qualité de la prestation de service ; iii) le renforcement de la participation des citoyens à la démocratie à divers niveaux de gouvernement ; iv) la promotion de la décentralisation ; v) la consolidation des mécanismes anti-corruption ; et vi) la promotion de la transparence et de la bonne gouvernance. La stratégie définit la réforme du secteur privé comme la rencontre (croisement) des réformes multisectorielles déjà en cours (agriculture, infrastructures, éducation, santé, commerce, administration de l'État et finances). Par exemple dans les efforts PSR, le Mozambique a initié une Réforme des finances publiques (PRF) soutenue par UTRAFE et dont les axes clefs sont : i) l'introduction d'un nouveau système de gestion des finances publiques (e-SISTAFE) ; ii) la réforme de la perception des recettes ; et iii) la réforme de l'audit interne. En 2002, La Commission interministérielle pour la réforme légale (CIREL) a été mise sur pied pour préparer une stratégie globale de la réforme légale définissant les objectifs et priorités de la modernisation de l'État et de l'administration de la justice sous le contrôle d'une cellule technique (UTREL) qui soutient également la CIRESF.

**2.9.4** Les interventions de la Banque prennent en compte ces initiatives. En conséquence, les derniers programmes de soutien au budget du Mozambique, à savoir le Programme de réforme économique et de bonne gouvernance pour la réduction de la pauvreté (PER GROF), approuvé en 2 000, et le PER GROF II, approuvé en 2 004, traitent spécifiquement les problèmes liés à la gouvernance et les efforts entrepris au niveau de UTRAFE et de PFR. Les tout derniers projets du portefeuille du Mozambique, le soutien institutionnel pour la réforme du secteur public et l'assistance technique au secteur financier, tous deux approuvés en 2 005, ont été conjointement élaborés avec la communauté des bailleurs et se proposent de soutenir les efforts de UTRESF et de UTREL.

**2.9.5 La problématique hommes femmes** : Le genre est une autre question transsectorielle majeure que les opérations du Groupe de la Banque prennent en compte. Au Mozambique, l'indice de développement du genre se classe 133<sup>e</sup> sur 144 et se trouve en dessous des moyennes régionales. Cependant, quelques progrès ont été réalisés. Le GdM a signé la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination faite aux femmes (CIDAW) – la Déclaration de Beijing - et reconnaît le renforcement de la position de la femme par le maintien du concept de la monogamie (il reconnaît également les unions de facto – l'équivalent des mariages coutumiers) et les droits des femmes dans le mariage qui constitue la reconnaissance du droit de chacun des époux à être chef de famille. Dans le cadre de cette loi, les femmes jouissent de meilleures opportunités d'accéder aux ressources économiques et leurs propres biens entrent dans les contrats et accords. Dans le cadre des droits de propriété et d'héritage, les femmes ont les mêmes droits selon la Constitution mais la loi coutumière favorise les hommes et peu nombreuses sont les femmes victimes qui ont connaissance de leurs droits ou des sommes d'argent nécessaires pour porter leurs problèmes devant les tribunaux.

**2.9.6** En 2004, la Banque a approuvé le « Profil Genre » qui a amélioré la capacité de la Banque à mener des dialogues de politique avec les partenaires appropriés. En outre, la plupart des projets en agriculture, en particulier, les projets d'exploitation familiale et de pêcheries

artisanales, et ceux du secteur privé, en particulier, les projets de renforcement des capacités pour la réduction de la pauvreté et les projets santé ont des objectifs/cibles spécifiques qui ont trait à la problématique hommes femmes. Les derniers projets approuvés, projet d'Appui institutionnel à la réforme du secteur privé et projet d'appui à l'Intégration de la problématique hommes femmes ont aussi renforcé l'engagement de la Banque envers une prise en compte de la problématique hommes femmes au Mozambique.

**2.9.7 Intégration régionale :** Une partie de la croissance récente du Mozambique est due aux exportations des méga projets. Les taux de droits moyens pondérés imposés sur le commerce se s'établissent à 9 %, l'un des plus faibles taux en Afrique. Le taux le plus élevé a régulièrement baissé, passant de près de 100 % au début des années 1990 à 25 % en 2003. D'autres réductions de tarif suivront suite à la mise en application du protocole commercial de la SADC. À travers ses projets de soutien au budget, la Banque a aidé à la modernisation de l'administration publique pour lui permettre de faire face aux nouveaux défis d'intégration régionale. Les trois corridors de transport régional (Beira, Nacala et Maputo) jouent un rôle stratégique dans le transport des marchandises vers ou en provenance des pays voisins enclavés, le Zimbabwe, la Zambie, le Malawi ainsi que l'Afrique du Sud dont les ports sont congestionnés. Le Mozambique profitera également de l'exportation de l'électricité et du gaz vers ses voisins. Par exemple, le Gazoduc de Pande, qui relie les champs de gaz à Johannesburg (800 km), a permis au pays d'augmenter ses recettes d'exportations. Les projets de transport et des services publics que la Banque sponsorise permettent au Mozambique de mieux explorer ces conditions naturelles. Les projets routiers développent le corridor de Nacala qui donne accès au Malawi et à la Zambie ; les projets d'électricité tentent d'étendre le réseau électrique à tout le pays et, par conséquent, d'offrir aux pays voisins des opportunités d'accéder aux immenses capacités énergétiques du Mozambique. Avec le soutien de la Banque, le pays envisage d'installer un interconnecteur avec le Malawi. Le Mozambique soutient aussi, au niveau de tout le continent, le NEPAD, importante initiative pour améliorer la qualité des infrastructures régionales.

**2.9.8 Environnement :** Tous les projets de la Banque en cours sont classés, sur le plan environnemental, avant l'évaluation et les besoins des normes environnementales sont pris en compte. Dans les rapports d'évaluation, cette classification a aidé à pendre en considération les mesures nécessaires pour alléger l'impact environnemental.

**2.9.9 Population :** un récent recensement général de la population et des ménages a estimé la population à 18 millions. De ce total, 47 % sont des hommes. Avec le taux de croissance de la population estimé à 2,4 % entre 2000 et 2005, et 2,5 % entre 2005 et 2010, la population est sensée atteindre 19,7 millions vers 2010. La population du Mozambique est très jeune. Selon les estimations, elle compte 45 % environ des moins de 15 ans et l'âge moyen s'établit à 17,5 ans. Le ratio hommes/femmes varie d'une province à l'autre et selon les groupes d'âge. Pour tous les groupes d'âge et dans tout le pays, il existe 92 hommes pour 100 femmes. Ce ratio diminue jusqu'à 75,3 % dans le groupe d'âge des 25 à 29 ans. La population a une prédominance rurale et seulement 25 % vivent dans les zones urbaines (chefs lieu des provinces) et presque 50 % vivent dans la capitale, Maputo.

## **2.10 Évaluation générale de la performance du portefeuille**

2.10.1 Sur 22 projets actifs, 4 ne sont pas encore entrés en vigueur et un autre est une opération du secteur privé. Bien que ces projets ne fassent pas partie de ce CPR (Programme rurale d'intermédiation financière, Soutien institutionnel à la réforme du secteur public, Assistance technique du secteur financier et Éducation IV) dans les chapitres 2.1, 2.2, 2.3, 2.4 et 2.5, les raisons du retard de leur entrée en vigueur sont détaillées dans le chapitre 6. Les décaissements,

dans le cadre des 17 opérations, sujet de cette revue, cumulent un total de 93 millions d'UC représentant un taux de décaissement de 36 %.

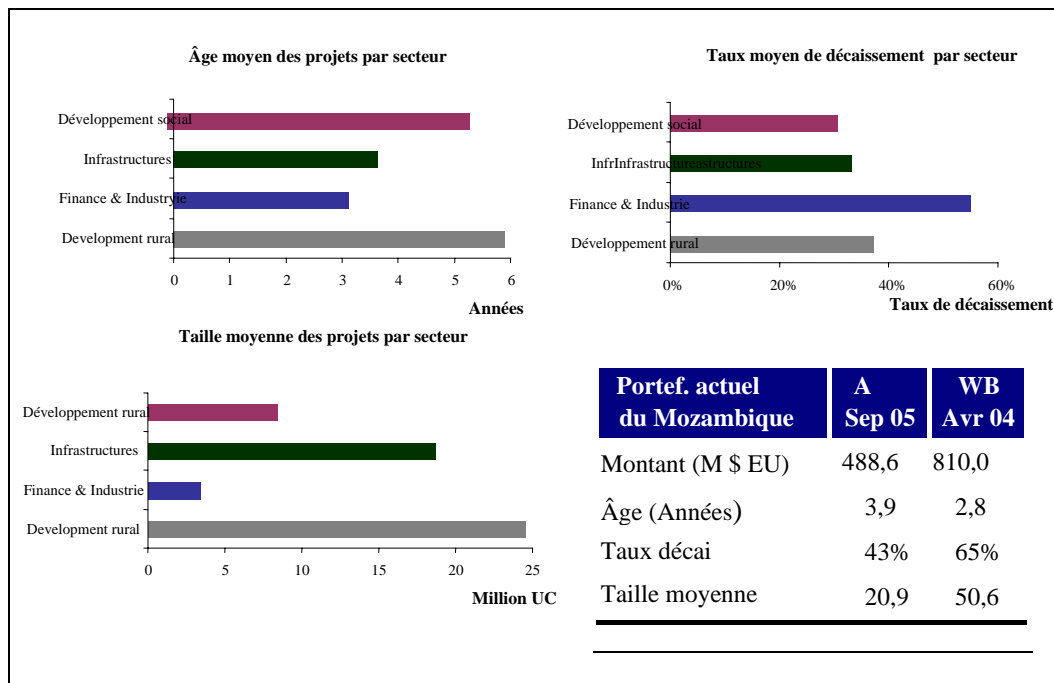
2.10.2 En comparant le portefeuille général de la Banque et le portefeuille du Mozambique, il est possible de conclure que ce dernier a une meilleure performance. Selon le rapport sur la performance annuelle du portefeuille (APPR) de 2004, l'âge moyen du portefeuille des projets de la Banque s'établit à 4,2 ans, supérieur aux 3,9 ans pour le Mozambique. Cet indicateur se voit renforcer par la notation CPIA de 2004, qui a placé le Mozambique dans le premier quintile de la sous-section de notation de la performance du portefeuille.

2.10.3 Les graphiques ci-dessous comparent les projets par secteur, âge, taux de décaissement et taille. Les projets des secteurs agricole et social sont presque deux fois plus vieux que ceux du secteur des infrastructures. Le taux de décaissement, sauf pour les projets du secteur financier, s'équilibre d'un secteur à l'autre. Par comparaison, il est clair que les projets financiers et des infrastructures affichent une meilleure performance avec des taux de décaissement équivalents ou supérieurs à ceux des autres secteurs mais avec un âge plus bas.

2.10.4 En termes de taille, les projets financiers coûtent en moyenne moins de 5 millions d'UC. À l'autre extrémité, les projets moyens du secteur agricole coûtent en moyenne 25 millions d'UC. Le projet du barrage de Massingir, d'un montant de 55 millions d'UC, est capital pour ce résultat. Sans ce projet, la taille moyenne des projets agricole serait 14 millions d'UC. Les projets d'infrastructure coûtent en moyenne 19 millions d'UC et ceux du secteur social 8 millions d'UC.

2.10.5 La comparaison de ces indicateurs avec un repère dans le pays, la Banque mondiale, indique clairement qu'il existe des possibilités d'amélioration. En gérant des projets presque similaires, la Banque mondiale tâche d'exécuter ses projets dans un délai plus court aboutissant ainsi à un taux de décaissement plus élevé. Cette différence pourrait se justifier principalement par la présence sur le terrain qui joue un rôle crucial dans l'exécution. Une autre raison pourrait être la taille moyenne des projets (21 millions de dollars EU pour la BAD et 51 millions de dollars EU pour la BM). La valeur totale du portefeuille BAD s'élève à 60 % de celle de BM mais le nombre de projets reste similaire.

### Graphique 4 : Évaluation générale par secteur

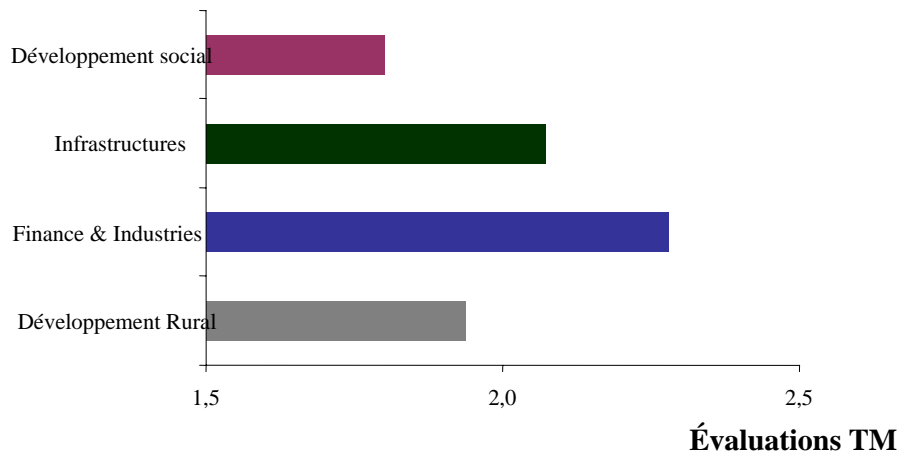


2.10.6 En termes d'évaluation de projet, la performance générale de ces opérations est satisfaisante, avec une notation de 2 sur une échelle de 0 à 3 comme l'indique le tableau suivant.

**Tableau 18 : Notation de la revue 2005**

Secteur	Respect des conditions	Acquisition des biens et services	Performance financière	Activités et résultats	Impact sur le développement	Évaluation générale
Développement rural	1,8	1,9	1,9	2,1	2,1	1,9
Finances & industries	2,3	2,5	2,4	2,2	2,1	2,3
Services publics	2,3	2,1	2,0	1,9	2,4	2,1
Transport	2,5	2,3	1,6	1,8	2,0	2,0
Développement social	2,0	1,6	1,4	1,9	1,9	1,8
<b>Moyenne</b>	<b>2,2</b>	<b>2,1</b>	<b>1,8</b>	<b>1,9</b>	<b>2,1</b>	<b>2,0</b>

2.10.7 Pour le portefeuille en général, les critères qui affichent la meilleure performance sont « respect des conditions » et « impact sur le développement » ; à l'autre extrême, « performance financière » se classe au dernier rang des critères. Cependant, il existe d'importantes variations d'un secteur à l'autre. Par exemple, « passation des marchés » et « performance financière » sont considérées comme les moins performants dans les secteurs agricole et social ; « impact sur le développement » se classe au plus haut niveau pour les services publics. La revue du portefeuille indique également que l'évaluation générale fluctue selon le secteur considéré. Selon les évaluations des chefs de travaux, le secteur « finance et industrie » enregistre la meilleure performance suivi du secteur des infrastructures et le secteur social se classe le moins bien.

**Graphique 5 : Analyse des notations (évaluation générale par secteur)**

2.10.8 Cette RPP indique que le présent système de notation pose quelques problèmes d'analyse. La raison en est l'influence de la subjectivité des directeurs de travaux qui, à son tour, met en exergue les conflits d'intérêt dans le système de notation. En outre, l'échelle de notation et sa description ne sont pas claires ce qui aboutit à différentes interprétations et souvent à de curieuses évaluations. Pour surmonter ce problème, l'équipe du Mozambique a fait des efforts pour comparer toutes les évaluations de chaque directeur et les relier aux seuls paramètres objectifs de mise en œuvre qui sont : i) l'âge et i) le taux de décaissement pour atteindre un degré de cohérence du portefeuille. Cet exercice a ses limites mais ses résultats ont aidé à comparer objectivement les performances des projets et à surmonter quelques éléments de conflit d'intérêt sous-jacents au système de notation. En fournissant des informations comme référence pour guider les TM, cet exercice a aidé à atteindre un degré de différenciation entre les projets, l'un des objectifs de cet exercice de notation de RPP. Par conséquent, lors des dernières missions de supervision, les TM avaient déjà évalué leurs projets en tenant compte du taux moyen de décaissement et de l'âge du portefeuille du Mozambique. Comme l'indique l'Annexe III, qui donne des précisions et présente les résultats de cet exercice, il existe maintenant une corrélation claire entre les notations et le ratio d'efficacité – un ratio complexe de déviation de la mise en œuvre (années) par rapport au taux d'évaluation et de décaissement.

2.10.9 En comparant avec la revue du portefeuille du pays de 1999, seulement deux projets sont toujours en cours : le barrage de Massingir et le projet de santé du corridor de Beira. Le tableau suivant résume les notations générales de la dernière RPP.

**Tableau 19 : Notation de la revue de 1999**

Indicateur	Situation	Acquisition des biens et services	Performance financière	Activités et résultats	Impact sur le développement	Évaluation générale
Notation	1,6	1,9	1,9	1,8	2,4	1,8

2.10.11 En comparant la performance des projets en 1999 et en 2005 en termes de taux de décaissement, d'âge moyen et de performance générale, nous pouvons conclure que, malgré des variations d'un secteur à l'autre, les résultats généraux en 2005 montrent une grande amélioration par rapport à ceux de 1999. L'âge est presque la moitié de celle vérifiée en 1999 et la notation générale s'est améliorée. À noter que l'échelle des notations entre les secteurs en 1999 était à peu près la même qu'aujourd'hui.

**Tableau 20 : Évolution entre la RPP de 1999 et celle de 2005**

Secteur	Âge		Taux de décaissement		Notation générale	
	1999	2005	1999	2005	1999	2005
Développement rural	7,7	5,9	44 %	43 %	1,6	1,9
Finances & industries	-	3,1	58 %	55 %	1,7	2,3
Services publics	7,5	3,3	61 %	13 %	2,0	2,1
Transport	8,1	4,5	53 %	56 %	1,8	2,0
Social	7,5	5,4	46 %	40 %	1,4	1,8
<b>Totaux</b>	<b>7,7</b>	<b>3,9</b>	<b>52 %</b>	<b>36 %</b>	<b>1,8</b>	<b>2,0</b>

### **III. ÉVALUATION DE LA GESTION DU PROJET ET DE LA CAPACITÉ DE SA MISE EN ŒUVRE**

#### **3.1 Le gouvernement et la performance des agences exécutives**

3.1.1 Le ministre des finances (MF) représente la GdM dans le processus de la conclusion de tous les accords de prêt/subvention. Le MF joue le rôle de superviseur pour assurer le respect des engagements de la GdM. Néanmoins, le MF a délégué à la Banque (BdM) une bonne partie des ses responsabilités concernant la supervision des projets, la revue des documents de la comptabilité ainsi que l'approvisionnement et le décaissement. La tâche de la mise en œuvre est assumée par un personnel technique des ministres grâce aux agences exécutives et aux unités de projet. D'habitude la BdM met long à y parvenir, ce qui conduit à des retards dans la procédure du traitement, de l'approvisionnement et du décaissement de prêt. En outre, la BdM ne suit pas régulièrement les recommandations prévues par les protocoles. Même si la prestation de service est dans l'ensemble satisfaisante, le système de coordination et de mise en œuvre des projets présente des faiblesses dues pour la plupart au manque de communication entre la Banque, la BdM et le MF, de même que les ministères techniques et les agences exécutives de projet.

3.1.2 S'agissant de la capacité des agences exécutives à gérer et à mettre en œuvre les projets, il existe toujours des retards dans l'exécution des projets. Les efforts restent à faire en vue de construire la capacité du pays à mettre en œuvre les projets. Le renforcement des agences exécutives, à l'aide des ressources humaines, de l'équipement de travail et de la formation de leur personnel aux règles et aux procédures du Groupe de Banque dans le domaine de l'approvisionnement de biens et de services, doit constituer un objectif prioritaire dans les programmes de construction de la capacité nationale à la mise en œuvre de projet. Certaines applications des décaissements transmises à la Banque contiennent des erreurs, malgré que la Banque du Mozambique ait dû remédier à cela. Ceci montre qu'il existe un système de vérification inadéquat aux niveaux des agences exécutives/des unités de coordination de projet et de la BdM qui a l'obligation d'examiner minutieusement et signer les requêtes des décaissements pour les envoyer à la Banque.

3.1.3 En ce qui concerne les audits, on peut souligner qu'ils n'ont pas été exécutés aux taux annuels recommandés. En plus, il existe des faiblesses dans le contrôle de la mise en œuvre des recommandations et la vulgarisation des rapports vers les structures d'audit du gouvernement. En revanche, les conditions générales de crédit, notamment la transmission opportune à la Banque des rapports trimestriels sur la situation des audits et le respect des autres conditions spécifiques, ne sont généralement pas conformes aux procédures et entraînent du coup l'absence de dialogue.

#### **3.2 Performance de la Banque**

3.2.1 La plus importante mesure prise par la Banque pour améliorer la mise en œuvre du projet a été l'ouverture en 2005 du Bureau régional du Mozambique (BR) qui devrait permettre de

remédier aux retards dans le règlement des problèmes financiers et de passation des marchés, et améliorer considérablement l'exécution des projets. Le BR comprendra, outre le représentant résident, un économiste chargé de programmes, un chef de chantier, un expert en développement rural, un spécialiste des infrastructures, un socio-économiste, un chargé des investissements, un chargé de passation de marchés, et un chargé des décaissements. Même si un personnel muté du siège vers le bureau régional ne parle pas portugais, le personnel recruté sur place le peut.

3.2.2 La performance de la Banque dans le domaine de l'assistance, du contrôle et de la supervision s'est améliorée depuis la dernière revue de 1999. Ainsi, dans le secteur des missions de supervision, le niveau annuel de 1,5 des missions de supervision a été dépassé pour tous les secteurs à part le secteur social. En outre, la qualité des missions de supervision s'est également améliorée non seulement du point de vue de la composition des équipes (une moyenne de 1,7 d'experts), la durée des missions (une moyenne de 8,1 de jours) mais aussi de l'analyse de la situation des projets, de l'inclusion systématique des rapports des missions de supervision dans la SAP et du contrôle de la mise en œuvre des recommandations.

**Tableau 21 : Indicateurs de la qualité de la supervision**

Indicateurs de la qualité de supervision	Supervision par an	Moyenne	
		La composition d'équipe	# de jours
Développement rural	1,9	1,5	11,0
Finance & Industrie	1,8	1,3	5,0
Services publics	1,9	2,0	6,5
Transport	1,9	2,0	7,0
Développement social	1,1	1,8	10,8
<b>Moyenne Nationale</b>	<b>1,7</b>	<b>1,7</b>	<b>8,1</b>

3.2.3 Depuis la dernière revue, la Banque a entrepris les actions ci-après dans les secteurs des audits, de la supervision et du suivi de leurs recommandations:

- (i) La transmission à la GdM en 1999, la matrice des actions des missions des audits bancaires (Phase 1 Approche Nationale) de 1999 ;
- (ii) Les actions de suivi sur la mise en œuvre des projets et les matrices des recommandations, pendant les missions de supervision des services de l'ONAR, l'ONSD, l'ONIN et de la FFOC ;
- (iii) La mission des audits de l'approche nationale de la phase II en novembre 1999. L'actualisation pendant la seconde mission des audits sur la mise en œuvre des actions de la matrice de 1999, l'identification des actions qui ne sont pas encore opérationnelles et leur incorporation dans la matrice d'actions de la revue de 2004 ;
- (iv) La mission des audits de la phase II est accompagnée de la mission de suivi de la FFCO et de la transmission d'une liste d'actions à entreprendre par la GdM ;
- (v) Une mission de supervision dans le secteur des infrastructures en 2005 ;
- (vi) Un plan d'amélioration du service dans le secteur social en 2005 ;
- (vii) Un programme d'amélioration du service dans le secteur agricole en 2005.

3.2.4 Les dispositions en vigueur de la Banque sur le contrôle et l'évaluation étaient communiquées à la GdM. Elles consistent à appliquer les règles et les procédures bancaires par voie de la suspension automatique des décaissements si les conditions générales de crédit ne sont pas remplies, surtout de la transmission opportune de comptes rendus et des rapports des audits trimestriels, de la réalisation d'autres conditions spécifiques et de la mobilisation des fonds. Cependant, il existe du côté de la Banque: i) l'analyse inadéquate des comptes rendus et des rapports des audits trimestriels ; ii) la non transmission à la GdM de cette analyse ; et iii) les longs retards dans le traitement des requêtes de décaissement.

3.2.5 Enfin, dans une tentative d'aborder deux des problèmes les plus graves auxquels les CEP font face, à savoir la non maîtrise des langues officielles de la Banque et des règles de l'approvisionnement, la Banque a organisé en septembre 2005 un cours sur la mise en œuvre des projets en portugais, qui a rassemblé toutes les CEP.

#### **IV. COORDINATION DE L'AIDE**

##### **4.1 Évaluation de la capacité du gouvernement à coordonner l'aide extérieure**

4.1.1 L'essentiel de l'évaluation de la coordination de l'aide étrangère se fait conjointement à travers les revues de la GdM et de la PAP<sup>4</sup>. La dernière réunion de coordination s'est tenue en septembre 2005, et la prochaine est prévue pour le mois d'avril 2006. Pendant ces réunions une série d'objectifs de la PARPA et le plan d'action respectif de la GdM sont prévus pour les deux années prochaines et la situation de la mise en œuvre des objectifs précédents de la PARPA sont évalués. La performance générale des trente-quatre indicateurs de la PARPA/PAF a été encourageante. Sans exclure la faiblesse de la capacité institutionnelle de la GdM, les bailleurs de fonds reconnaissent le progrès accompli dans la coordination de l'aide. Un important pas en avant et dans le même temps un signal d'espoir sur la fiabilité de la GdM a été donné par les G-18, c'est-à-dire un groupe de dix-huit bailleurs qui étaient d'accord sur un protocole d'Entente (MoU) avec la GdM pour offrir un budget commun de soutien et renforcer l'harmonisation de l'aide. LA BAD a adhéré à la G-18 le février 2006.

4.1.2 La supervision mozambicaine de la coordination de l'aide laisse à désirer. après la récente restructuration de la GdM, la coordination de l'aide est supervisée par le Directeur National de l'investissement et de la coopération (DNIC) du ministère de la planification et du développement. La DNIC est chargée de la sélection et la conception des projets mais les questions de la mise en œuvre, notamment celles des finances et de l'approvisionnement, relèvent de la responsabilité de la MF et la BdM. Généralement, les partenaires au développement ont des réserves sur la capacité d'une entité nouvellement créée à assurer une coordination optimale de l'aide internationale.

4.1.3 En ce qui concerne le financement, la GdM a demandé à la Banque de financer les projets futurs sur une base de 100 % afin d'améliorer la procédure de leur mise en œuvre. La part de participation de la GdM aux projets de la Banque varie entre 4 % dans le secteur des finances et de l'industrie et 13 % dans les projets des services publics. Cette analyse a été faite par la Banque.

---

<sup>4</sup> Le programme des partenaires d'aide (PAP) englobe les pays suivants : la Belgique, le Danemark, le Canada, la Commission Européenne, la Finlande, la France, l'Allemagne, l'Irlande, l'Italie, la Hollande, la Norvège, le Portugal, l'Espagne, la Suède, la Suisse, le Royaume Uni, la Banque mondiale et la Banque Africaine pour le Développement. Ces 18 partenaires (G 18) appuient un programme conjoint pour le soutien budgétaire et ont signé un Protocole d'Entente avec le Gouvernement. Les partenaires internationaux observateurs sont : le Japon, les Etats-Unis, le PNUD et le FMI

**Tableau 22 : Financement de la contrepartie**

Secteur	Financement de la contrepartie de la GdM	
	Valeur (en million de UC)	%
Développement rural	11,9	11 %
Finance & Industrie	1,3	4 %
Services publics	18,6	13 %
Transport	5,6	10 %
Développement social	5,1	9 %
<b>Moyenne nationale</b>	<b>8,5</b>	<b>10 %</b>

#### 4.2 Évaluation de la coordination de la Banque avec d'autres bailleurs de fonds

4.2.1 Jusqu'ici, la coordination de l'aide internationale avec les autres partenaires au développement s'est réalisée par voie : i) des consultations périodiques entre les bailleurs sur la préparation de la PRSP et les nouveaux projets et ii) des ateliers thématiques entre les bailleurs de fonds. La Banque opérait généralement sur une base unilatérale. Par exemple, le département agricole ne dispose d'aucun projet à cofinancement ; la contribution des cofinanciers pour les projets auxquels la BAD a participé est inférieure à 15 %. A part les projets de l'ERAP et la MRMP où la BM assume une part importante, la contribution des autres bailleurs (pour la plupart le fonds de l'OPEC) aux projets de la BAD est marginale.

**Tableau 23 : Programme d'harmonisation de l'aide**

Secteurs	%Portefeuille avec les autres bailleurs (par # de projets)	Co-financiers	
		Contribution pour le coût total du projet	La situation au sein des projets de la BAD
Développement rural	0 %	0 %	Inexistant
Finance & Industrie	50 %	74 %	Leaders de projet
Services publics	40 %	30 %	Rôle de soutien
Transport	50 %	14 %	Rôle de soutien
Développement social	20 %	13 %	Rôle de soutien
<b>Moyenne Nationale</b>	<b>32 %</b>	<b>14 %</b>	<b>Rôle résiduel</b>

4.2.2 Dans l'avenir, la situation pourrait probablement changer. La Banque a récemment rejoint la G 18 et pourra pleinement travailler au sein de la communauté des bailleurs de fonds et participer à leur programme de la coordination. La Banque offrira un soutien budgétaire par le cadre de la PAP et aura accès aux groupes de travail sectoriels où s'offrent les nouvelles opportunités pour coordonner l'assistance au niveau sectoriel. Avec l'ouverture du bureau régional, le Groupe de Banque est censé participer activement aux initiatives accrues de l'harmonisation de l'aide.

#### 4.3 Évaluation des cofinanciers

Les présentes opérations cofinancées par les autres partenaires au développement sont les suivantes i) le projet de la gestion des ressources minérales avec la Banque mondiale, le Fonds de Développement Nordique (NDF) et le gouvernement de l'Afrique du Sud (RSA), ii) le Projet d'Accès et de la Réforme de l'Energie avec la Banque mondiale, iii) le Projet de l'Actualisation et de la Réhabilitation de la Route, le Projet de l'Education IV et de l'Electricité III avec le fonds de l'OPEC. Bien que les cofinanciers jouent encore un rôle résiduel dans les projets de la BAD, la performance de la coordination est dans l'ensemble satisfaisante et a besoin donc d'être renforcée à l'avenir.

## **V. LA SITUATION DU REMBOURSEMENT DE CREDIT ET LA CONTRIBUTION AU CAPITAL BANCAIRE**

Le Mozambique n'a pas d'arriérés de remboursement de crédit bancaire et est toujours en règle avec la Banque. Depuis le mois de septembre 2005, la contribution bancaire à l'économie du Mozambique, conformément à l'initiative élargie de la PPTE, est estimée à 13,6 millions de dollars US en termes de valeur nominale, soit 11,8 millions en termes de la VAN. En termes de la VAN, l'actuelle assistance représente 53 % de l'allègement de dette pour un montant de 22,3 millions de dollars promis par le Groupe de Banque. Le montant total est égal à 29,3 millions de dollars US en termes de valeur nominale. Il sera échelonné sur une période de 11 ans (jusqu'en septembre 2010).

## **VI. PROBLÈMES ET LES DISPOSITIONS A PRENDRE POUR AMÉLIORER LA QUALITÉ DU PORTEFEUILLE**

### **6.1 Les problèmes rencontrés dans la mise en œuvre des projets**

6.1.1 Depuis la dernière revue, le portefeuille de la Banque rencontre de nombreuses difficultés:

- (i) Les retards dans le décaissement des crédits et des subventions (en moyenne 10 mois après l'approbation)
- (ii) L'absence d'un mécanisme de revue approprié chez la GdM des documents du décaissement et de l'approvisionnement à soumettre à la Banque.
- (iii) La documentation inadaptée, chez les agences d'exécution, des demandes de paiement et de non paiement à l'aide des modalités prévues par les clauses du contrat.
- (iv) Le non respect des échéances bancaires concernant les délais de traitement des requêtes du décaissement.
- (v) Les retards plus longs que ceux qu'accusent les pays pairs dans l'étude des contrats d'expertise et de construction
- (vi) La mauvaise maîtrise des règles et procédures bancaires par les agences exécutives du projet
- (vii) La CEP est souvent dotée d'une faible capacité technique et d'un personnel inadéquat
- (viii) Les chaînes de communication faibles entre la Banque, la BdM, la MF et les CEP. Des retards dus aussi à l'absence de la maîtrise du langage bancaire par certains employés de la GdM
- (ix) Le flux peu systématique de fonds de la GdM et un très long processus d'autorisation et d'approbation au sein des ministères du gouvernement.
- (x) Les retards dans le remboursement de la TVA obligeant parfois même les entrepreneurs et les fournisseurs à suspendre leurs services
- (xi) L'absence ou le retard dans la préparation de l'audit et des comptes rendus de même que de leur transmission à la Banque
- (xii) La faible transmission par la MF aux services d'audit des rapports sur l'audit des projets financés par la Banque
- (xiii) La faible transmission des observations bancaires sur les comptes rendus et les audits aux autorités mozambicaines en vue d'un véritable maintien de dialogue et d'une meilleure garantie de contrôle des différents projets et programmes.
- (xiv) Les modifications des conceptions de projets initiales
- (xv) Les mutations fréquentes chez les cadres de la Banque et le personnel de la CEP
- (xvi) Les retards dans l'examen des documents par la Banque, et surtout quant il s'agit des documents en portugais. Des retards souvent longs dans les procédures de paiements et d'allocation de fonds;

6.1.2 L'Annexe IV fournit une situation détaillée de chaque projet assortie d'un plan d'action. La mise en œuvre de ce dernier permettra de renforcer l'impact des projets financés par le Groupe de Banque et d'améliorer la performance de son portefeuille au Mozambique.

## 6.2 Solutions et Plan d'Action

6.2.1 Pour améliorer la qualité du portefeuille, un certain nombre de solutions et un plan d'action sont préparés sur la base des indicateurs de référence, notamment du respect des conditions/engagements, de l'approvisionnement des biens et services, de la performance financière, des activités, des résultats et de l'impact des projets sur le développement. Le plan d'action se résume comme suit.

### 6.2.2 Le respect des conditions/engagements

Actions	Période/ échéance	Organe responsable
1. La conception du projet (effectifs, coûts, chronologie, résultats) doit être plus réaliste et prendre en compte les expériences acquises au cours de projets précédents afin de minimiser pour l'avenir les modifications de conception qui sont à l'origine des retards et des coûts supplémentaires ;	1. A l'évaluation	1. Gvt / Banque
2. Réduire la complexité et l'étendue des activités du projet pour se concentrer sur les secteurs où la capacité institutionnelle est déjà présente ;	2. A l'évaluation	2. Gvt / Banque
3. Lors de l'évaluation, identifier les actions à entreprendre avant le respect des conditions souvent ignorées et donc non budgétisées	3. A l'évaluation	3. Gvt / Banque
4. Discuter des conditions de prêt et de la conception du projet avec tous les partenaires (GdM, bénéficiaires) pendant la phase de préparation. L'équipe technique de la BdM et de la MF doit être davantage engagé dans la conception du projet.	4. Au moment de la convention de prêt	4. Gvt / Banque
5. Rationaliser les conditions de crédit : Tant il est indispensable de considérer leur premier rôle d'outils techniques à réaliser la qualité du projet, tant il est important de savoir que leur conception doit de plus en plus prendre en considération la capacité du gouvernement de les mettre en œuvre comme prévu.	5. Au moment de la convention de prêt	5. Gvt / Banque
6. Désigner le cas échéant les chefs de projet avant même les conventions de prêt ;	6. Au moment de la convention de prêt	6. Gvt / Banque
7. Mettre en place un tableau de performance pour le respect des conditions de prêt et de subvention.	7. En cours	7. BdM / Gvt

### 6.2.3 Approvisionnement des Biens et des Services

Actions	Période/ échéance	Organe responsable
1. L'agence exécutive élaborera un tableau de performance indiquant le mode d'approvisionnement choisi et les délais du lancement des procédures pour la sélection des contrôleurs financiers internationaux ;	1. En cours	1. Agence/Gvt exécutif
2. Le renforcement du mécanisme de revue des documents de l'approvisionnement (utiliser les procédures des listes de contrôle) soumis à la BdM pour assurer leur conformité avec les procédures	2. En cours	2. BdM

bancaires avant de les envoyer à la Banque pour une autorisation ;		
3. Le renforcement des ressources humaines affectées à l'analyse et à l'autorisation des contrats pour accélérer le processus de l'approbation	3. En cours	3. MF/BdM
4. La location des services spécialisés pour les contrats importants	4. En cours	4. Agence/Gvt exécutif

#### 6.2.4 La performance financière

Actions	Période/ échéance	Organe responsable
1. Renforcez le mécanisme de l'examen des documents du décaissement (utilisation des listes de contrôle et des rapports de suivi actualisés) soumis à la BdM pour s'assurer de leur conformité avec les procédures de la Banque avant qu'ils ne soient envoyés à la Banque pour le paiement.	1. En cours	1. BdM
2. La BdM doit régulièrement actualiser ses rapports des prêts/décaissements pour servir de contrôle dans le traitement et l'approbation des demandes de décaissement ;	2. En cours	2. BdM
3. Systématisez la préparation des rapports financiers et de la comptabilité ;	3. En cours	3. Agence/BdM exécutif
4. harmonisez les exigences du système de rapport. Les disparités dans les exigences de rapport constituent souvent une source de plaintes chez la communauté des bailleurs de fonds étant donné la faible capacité de la GdM à traiter avec un nombre important des bailleurs ayant des exigences différentes ;	4. En cours	4. GdM/Bailleur Communauté/ Banque
5. Les agences exécutives doivent transmettre régulièrement à la Banque la liste des requêtes en suspens depuis plus de deux mois ;	5. En cours	5. Agence/BdM exécutif
6. La Banque doit maintenir un délai en fonction des demandes des traitements et des décaissements ;	6. En cours	6. Banque
7. La Banque doit transmettre le bilan des décaissements aux agences exécutives des projets et à la BdM ;	7. Mensuel	7. Banque
8. La revue systématique du portefeuille. La Banque doit être plus	8. Annuel	8. Banque

#### 6.2.5 La mise en œuvre et le suivi des activités

Actions	Période/ échéance	Organe responsable
1. organiser les revues internes du portefeuille et mettre les rapports des revues à la disposition de la Banque	1. Trimestriel	1. Gvt
2. Mettre en place un mécanisme de dialogue régulier avec les cadres exécutifs. Ceux-ci pourront convoquer tous les mois une conférence ou une conférence vidéo au Bureau régional	2. Mensuel	2. CEP / Banque
3. Améliorer la qualité et la fréquence des missions de supervision en particulier pour les projets qui connaissent des difficultés de mise en œuvre. La GdM est limitée dans sa capacité à contrôler convenablement les missions de la Banque sur le terrain (en moyenne 50 par an). Le bureau régional et ses installations de la conférence vidéo doivent jouer un rôle du premier plan dans le renforcement de la qualité des missions de supervision.	3. En cours	3. Banque
4. Toute la correspondance entre la BdM et la Banque doit comporter la CEP pertinente ;	4. En cours	4. BdM / Gvt /CEP/ Banque
5. Les observations de la BAD sur les audits et les comptes rendus doivent être		

communiquées à la BdM et la CEP compétente ;	5. 1 mois	5. Banque
6. Assurer un renouvellement minimum des cadres exécutifs ;	6. En cours	6. Banque
7. La MF doit développer en collaboration avec la BdM un système de contrôle et de suivi des observations et des recommandations contenues dans les comptes rendus des missions de supervisions. A l'instant, la MF envoie des copies des comptes rendus à la CEP sans aucun suivi qui lui permet d'assurer une mise en œuvre des recommandations ;	7. Chaque semestre	7. MF / BdM
8. Dans le domaine de l'audit et des rapports trimestriels, la BdM doit enregistrer, numéroter, classer les rapports existants et élaborer un tableau de performance indiquant pour chaque projet la date de clôture de l'année fiscale.	8. En cours	8. BdM
9. Le gouvernement doit veiller à ce que les rapports des audits sur les projets de la Banque soient transmis au Tribunal administratif (TA), à l'inspection générale des finances (IGF) et à d'autres organes des audits;	9. En cours	9. Gvt
10. Revoir la situation de conformité avec les autres conditions dans les rapports trimestriels	10. Trimestriel	10. MF
11. Améliorer la qualité des données dans le système SAP;	11. En cours	11. Banque
12. Relever le niveau du personnel en portugais ;	12. En cours	12. Banque

### 6.2.6 Impact sur le développement

Actions	Période/ échéance	Organe responsable
1. Au cours d'une mise en œuvre, assurer les conditions de transfert des compétences des TA vers le personnel mozambicain avant l'achèvement du contrat de la TA;	1. En cours	1. Ministères techniques/ Agence/Gvt exécutif
2. Renforcer la capacité de la DNIC en vue d'assurer une meilleure coordination de l'aide extérieure; Beaucoup de fonctionnaires de la GdM de la MF et de la BdM pourront renforcer la DNIC grâce à leur forte expérience de travail avec la Banque	2. En cours	2. Banque et Gvt CEP
3. Promouvoir le rôle de division de la PSDU sur les opérations. La PSDU pourra produire (ensemble ou sans l'OPEV) des rapports périodiques sur l'impact des Projets de la BAD sur la réduction de la pauvreté	3. En cours	3. Banque & GdM

### 6.3 Leçons pour le DSP et les revues futures du portefeuille

6.3.1 La revue a lieu pendant la préparation de la nouvelle RBCSP pour 2006-2010. Les revues du portefeuille, la supervision, les autres missions, les RAP, les rapports d'évaluation ainsi que les consultations avec les partenaires et les bailleurs de fonds ont révélé la nécessité de mettre l'accent sur:

- i) **a taille du projet.** Augmenter le volume des opérations pour pouvoir réduire les coûts de transaction et la charge de l'administration. L'étendue des projets de la BAD est inférieure à celle des autres membres du groupe.
- ii) **la sélectivité.** Concentrer les efforts sur les projets dont la mise en œuvre promet de meilleurs résultats
- iii) **la conception adéquate du projet.** Ceci suppose peut-être une rationalisation des conditions de crédit afin de prendre en considération les spécificités des projets/pays pour éviter d'appliquer « un modèle à n'importe quelle approche ». La faible capacité d'exécution dont dispose le gouvernement est un fait. LA BAD doit pouvoir concevoir

les projets en y tenant compte. L'aspect qu'il faut aussi prendre en compte est, comme le font la plupart des bailleurs, de canaliser de plus en plus les ressources grâce aux projets soutenus par le budget sans mettre en mal la existante capacité déjà affaiblie par les installations des CEP temporaires. Cette approche améliorera aussi la coordination du soutien général des bailleurs de fonds.

- iv) **le renforcement de la coopération, l'harmonisation et la coordination avec la communauté des bailleurs de fonds.** La Banque doit peut-être revoir ses procédures pour prendre en compte plus pleinement l'exigence d'harmoniser et de coordonner ses interventions avec les bailleurs au titre des conventions de Paris et de Rome que la Banque a signées.
- v) **la consolidation de la capacité de mise en œuvre.** C'est une question récurrente et permanente dont la Banque doit désormais tenir compte dans sa politique de prêt. Les projets doivent comporter des composantes de renforcement de capacité pour consolider sa mise en œuvre et garantir sa durabilité.
- vi) **la présence sur le terrain.** Le personnel local du Groupe de Banque doit pouvoir gérer les questions quotidiennes qui affectent l'exécution des projets, plutôt que de s'adresser aux services généraux. A ce titre, l'actuel mandat doit être revu pour répondre aux attentes de la performance de la RO
- vii) **résultats sur la base des niveaux.** Les résultats basés sur la culture doivent être incorporés dans les projets de la BAD assortis de la définition du résultat spécifique et plus tard d'une évaluation de leur mise en œuvre. Cette culture requiert aussi une réalisation rigoureuse de la Qualité aux conditions d'Entrée.

## **VII. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS**

### **7.1 Conclusion**

La performance du portefeuille du Groupe de Banque au Mozambique est dans l'ensemble satisfaisante avec une note générale de 2,0 malgré qu'il existe encore une quantité de choses à améliorer. Il faut que le gouvernement, avec l'aide du Groupe de Banque, veille à ce que l'autorité locale et les agences exécutives observent et mettent en application les changements recommandés par le présent rapport.

### **7.2 Recommandations**

7.2.1 Les recommandations faites dans ce protocole concernent les questions d'ordre général soulevées dans la revue. Les recommandations sur les questions spécifiques aux projets sont contenues dans la matrice de contrôle (Annexe IV). Ainsi la revue recommande:

#### *Pour le gouvernement:*

- a) le renforcement du mécanisme de revue des documents sur l'approvisionnement et le paiement (utiliser les procédures des listes de contrôle) soumis à la BdM au titre des procédures bancaires avant de les soumettre à l'appréciation de la Banque ;
- b) la transmission opportune à la Banque de la revue trimestrielle interne, de l'évaluation des offres financières et des rapports sur les audits ;
- c) la garantie d'une participation intensive de la CEP aux initiatives de la formation bancaire dans l'approvisionnement et le décaissement ;
- d) renforcement des ressources humaines affectées à l'analyse et à l'étude des contrats au niveau de la MF et de la BdM pour accélérer le processus d'approbation présentement

- inférieur à celui des autres membres du groupe ;
- e) Transmettre régulièrement à la Banque la liste des requêtes en suspens depuis plus de deux mois ;
  - f) l'organisation de revues du portefeuille internes et la mise des rapports de ces revues à la disposition de la Banque ; les CEP doivent partager leurs expériences entre elles-mêmes par le biais de l'organisation des séminaires internes soutenus par la GdM ;
  - g) mettre en place un système de contrôle et de suivi des observations et recommandations contenues dans les comptes rendus des missions de supervision.
  - h) la garantie que les correspondances entre la BdM et la Banque comportent la CEP appropriée ;
  - i) Exécuter les autorisations de paiement ;
  - j) s'assurer que les rapports des audits sur les projets de la Banque soient transmis à l'Administration du Tribunal (TA), à l'inspection générale des finances (IGF) et à d'autres organes ;
  - k) accroître la capacité de la DNIC en vue d'assurer une meilleure coordination de l'aide internationale;

Pour la Banque:

- a) l'application systématique des règles de procédure de la Banque concernant la suspension automatique des décaissements si les conditions générales de prêt ne sont pas remplies, particulièrement pour ce qui est de la transmission opportune des comptes rendus trimestriels et des rapports des audits ;
- b) la conception du projet (effectifs, coûts, chronologie, résultats) doit être davantage réaliste et se focaliser sur les domaines/secteurs où la capacité institutionnelle est déjà présente. Discuter des conditions de prêt et de la conception du projet plus intensément avec tous les partenaires concernés (GdM, bénéficiaires et si possible CEP)
- c) en rapport avec les points précédents, la Banque doit faire un effort pour rationaliser les conditions de prêt et prendre en compte les spécificités des pays. La Banque doit réviser le nouveau code d'approvisionnement du Mozambique ;
- d) outre la nécessité pour les agences exécutives de se conformer aux procédures de la Banque, la Banque doit de son côté analyser le nouveau code national d'approvisionnement afin d'évaluer sa capacité à adopter certaines de ces procédures ;
- e) organiser fréquemment la session de formation dans le système d'approvisionnement et de gestion financière dans le pays
- f) assurer un renouvellement minimum des cadres exécutifs
- g) relever le niveau du personnel de la BAD en portugais;
- h) accélérer l'émission des offres financières et le processus d'observations sur les rapports des audits et des comptes rendus
- i) transmettre la situation des décaissements aux agences exécutives des projets et à la BdM
- j) La revue systématique du portefeuille. La Banque doit être davantage rigoureuse dans le renforcement de sa politique d'annulation. Un certain nombre de projets présentent des retards répétés, des faibles proportions de décaissement et des extensions multiples, ce qui fragilise la capacité de la Banque à assurer les prêts ;
- k) Intensifier le dialogue avec la GdM concernant les projets en cours de démarrage. Analyser la possibilité de suspendre une demande des fonds
- l) Mettre en place un mécanisme de dialogue régulier avec les cadres exécutifs. Ceux-ci pourront convoquer tous les mois une conférence ou une conférence vidéo au Bureau régional. Améliorer la qualité et la fréquence des missions de supervision des bureaux par l'utilisation des installations de la conférence vidéo du bureau régional.

7.2.2 Il est demandé aux Conseils d'administration d'examiner et d'approuver ces recommandations qui consistent à améliorer l'actuel portefeuille du Groupe de Banque au Mozambique.



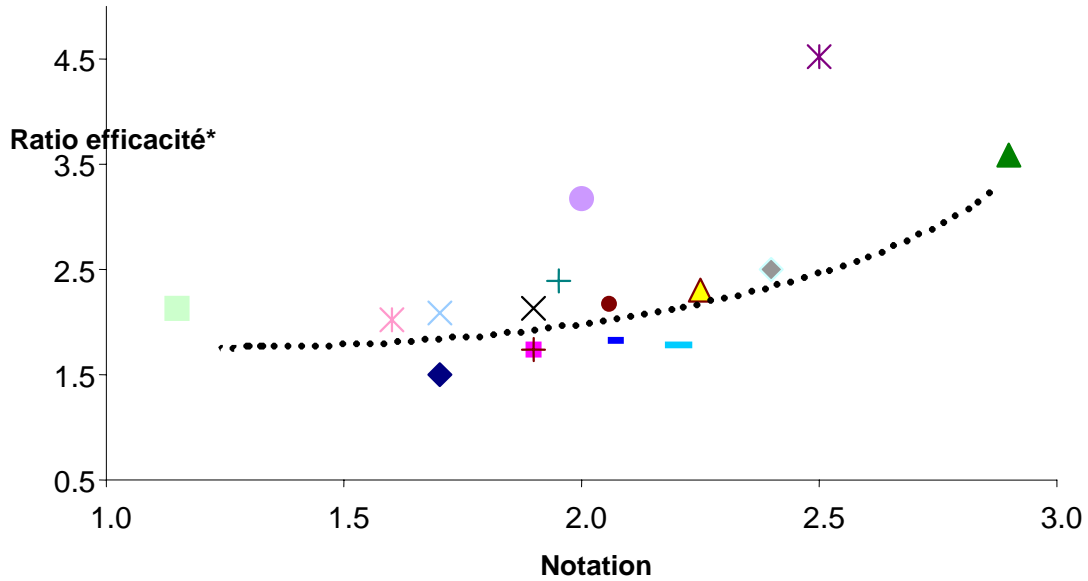
## Annexe II – Opérations du Groupe de la Banque

Project title	Source	Approval date	Signature	Effectiveness	Amount Approved	Cumulative Disbursements	% Disbursed
<i>(Unit UA Millions)</i>							
<b>Agriculture</b>							
Pequenos-Libombos Irrigation Studies	ADF	10-Feb-78	22-Mar-78	9-Mar-79	0.46	0.46	100.0%
Tea Rehabilitation (i)	ADB	21-Nov-78	16-May-79	13-Aug-79	5.00	4.93	100.0%
Lioma Agricultural Development	ADB	27-Nov-79	21-Jan-80	31-Jul-80	8.00	7.86	100.0%
Lioma Agricultural Development	ADF	29-Nov-79	21-Jan-80	31-Jul-80	7.37	6.66	100.0%
Inhassune Rural Development	ADF	30-Oct-80	10-Dec-80	11-Sep-81	7.37	7.15	100.0%
Citrus Development	ADF	18-Dec-80	11-May-81	22-Jun-82	8.20	6.47	100.0%
Tea Rehabilitation (ii)	ADB	9-Jun-81	3-Jul-81	31-Mar-82	10.00	9.87	100.0%
Pequenos libombos dam	ADB	16-Feb-82	8-May-82	22-Dec-82	9.80	6.93	100.0%
Pequenos-libombos irrigation	ADF	18-Mar-82	8-May-82	10-Dec-82	9.49	9.49	100.0%
Health (foot - mouth disease control)	ADF	26-May-82	20-Dec-82	29-Sep-83	3.68	3.60	100.0%
Anacard rehabilitation	ADB	8-Feb-84	3-Sep-85	7-Jan-87	9.60	4.29	100.0%
Anacard rehabilitation	ADF	9-Feb-84	3-Sep-85	7-Jan-87	8.43	6.92	100.0%
Umbeluzi valley irrigation study	ADF	24-Aug-84	3-Dec-84	21-Oct-85	1.34	1.26	100.0%
Mafambisse sugar rehabilitation	ADB	23-Aug-88	31-Oct-88	21-Mar-89	13.06	11.57	100.0%
Mafinbisse sugar rehabilitation	ADF	23-Aug-88	31-May-89	08-Mar-90	21.99	19.54	100.0%
Family farming livestock rehabilitation	ADF	28-Aug-90	28-Nov-90	19-Jul-91	13.70	12.10	100.0%
Dev. project of green areas	ADF	23-Mar-92	7-Oct-92	21-Jan-94	7.37	7.33	99.4%
Buzico sugar study	TAF	12-May-93	13-May-93	10-Jun-93	0.64	0.64	99.9%
Forestry and wildlife resources projects	ADF	24-Nov-93	4-Feb-94	5-Jul-95	8.90	7.24	81.4%
Special programme for food security (pilot project)	TAF	19-Jun-00	16-Nov-00	6-Jul-01	0.75	0.75	99.9%
Massingir dam and smallholder agricultural rehab.	ADF	24-Nov-93	4-Feb-94	30-May-96	55.00	33.08	60.1%
Small scale irrigation project	TAF	2-Dec-98	5-Mar-99	29-Oct-99	1.21	0.67	55.2%
Small scale irrigation project	ADF	2-Dec-98	5-Mar-99	29-Oct-99	12.43	3.32	26.7%
Family sector income enhancement project	TAF	31-Oct-00	14-Dec-00	27-Jul-01	1.00	0.46	45.5%
Family sector income enhancement project	ADF	31-Oct-00	14-Dec-00	27-Jul-01	12.46	3.84	30.8%
Artisanal fisheries development project	TAF	14-Nov-01			1.73	0.18	10.1%
Artisanal fisheries development project	ADF	14-Nov-01	20-Dec-01	4-Apr-02	14.17	0.71	5.0%
Rural finance interm.support project	TAF	12-Nov-03			3.84	-	0.0%
Rural finance interm.support project	ADF	12-Nov-03	7-Feb-04	N/A	11.52	-	0.0%
<b>Agriculture Total</b>	<b>23</b>				<b>283.99</b>	<b>177.32</b>	<b>70.9%</b>
<b>Communications</b>							
Maputo-beira telecommunications	NTF	24-Mar-78	9-May-78	30-Jun-79	1.90	1.90	100.0%
Telecommunication ii	ADB	8-Feb-84	6-Jun-84	13-Mar-85	25.90	24.71	100.0%
Telecommunication ii	NTF	8-Feb-84	6-Jun-84	13-Mar-85	4.99	4.75	100.0%
Institut.support to tdm (telecomm.)	TAF	27-Aug-91	29-Jan-92	2-Jun-93	1.80	1.79	100.0%
Telecommunication network feasibility	TAF	2-Jun-93	17-Aug-93	1-Jul-94	0.64	0.38	100.0%
<b>Communications Total</b>	<b>4</b>				<b>35.23</b>	<b>33.53</b>	<b>100%</b>
<b>Finance</b>							
B.p.d. institutional support (grant)	TAF	20-Sep-88	18-May-89	18-May-89	0.21	0.14	100.0%
Institutional support to b.p.d.(grant)	TAF	30-Oct-91	29-Jan-92	14-Oct-92	1.97	1.71	86.5%
Institutional support to b.p.d. (loan)	ADF	30-Oct-91	29-Jan-92	14-Oct-92	1.48	0.44	100.0%
Support to smes dev. in Mozambique	ADF	16-Jan-02	23-May-02	7-May-03	3.50	2.84	81.3%
Financial Sector TA Project	ADF	4-Oct-05			6.80		0.0%
<b>Finance Total</b>	<b>4</b>				<b>13.96</b>	<b>5.13</b>	<b>39.9%</b>
<b>Industry</b>							
Credit facility for small scale enterprises study	TAF	10-Jul-93	17-Aug-93	15-Mar-94	0.40	0.16	41.3%
Minerals resources managt cap. building	ADF	3-Sep-01	6-Nov-01	22-Mar-02	3.29	0.43	13.2%
Moma mineral sands project	ADB	21-May-03	15-Jun-04	N/A	25.76	25.76	100.0%
Sasol Regional (Moz/SAF) Project	PS	22-Oct-03	15-Mar-04	N/A	59.65	59.65	100.0%
<b>Industry Total</b>	<b>3</b>				<b>29.44</b>	<b>26.36</b>	<b>89.5%</b>

Project title	Source	Approval date	Signature	Effectiveness	Amount Approved	Cumulative Disbursements	% Disbursed
<i>(Unit UA Millions)</i>							
<b>Multi-sector</b>							
Economic rehabilitation programmation	ADF	28-Apr-88	22-Nov-88	21-Mar-89	32.24	31.94	100.0%
Social dimensions of adjustment project	TAF	29-Oct-92	12-Dec-92	1-Oct-93	0.46	0.03	100.0%
Economic and social rehabilitation programme	ADF	29-Oct-92	12-Dec-92	6-May-93	53.42	53.41	100.0%
Social dimensions of adjustment project	ADF	29-Oct-92	12-Dec-92	1-Oct-93	4.61	2.52	100.0%
Third adf economic rehabilitation loan	ADF	2-Jul-97	25-Sep-97	17-Dec-97	50.00	50.00	100.0%
Program of econ. reform & good governance	ADF	16-Nov-00	29-Dec-00	26-Jun-01	50.00	48.36	96.7%
Second prog. of economic ref- ISPSR	ADF	1-Dec-04	10-Dec-04	30-Dec-04	30.00	29.03	96.8%
ISPSR	ADF	22-Jun-04			2.13	-	0.0%
<b>Multi-Sector Total</b>	<b>7</b>				<b>222.85</b>	<b>215.29</b>	<b>97.8%</b>
<b>Power</b>							
Massingir dam rehabilitation project	ADF	29-Oct-86	16-Dec-86	6-Jul-87	1.81	1.76	100.0%
Electricity i	ADF	27-Aug-91	14-May-92	13-Jan-94	14.55	12.93	100.0%
Electricity ii project	ADF	12-Dec-96	15-Apr-97	30-Apr-98	16.65	14.75	88.6%
Electricity masterplan and feasibility study	TAF	15-Jun-00	29-Dec-00	29/12/2000	0.99	0.82	82.5%
Rural electrif.project (elect iii)	ADF	3-Sep-01	6-Nov-01	28-Mar-02	11.12	1.70	15.2%
Energy Reform and Access Program	TAF	5-Nov-03	2-Apr-04	N/A	1.97	-	0.0%
Energy Reform and Access Program	ADF	5-Nov-03	2-Apr-04	N/A	9.02	-	0.0%
<b>Power Total</b>	<b>6</b>				<b>56.10</b>	<b>31.96</b>	<b>58.7%</b>
<b>Social</b>							
Ed&tech studies of the teach train cent	ADF	21-Jan-86	7-May-86	3-Feb-87	1.24	0.92	100.0%
Health study	TAF	21-May-91	29-Jan-92	13-Jul-92	0.47	0.20	100.0%
Projet education ii	TAF	23-Mar-92	7-Oct-92	16-Sep-93	0.37	0.19	100.0%
Projet education ii	ADF	23-Mar-92	7-Oct-92	16-Sep-93	17.13	13.65	100.0%
Primary teachers training	ADF	18-Apr-89	31-May-89	25-Mar-91	9.21	8.06	100.0%
Beira corridor health project	ADF	18-Oct-96	16-Apr-97	23-Dec-97	7.71	4.91	63.7%
Education iii project	TAF	15-Jul-98	13-Oct-98	17-Nov-99	1.63	0.15	9.1%
Education iii project	ADF	15-Jul-98	13-Oct-98	17-Nov-99	10.69	4.88	45.7%
Poverty reduction	TAF	10-Dec-98	5-Mar-99	30-Dec-00	2.34	2.03	86.9%
Health ii project	TAF	21-Dec-00	29-Dec-00	29-Dec-00	0.60	0.08	13.1%
Health ii project	ADF	21-Dec-00	29-Dec-00	31-May-01	9.00	0.85	9.4%
Education iv project	ADF	13-Sep-01	6-Nov-01	17-Apr-02	10.00	-	0.0%
<b>Social Total</b>	<b>9</b>				<b>70.39</b>	<b>35.92</b>	<b>55.3%</b>
<b>Transport</b>							
Nampevo-alto-molocue road constuction	ADF	29-Apr-77	4-May-77	30-May-78	7.37	7.37	100.0%
Alto-molocue-ligouba road cnostruction	ADF	30-May-79	12-Sep-79	23-Nov-79	7.37	4.70	100.0%
Beira-mashipanda road (grant)	TAF	27-May-88	18-May-89	7-Nov-89	0.83	0.78	100.0%
Beira corridor transport system	ADF	27-May-88	30-May-89	7-Nov-89	17.45	16.80	100.0%
Transport programme	TAF	1-Dec-92	13-May-93	30-Sep-93	2.49	1.62	100.0%
Transport programme.	ADF	1-Dec-92	13-May-93	17-Jan-94	23.95	18.99	100.0%
Pemba-montepuez road rehabilitation	ADF	25-Jun-97	29-Dec-00	13-Jun-01	26.00	22.28	100.0%
Road transport studies	TAF	17-May-00	31-May-00	13-Jun-01	1.61	1.36	84.5%
Vanduzi-changara road rehabilitation project	TAF	15-Dec-99	31-Mar-00	7-Jul-00	0.80	0.33	40.7%
Vanduzi-changara road rehabilitation project	ADF	15-Dec-99	31-Mar-00	11-Aug-00	16.79	7.56	45.0%
Roads rehabilitation and upgrading project	ADF	8-Dec-00	29-Dec-00	3-Apr-02	25.01	15.79	63.1%
<b>Transport Total</b>	<b>8</b>				<b>129.66</b>	<b>97.58</b>	<b>83.6%</b>
<b>Water Sup/Sanit</b>							
Maputo water supply	ADB	27-Oct-81	14-Nov-81	10-Nov-82	10.00	9.97	100.0%
District centers water supply rehabilitation	TAF	9-Sep-98	13-Oct-98	3-Sep-99	1.80	0.82	45.7%
Maputo water supply augmentation project	TAF	17-Jun-99	23-Nov-99	29-Feb-00	2.16	-	0.0%
Maputo water supply augmentation project	ADF	17-Jun-99	23-Nov-99	29-Feb-00	17.50	6.00	34.3%
Integrated water supply and sanitation project	TAF	8-Dec-00	29-Dec-00	29-Aug-01	1.00	-	0.0%
Integrated water supply and sanitation project	ADF	8-Dec-00	29-Dec-00	29-Aug-01	15.77	1.83	11.6%
Urban water supply, san.& inst. support	TAF	20-Dec-02	3-Jun-03	17-Dec-03	2.31	-	0.0%
Urban water supply, san.& inst. support	ADF	20-Dec-02	3-Jun-03	17-Dec-03	19.06	-	0.0%
<b>Water Sup/Sanit Total</b>	<b>5</b>				<b>69.60</b>	<b>18.62</b>	<b>26.8%</b>
<b>Grand Total</b>					<b>911.23</b>	<b>641.71</b>	<b>75.3%</b>

Annexe III – Analyse des notations en fonction des indicateurs d'exécution

Corrélation ratio d'efficacité et notation d'ensemble



◆ Massingir Dam	■ Small Irrigation	▲ Family Farming
× Artisanal Fisheries	✱ SME's	● Mineral Resources
+ Electricity III	■ Maputo Water	— Integ. Water Supply
◆ Urban Water Supply	■ Vanduzi Changara	▲ Road Rehabilitation
× Beira Corridor	✱ Education III	● Poverty Alleviation
+ Health II		

\* Moyenne composée des écarts d'exécution (années) et des taux de décaissement

## Annexe IV- Matrice des actions en cours visant à améliorer le portefeuille

### Matrice des actions du secteur agricole

Problèmes identifiés	Actions à mener	Planning	Institution responsable
<p><b>Réhabilitation du barrage de Massingir et des activités agricoles des petits exploitants</b></p> <p>1. Paiement en retard de la taxe sur la valeur ajoutée- Le risque que les entrepreneurs abandonnent le site suite à un abus de confiance du client est réel</p> <p>2. Paiement régulier et ponctuel de la contribution du gouvernement au projet</p> <p>3. Sous-traiter la gestion des intrants pour les Casas agrarias qui entament la saison des récoltes</p> <p>4. Crédit complémentaire pour la construction de déversoir secondaires et la réhabilitation d'infrastructures d'irrigation dans le cadre du programme d'irrigation de Xai-Xai</p>	<p>1. Le paiement ponctuel de la taxe sur la valeur ajoutée s'appliquant aux travaux, biens, et services fournis par le projet est essentiel</p> <p>2. Il est rappelé au gouvernement que sa contribution attendue au projet est de 10 %.</p> <p>3. Le PIMU doit commencer les consultations immédiatement</p> <p>4. Obtenir le déboursement du crédit à un niveau au moins égal à celui mentionné dans le plan de décaissement présenté à la mission.</p>	<p>En cours</p> <p>En cours</p> <p>Saison des récoltes 2005/2006</p> <p>Décembre 2005</p>	<p>MF</p>
<p><b>Projet d'irrigation de petite taille</b></p> <p>1. La Légalisation des associations d'exploitants agricoles et accès aux titres de propriétés des terrains destinés à bénéficier de l'irrigation</p> <p>2. Le paiement ponctuel de la taxe sur la valeur ajoutée s'appliquant aux travaux, biens, et services fournis par le projet favorise la livraison ponctuelle d'intrants au projet</p> <p>3. Versement ponctuel de la contribution du gouvernement au projet</p>	<p>1. Un suivi du PMU s'impose</p> <p>2. Le PMU doit s'entretenir avec le gouvernement</p> <p>3. Il est rappelé au gouvernement que sa contribution attendue au projet est de 10 % et qu'à ce jour, il a contribué aux dépenses à hauteur de 6 %. Cet état de chose doit être corrigé pour assurer une mise en œuvre facile du projet.</p>	<p>En cours</p> <p>En cours</p> <p>En cours</p>	

<p>4. Révision du programme de travail et du budget du projet</p> <p>5. Soumission de propositions pour les 3 bourses d'étude de Master en sciences de l'Irrigation</p>	<p>4. Pour que l'ensemble des plans soit pleinement réalisé pendant la période de prorogation de deux ans accordée au projet, une révision des programmes des travaux et du budget s'impose.</p> <p>5. Il est impératif de soumettre la proposition sans plus attendre pour s'assurer que les bourses soient octroyées au cours de la durée de vie du projet</p>	<p>En janvier 2006</p> <p>En décembre 2005</p>	
<p><b>Projet d'amélioration des revenus générés par les activités agricoles familiales</b></p> <p>1. Le paiement ponctuel de la taxe sur la valeur ajoutée s'appliquant aux travaux, biens, et services fournis par le projet</p> <p>2. Soumission de dossiers d'appel d'offre provisoires pour l'expansion de la ferme de sélection,</p> <p>3. Besoin de déterminer le montant à déposer sous forme de fonds renouvelable et de fixer le chronogramme correspondant,</p>	<p>1. PMU travaillera avec le gouvernement sur la question. PMU étudie conjointement avec le gouvernement, la possibilité de quelques exonérations de taxe pour la construction et l'équipement de la ferme de sélection</p> <p>2. Soumission de dossiers d'appel d'offre à la Banque.</p> <p>3. Dépôt de la solde de 4,45 milliards de MZM dans le compte de fonds renouvelables en 6 mensualités de 741 865 080 chacune à partir d'octobre 2005.</p>	<p>Doit être accompli avant le début des travaux en 2006</p> <p>30 décembre 2005</p> <p>Début des paiements mensuels : octobre 2005</p>	<p>MF</p>
<p><b>Projet de développement de sociétés artisanales de pêche</b></p> <p>1. Prestation de services de formation en vue de la mobilisation communautaire et de l'entreprenariat rural,</p> <p>2. Système comptable défaillant- informations financière pas à jour - le projet est toujours à l'étape d'apprentissage des fonctionnalités du système comptable</p>	<p>1. Soumettre à la Banque une requête de non objection avec un budget approximatif</p> <p>2. Résoudre le problème avec le système FIMPRO, et mettre à jour, les informations financières - Evaluation pour déterminer l'existence d'un besoin de formation complémentaire en FIMPRO et/ou de brèves interventions de consultants pour le développement de rapports sur mesure.</p>	<p>En cours</p> <p>En cours</p>	<p>MF</p>

**Matrice des actions menées dans le secteur des infrastructures**

Problèmes identifiés	Actions à mener	Programme	Institution responsable
<p><b>Projet Electricité III</b></p> <p>1. Le projet ne parviendra pas à terme à la date limite fixée pour le dernier décaissement, c'est à dire le 31 décembre 2005 à cause d'un glissement dans le principal contrat de construction qui est censé prendre fin en septembre 2007.</p>	<p>1. Repousser le délai du dernier décaissement du 1er janvier 2006 au 31 décembre 2007 conformément au plan de mise en œuvre révisé.</p> <p>2. Améliorer les activités de supervision et de suivi menées par l'Operation Complexe et le bureau national du Mozambique</p>	<p>2006</p> <p>En cours</p>	<p>ME</p>
<p><b>Programme de réforme et d'accès à l'énergie</b></p> <p>1. Pas de décaissement dans les composantes financées par la Banque</p>	<p>1. Le gouvernement par le ministère de l'énergie ouvrira un compte spécial et mettra à la disposition de la Banque les coordonnées de ce compte, les signatures autorisées pour toutes transactions et soumettra une demande de décaissement au même moment.</p>	<p>2006</p>	<p>ME</p>
<p><b>Projet d'amélioration quantitative de l'approvisionnement en eau de Maputo</b></p> <p>1. Besoin de supervision plus méticuleuse des entrepreneurs pour que le travail soit effectué et terminé conformément au planning.</p>	<p>1. Efforts supplémentaires demandés par le FIPAG et le DNA en vue de respecter le planning convenu et de mener le projet à terme au milieu de l'année 2006.</p>	<p>En cours</p>	<p>FIPAG/DNA</p>
<p><b>Réseau d'approvisionnement d'eau &amp; d'assainissement</b></p> <p>1. Besoin d'une supervision plus méticuleuse du projet par le DNA afin que le projet soit mené à terme dans les délais impartis.</p>	<p>1. Efforts supplémentaires demandés par le DNA dans la coordination et la supervision du projet.</p>	<p>En cours</p>	<p>FIPAG/DNA</p>

<p><b>Projet d’approvisionnement en eau, assainissement en milieu urbain &amp; soutien institutionnel</b></p> <p>1. Retard accusé dans la disponibilité des services de consultants; ce qui est susceptible d’affecter le démarrage des travaux.</p>	<p>1. Efforts supplémentaires demandés par le FIPAG et le DNA en vue du respect du planning d mise en oeuvre et de mener le projet à terme à l’horizon 2007.</p>	<p>En cours</p>	<p>FIPAG/DNA</p>
<p><b>Projet de réhabilitation de route de Vanduzi Changara</b></p> <p>1. Levée de fonds pour financer le lot 2 des travaux restants.</p> <p>2. Le fait de repousser les dates limites du prêt et du don.</p>	<p>1. Le gouvernement contactera des bailleurs de fond. Il a dores et déjà sollicité le soutien de BADEA et IDB. Cependant à cause du décalage dans le temps, le gouvernement a décidé d’utiliser des Road Funs.</p> <p>2. Ceci relève de la compétence du gouvernement</p>	<p>Fin 2005</p> <p>Fin 2005</p>	<p>MF</p>
<p><b>Projet de réhabilitation et d’amélioration de réseaux routiers</b></p> <p>1. Paiements ponctuels de certificats et de la TVA en 2003.</p> <p>2. Demande officielle formulée par le gouvernement en vue de l’utilisation des économies réalisées sur le prêt.</p>	<p>1. Paiement par le gouvernement de l’intégralité de la TVA non payée et soumission par le gouvernement de certificats à la Banque à temps pour le paiement</p> <p>2. A soumettre par le MF</p>	<p>Fin 2005</p>	<p>MF</p>

**Matrice des actions menées dans le secteur social**

Problèmes identifiés	Actions à mener	Programme	Institution responsable
<p><b>Projet de santé du Couloir de Beira</b></p> <p>1. D'importants retards dans la fourniture de biens et de services et dans la soumission à la Banque de dossiers acceptables;</p> <p>2. Importants retards dans le processus d'approbation par le gouvernement et la BAD des dossiers relatifs au projet;</p> <p>3. Inefficacité de la coordination/communication entre GACOPI/Maputo et les CEP provinciaux ;</p> <p>4. Retards accusés dans la signature et dans la soumission des demandes de décaissement à la BAD.</p>	<p>1. Soumettre à la Banque l'ensemble des résultats d'évaluation des soumissions et dossiers après examen par le MOH et BdM;</p> <p>2. Accélérer les travaux publics de Ponta Gea;</p> <p>3. Améliorer le mécanisme de coordination/communication entre GACOPI/Maputo et les CEP des projets</p> <p>4. Accélérer la signature et la soumission des requêtes de décaissement à la BAD ;</p>	<p>En cours</p> <p>En cours</p> <p>En cours</p> <p>En cours</p>	<p>MOH/GACOPI</p> <p>GACOPI/Entrepreneur</p> <p>MOH/GACOPI</p> <p>GACOPI</p>
<p><b>Education III</b></p> <p>1. Absence de fonds des partenaires, avec juste 26 % du financement attendu rendu disponible à ce jour, le programme nécessite une attention particulière de ME et du MF. Ce retard affecte également la survie des centres de formation d'enseignants (IMAP) récemment mis en place.</p> <p>2. Le fait que la CEP est situé au département de construction d'écoles du ME ne permet pas au personnel de consacrer tout leur temps au</p>	<p>1. Le gouvernement doit faire de ses investissements, une priorité en vue de ne pas compromettre davantage, les projets de la BAD.</p> <p>2. Le recrutement de personnel dans le cadre du programme Education IV peut apporter une amélioration à la mise en œuvre d'Education III.</p>	<p>Avant la prochaine supervision</p>	<p>Agence de mise en oeuvre</p>

projet. Il existe d'autres projets financés par des bailleurs qui demandent une certaine attention.			
<b>Renforcement de capacité dans le projet de réduction de la pauvreté</b>			
1. Mauvaise gestion financière et non respect des principes de base de la gestion financière (constats faits lors de l'audit effectuée par la Banque)	1. L'Audit effectuée par la Banque a fait des recommandations visant l'amélioration et le gouvernement a réagi positivement par rapport à la plupart des questions à l'exception du paiement à l'INAS et la DNDR des montants relatifs aux dépenses non éligibles	Fin 2005	MF
<b>Santé II</b>			
1. Retards dans la mise en place d'un comité directeur pour la coordination des activités du projet dans les 3 provinces (Nampula, Niassa et Cap Del Gado);	1. Soumettre à la Banque, des preuves de la mise en place d'un comité de coordination des activités du projet dans les 3 provinces (Nampula, Niassa and Cabo Delgado);	2006	ACOPI
2. D'importants retards dans la fourniture de biens, de services, les travaux publics et le déroulement des activités concernant le paludisme et le VIH/sida ;			
3. Démission du chef de projet et retard dans le recrutement d'un comptable pour le projet;	3. Recruter un chef de projet et un comptable pour le programme de santé II et soumettre à la Banque le TOR et la liste des candidats présélectionnés;	2006	GACOPI/MOH
4. Le solde d'environ 57 239,24 \$ E.U déposé dans le cadre des activités de soutien humanitaire d'urgence aux victimes de l'inondation de 2001 reste inutilisé.	4. Soumettre à la Banque, le plan de formation à l'utilisation du solde de 57 239,24 dollars EU provenant du soutien humanitaire d'urgence	2006	GACOPI

**Matrice des actions menées dans le cadre des projets de financement et des projets industriels**

Problèmes identifiés	Actions à mener	Programme	Institution responsable
<p><b>Soutien au développement des PME</b></p> <p>1. La bonne performance risque d'être sabotée par des problèmes d'ordre institutionnels au sein d'une des agences de mise en oeuvre, le FFPI.</p> <p>2. Le FFPI est confronté à des difficultés d'ordre opérationnel et financier; ces activités ne seront pas durables dans les conditions actuelles.</p>	<p>1. La dernière mission de supervision de la ligne de crédit de la Banque, ouverte en juin 2005, a incité le gouvernement à prendre une position ferme sur la gestion future du FFPI.</p> <p>2. L'agence aura besoin d'importantes injections de capitaux pour rester viable. Des actions sont en cours pour obtenir le soutien d'investisseurs privés mais la mission n'est pas optimiste quant au succès de cette démarche.</p> <p>Il a été proposé au gouvernement d'encourager le FFPI à fusionner avec une autre institution financière. Si cette démarche s'avère impossible, et que des capitaux frais sont indisponibles, alors le gouvernement doit envisager de mettre fin aux activités de cette institution au lieu de la laisser engouffrer les fonds publics.</p>	<p>Une décision sur le FFPI devrait sortir à la fin de l'année 2005</p>	
<p><b>Renforcement de capacité dans le secteur de la gestion des ressources minières</b></p> <p>1. Une décision concernant le FFPI sortira à la fin de l'année 2005</p>	<p>1. Un travail plus consciencieux fourni par l'Organe d'exécution et la Bank of Mozambique s'avère nécessaire en vue d'éviter les retards de décaissement.</p>	<p>La Banque a organisé une formation en mise en oeuvre de projet à Maputo en Septembre 2005</p>	

## Annexe V - Matrice des problèmes communs

	Partenaire du gouvernement	Problèmes de passation des marchés	Problèmes de gestion	Capacité des entités d'exécution	Retard dans la mise en oeuvre et la réalisation
<b>Réhabilitation du barrage de Massingir et des activités agricoles des petits exploitants</b>	X	X	X		X
<b>Projet d'irrigation de petite taille</b>	X			X	X
<b>Projet d'amélioration des revenus générés par les activités agricoles familiales</b>	X			X	X
<b>Projet de développement de sociétés artisanales de pêche</b>		X			X
<b>Aide au développement des PME</b>	X		X		
<b>Renforcement de capacité en matière de gestion des ressources minières</b>	X	X			
<b>Projet Electricité III</b>		X	X		
<b>Programme de réforme et d'accès à l'énergie</b>			X		
<b>Projet d'amélioration quantitative de l'approvisionnement en eau de Maputo</b>			X	X	X
<b>Réseau d'alimentation en eau &amp; d'assainissement</b>			X	X	X
<b>Projet d'alimentation en eau et d'assainissement en milieu urbain &amp; Appui institutionnel</b>				X	X
<b>Projet de réhabilitation de route de Vanduzi Changara</b>	X		X		X
<b>Projet de réhabilitation et d'amélioration de réseaux routiers</b>	X				
<b>Projet de santé du Couloir de Beira</b>	X	X	X	X	X
<b>Education III</b>	X	X		X	
<b>Renforcement de capacité du projet de réduction de la pauvreté</b>				X	X
<b>Santé II</b>	X	X	X	X	X
<b>Education IV</b>		X		X	

Annexe VI – Questions intersectorielles et projets en cours

	Gouvernance	Genre	Intégration régionale	Environnement	Population	Microcrédit	Réduction de la pauvreté
Réhabilitation du barrage de Massingir et des activités agricoles des petits exploitants				X	X		X
Projet d'irrigation de petite taille		X		X			X
Projet d'amélioration des revenus générés par les activités agricoles familiales		X				X	X
Projet de développement de sociétés artisanales de pêche				X		X	X
Aide au développement des PME	X					X	
Renforcement de capacité en matière de gestion des ressources minières				X			X
Projet Electricité III			X				
Programme de réforme et d'accès à l'énergie			X				
Projet d'amélioration quantitative de l'approvisionnement en eau de Maputo				X			X
Réseau d'approvisionnement d'eau & d'assainissement				X			X
Projet d'approvisionnement en eau, assainissement en milieu urbain & soutien institutionnel				X			X
Projet de réhabilitation de route de Vanduzi Changara			X				X
Projet de réhabilitation et d'amélioration de réseaux routiers			X				
Projet de santé du Couloir de Beira		X		X			
Education III		X					X
Renforcement de capacité du projet de réduction de la pauvreté							X
Santé II		X		X			
Education IV		X					X

## Annexe VII –Notation des projets

<b>[PROJET DE REMISE EN ETAT DU BARRAGE ET DE LA PETITE EXPLOITATION AGRICOLE DE MASSINGIR]</b>		
INDICATEURS	NOTATION	
	Evaluation précédente de 1999	Evaluation actuelle
A. RESPECT DES CLAUSES DU PRET 1. Respect des clauses du prêt avant son entrée en vigueur 2. Respect des engagements pris dans l'accord de prêt 3. Respect des autres clauses	0,7	1,0
B. RESULTATS EN MATIERE DE PASSATION DE MARCHES 1. Acquisition de services 2. Acquisition de biens	1,0	2,0
C. RESULTATS FINANCIERS 1. Disponibilité de devises étrangères 2. Disponibilité de monnaie locale 3. Flux de décaissement 4. Gestion/recouvrement des coûts 5. Résultats des cofinanciers	2,0	1,7
D. ACTIVITES ET RESULTATS 1. Respect du calendrier d'exécution 2. Capacités des consultants et des assistants techniques 3. Efficacité des entrepreneurs. 4. Efficience de la gestion du projet	0,7	2,0
E. IMPACT SUR LE DEVELOPPEMENT 1. Probabilité d'atteinte de l'objectif du projet 2. Probabilité de produire des avantages et de les maintenir après la phase d'investissement dans le projet 3. Contribution probable du projet au renforcement des capacités institutionnelles 4. Taux de rentabilité escompté	1,3	2,0
F. EVALUATION GLOBALE 1. Actuellement 2. Tendance au fil du temps	2,0	1,7
Code : 3 = Très satisfaisant 2 = Satisfaisant : quelques problèmes dont la Banque devrait suivre l'évolution 1 = Insatisfaisant: des problèmes dont la Banque devrait suivre l'évolution, mais qui ne nécessitent pas une intervention immédiate. 0 = Très insatisfaisant : des graves problèmes qui nécessitent l'intervention de la Banque s.o = sans objet		

<b>[PROJET DE PETITE IRRIGATION]</b>		
INDICATEURS	NOTATON	
	Evaluation précédente de 1999	Evaluation actuelle
<b>A RESPECT DES CLAUSES DU PRET</b> 1. Respect des clauses du prêt avant son entrée en vigueur 2. Respect des engagements pris dans l'accord de prêt 3. Respect des autres clauses	-	1,3
<b>B. RESULTATS EN MATIERE DE PASSATION DE MARCHES</b> 1. Acquisition de services 2. Acquisition de biens	-	2,0
<b>C. RESULTATS FINANCIERS</b> 1. Disponibilité de devises étrangères 2. Disponibilité de monnaie locale 3. Flux de décaissement 4. Gestion/recouvrement des coûts 5. Résultats des cofinanciers	-	2,3
<b>D. ACTIVITES ET RESULTATS</b> 1. Respect du calendrier d'exécution 2. Capacités des consultants et des assistants techniques 3. Efficacité des entrepreneurs. 4. Efficience de la gestion du projet		1,8
<b>E. IMPACT SUR LE DEVELOPPEMENT</b> 1. Probabilité d'atteinte de l'objectif du projet 2. Probabilité de produire des avantages et de les maintenir après la phase d'investissement dans le projet 3. Contribution probable du projet au renforcement des capacités institutionnelles 4. Taux de rentabilité escompté	-	1,8
<b>F. EVALUATION GLOBALE</b> 1. Actuellement 2. Tendance au fil du temps	-	1,94 1,81
Code :    3    =    Très satisfaisant 2    =    Satisfaisant : quelques problèmes dont la Banque devrait suivre l'évolution 1    =    Insatisfaisant: des problèmes dont la Banque devrait suivre l'évolution, mais qui ne nécessitent pas une intervention immédiate. 0    =    Très insatisfaisant : des graves problèmes qui nécessitent l'intervention de la Banque s.o =    sans objet		

<b>[PROJET D'AMELIORATION DES REVENUS AGRICOLES DES MENAGES]</b>		
INDICATEURS	NOTATION	
	Evaluation précédente de 1999	Evaluation actuelle
A RESPECT DES CLAUSES DU PRET 1. Respect des clauses du prêt avant son entrée en vigueur 2. Respect des engagements pris dans l'accord de prêt 3. Respect des autres clauses	-	3,0
B. RESULTATS EN MATIERE DE PASSATION DE MARCHES 1. Acquisition de services 2. Acquisition de biens	-	2,0
C. RESULTATS FINANCIERS 1. Disponibilité de devises étrangères 2. Disponibilité de monnaie locale 3. Flux de décaissement 4. Gestion/recouvrement des coûts 5. Résultats des cofinanciers	-	2,0
D. ACTIVITES ET RESULTATS 1. Respect du calendrier d'exécution 2. Capacités des consultants et des assistants techniques 3. Efficacité des entrepreneurs. 4. Efficience de la gestion du projet	-	2,0
E. IMPACT SUR LE DEVELOPPEMENT 1. Probabilité d'atteinte de l'objectif du projet 2. Probabilité de produire des avantages et de les maintenir après la phase d'investissement dans le projet 3. Contribution probable du projet au renforcement des capacités institutionnelles 4. Taux de rentabilité escompté	-	2,0
F. EVALUATION GLOBALE 1. Actuellement 2. Tendence au fil du temps	-	2,25 2,33
Code : 3 = Très satisfaisant 2 = Satisfaisant : quelques problèmes dont la Banque devrait suivre l'évolution 1 = Insatisfaisant: des problèmes dont la Banque devrait suivre l'évolution, mais qui ne nécessitent pas une intervention immédiate. 0 = Très insatisfaisant : des graves problèmes qui nécessitent l'intervention de la Banque s.o = sans objet		

<b>[PROJET DE DEVELOPPEMENT DE LA PECHE ARTISANALE]</b>		
INDICATEURS	NOTATION	
	Evaluation précédente de 1999	Evaluation actuelle
A RESPECT DES CLAUSES DU PRET 1. Respect des clauses du prêt avant son entrée en vigueur 2. Respect des engagements pris dans l'accord de prêt 3. Respect des autres clauses	-	1,8
B. RESULTATS EN MATIERE DE PASSATION DE MARCHES 1. Acquisition de services 2. Acquisition de biens	-	1,5
C. RESULTATS FINANCIERS 1. Disponibilité de devises étrangères 2. Disponibilité de monnaie locale 3. Flux de décaissement 4. Gestion/recouvrement des coûts 5. Résultats des cofinanciers	-	1,5
D. ACTIVITES ET RESULTATS 1. Respect du calendrier d'exécution 2. Capacités des consultants et des assistants techniques 3. Efficacité des entrepreneurs. 4. Efficience de la gestion du projet	-	2,0
E. IMPACT SUR LE DEVELOPPEMENT 1. Probabilité d'atteinte de l'objectif du projet 2. Probabilité de produire des avantages et de les maintenir après la phase d'investissement dans le projet 3. Contribution probable du projet au renforcement des capacités institutionnelles 4. Taux de rentabilité escompté	-	2,5
F. EVALUATION GLOBALE 1. Actuellement 2. Tendance au fil du temps	-	1,9
Code :    3    =    Très satisfaisant 2    =    Satisfaisant : quelques problèmes dont la Banque devrait suivre l'évolution 1    =    Insatisfaisant: des problèmes dont la Banque devrait suivre l'évolution, mais qui ne nécessitent pas une intervention immédiate. 0    =    Très insatisfaisant : des graves problèmes qui nécessitent l'intervention de la Banque s.o =    sans objet		

<b>[PORJET D'APPUI A L'EXPANSION DES PME]</b>		
INDICATEURS	NOTATION	
	Evaluation précédente de 1999	Evaluation actuelle
A RESPECT DES CLAUSES DU PRET 1. Respect des clauses du prêt avant son entrée en vigueur 2. Respect des engagements pris dans l'accord de prêt 3. Respect des autres clauses	-	2,3
B. RESULTATS EN MATIERE DE PASSATION DE MARCHES 1. Acquisition de services 2. Acquisition de biens	-	3
C. RESULTATS FINANCIERS 1. Disponibilité de devises étrangères 2. Disponibilité de monnaie locale 3. Flux de décaissement 4. Gestion/recouvrement des coûts 5. Résultats des cofinanciers	-	2,7
D. ACTIVITES ET RESULTATS 1. Respect du calendrier d'exécution 2. Capacités des consultants et des assistants techniques 3. Efficacité des entrepreneurs. 4. Efficience de la gestion du projet	-	2,3
E. IMPACT SUR LE DEVELOPPEMENT 1. Probabilité d'atteinte de l'objectif du projet 2. Probabilité de produire des avantages et de les maintenir après la phase d'investissement dans le projet 3. Contribution probable du projet au renforcement des capacités institutionnelles 4. Taux de rentabilité escompté	-	2,2
F. EVALUATION GLOBALE 1. Actuellement 2. Tendence au fil du temps	-	2,5
Code : 3 = Très satisfaisant 2 = Satisfaisant : quelques problèmes dont la Banque devrait suivre l'évolution 1 = Insatisfaisant: des problèmes dont la Banque devrait suivre l'évolution, mais qui ne nécessitent pas une intervention immédiate. 0 = Très insatisfaisant : des graves problèmes qui nécessitent l'intervention de la Banque s.o = sans objet		

<b>[RENFORCEMENT DES CAPACITES DE GESTION DES RESSOURCES MINIERES]</b>		
INDICATEURS	NOTATION	
	Evaluation précédente de 1999	Evaluation actuelle
A. RESPECT DES CLAUSES DU PRET 1. Respect des clauses du prêt avant son entrée en vigueur 2. Respect des engagements pris dans l'accord de prêt 3. Respect des autres clauses	-	2,3
B. RESULTATS EN MATIERE DE PASSATION DE MARCHES 1. Acquisition de services 2. Acquisition de biens	-	2
C. RESULTATS FINANCIERS 1. Disponibilité de devises étrangères 2. Disponibilité de monnaie locale 3. Flux de décaissement 4. Gestion/recouvrement des coûts 5. Résultats des cofinanciers	-	2
D. ACTIVITES ET RESULTATS 1. Respect du calendrier d'exécution 2. Capacités des consultants et des assistants techniques 3. Efficacité des entrepreneurs. 4. Efficience de la gestion du projet	-	2
E. IMPACT SUR LE DEVELOPPEMENT 1. Probabilité d'atteinte de l'objectif du projet 2. Probabilité de produire des avantages et de les maintenir après la phase d'investissement dans le projet 3. Contribution probable du projet au renforcement des capacités institutionnelles 4. Taux de rentabilité escompté	-	2
F. EVALUATION GLOBALE 1. Actuellement 2. Tendance au fil du temps	-	2,1
Code : 3 = Très satisfaisant 2 = Satisfaisant : quelques problèmes dont la Banque devrait suivre l'évolution 1 = Insatisfaisant: des problèmes dont la Banque devrait suivre l'évolution, mais qui ne nécessitent pas une intervention immédiate. 0 = Très insatisfaisant : des graves problèmes qui nécessitent l'intervention de la Banque s.o = sans objet		

<b>[PROJET ELECTRICITE III]</b>		
INDICATEURS	NOTATION	
	Evaluation précédente de 1999	Evaluation actuelle
A. RESPECT DES CLAUSES DU PRET 1. Respect des clauses du prêt avant son entrée en vigueur 2. Respect des engagements pris dans l'accord de prêt 3. Respect des autres clauses	-	2,0
B. RESULTATS EN MATIERE DE PASSATION DE MARCHES 1. Acquisition de services 2. Acquisition de biens	-	2,0
C. RESULTATS FINANCIERS 1. Disponibilité de devises étrangères 2. Disponibilité de monnaie locale 3. Flux de décaissement 4. Gestion/recouvrement des coûts 5. Résultats des cofinanciers	-	2,0
D. ACTIVITES ET RESULTATS 1. Respect du calendrier d'exécution 2. Capacités des consultants et des assistants techniques 3. Efficacité des entrepreneurs. 4. Efficience de la gestion du projet	-	1,8
E. IMPACT SUR LE DEVELOPPEMENT 1. Probabilité d'atteinte de l'objectif du projet 2. Probabilité de produire des avantages et de les maintenir après la phase d'investissement dans le projet 3. Contribution probable du projet au renforcement des capacités institutionnelles 4. Taux de rentabilité escompté	-	2,0
F. EVALUATION GLOBALE 1. Actuellement 2. Tendance au fil du temps	-	2,0
Code :    3    =    Très satisfaisant 2    =    Satisfaisant : quelques problèmes dont la Banque devrait suivre l'évolution 1    =    Insatisfaisant: des problèmes dont la Banque devrait suivre l'évolution, mais qui ne nécessitent pas une intervention immédiate. 0    =    Très insatisfaisant : des graves problèmes qui nécessitent l'intervention de la Banque s.o =    sans objet		

<b>[PROGRAMME DE REFORME DU SECTEUR DE L'ENERGIE ET D'ACCES A L'ENERGIE ]</b>		
INDICATEURS	NOTATION	
	Evaluation précédente de 1999	Evaluation actuelle
A. RESPECT DES CLAUSES DU PRET 1. Respect des clauses du prêt avant son entrée en vigueur 2. Respect des engagements pris dans l'accord de prêt 3. Respect des autres clauses	-	2,0
B. RESULTATS EN MATIERE DE PASSATION DE MARCHES 1. Acquisition de services 2. Acquisition de biens	-	2,0
C. RESULTATS FINANCIERS 1. Disponibilité de devises étrangères 2. Disponibilité de monnaie locale 3. Flux de décaissement 4. Gestion/recouvrement des coûts 5. Résultats des cofinanciers	-	2,0
D. ACTIVITES ET RESULTATS 1. Respect du calendrier d'exécution 2. Capacités des consultants et des assistants techniques 3. Efficacité des entrepreneurs. 4. Efficience de la gestion du projet	-	2,0
E. IMPACT SUR LE DEVELOPPEMENT 1. Probabilité d'atteinte de l'objectif du projet 2. Probabilité de produire des avantages et de les maintenir après la phase d'investissement dans le projet 3. Contribution probable du projet au renforcement des capacités institutionnelles 4. Taux de rentabilité escompté	-	2,0
F. EVALUATION GLOBALE 1. Actuellement 2. Tendance au fil du temps	-	2,0
Code :    3    =    Très satisfaisant 2    =    Satisfaisant : quelques problèmes dont la Banque devrait suivre l'évolution 1    =    Insatisfaisant: des problèmes dont la Banque devrait suivre l'évolution, mais qui ne nécessitent pas une intervention immédiate. 0    =    Très insatisfaisant : des graves problèmes qui nécessitent l'intervention de la Banque s.o =    sans objet		

<b>[AMELIORATION DE L'ADDUCTION D'EAU DANS LA VILLE DE MAPUTO ]</b>		
INDICATEURS	NOTATION	
	Evaluation précédente de 1999	Evaluation actuelle
A. RESPECT DES CLAUSES DU PRET 1. Respect des clauses du prêt avant son entrée en vigueur 2. Respect des engagements pris dans l'accord de prêt 3. Respect des autres clauses	-	2,6
B. RESULTATS EN MATIERE DE PASSATION DE MARCHES 1. Acquisition de services 2. Acquisition de biens	-	2,0
C. RESULTATS FINANCIERS 1. Disponibilité de devises étrangères 2. Disponibilité de monnaie locale 3. Flux de décaissement 4. Gestion/recouvrement des coûts 5. Résultats des cofinanciers	-	1,8
D. ACTIVITES ET RESULTATS 1. Respect du calendrier d'exécution 2. Capacités des consultants et des assistants techniques 3. Efficacité des entrepreneurs. 4. Efficience de la gestion du projet	-	2,0
E. IMPACT SUR LE DEVELOPPEMENT 1. Probabilité d'atteinte de l'objectif du projet 2. Probabilité de produire des avantages et de les maintenir après la phase d'investissement dans le projet 3. Contribution probable du projet au renforcement des capacités institutionnelles 4. Taux de rentabilité escompté	-	2,3
F. EVALUATION GLOBALE 1. Actuellement 2. Tendence au fil du temps	-	2,0
Code :    3    =    Très satisfaisant 2    =    Satisfaisant : quelques problèmes dont la Banque devrait suivre l'évolution 1    =    Insatisfaisant: des problèmes dont la Banque devrait suivre l'évolution, mais qui ne nécessitent pas une intervention immédiate. 0    =    Très insatisfaisant : des graves problèmes qui nécessitent l'intervention de la Banque s.o =    sans objet		

<b>[PROJET INTEGRE D'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET D'ASSAINISSEMENT]</b>		
INDICATEURS	NOTATION	
	Evaluation précédente de 1999	Evaluation actuelle
A. RESPECT DES CLAUSES DU PRET 1. Respect des clauses du prêt avant son entrée en vigueur 2. Respect des engagements pris dans l'accord de prêt 3. Respect des autres clauses	-	2,7
B. RESULTATS EN MATIERE DE PASSATION DE MARCHES 1. Acquisition de services 2. Acquisition de biens	-	2,0
C. RESULTATS FINANCIERS 1. Disponibilité de devises étrangères 2. Disponibilité de monnaie locale 3. Flux de décaissement 4. Gestion/recouvrement des coûts 5. Résultats des cofinanciers	-	2,0
D. ACTIVITES ET RESULTATS 1. Respect du calendrier d'exécution 2. Capacités des consultants et des assistants techniques 3. Efficacité des entrepreneurs. 4. Efficience de la gestion du projet	-	1,5
E. IMPACT SUR LE DEVELOPPEMENT 1. Probabilité d'atteinte de l'objectif du projet 2. Probabilité de produire des avantages et de les maintenir après la phase d'investissement dans le projet 3. Contribution probable du projet au renforcement des capacités institutionnelles 4. Taux de rentabilité escompté	-	3,0
F. EVALUATION GLOBALE 1. Actuellement 2. Tendance au fil du temps	-	2,2
Code :    3    =    Très satisfaisant 2    =    Satisfaisant : quelques problèmes dont la Banque devrait suivre l'évolution 1    =    Insatisfaisant: des problèmes dont la Banque devrait suivre l'évolution, mais qui ne nécessitent pas une intervention immédiate. 0    =    Très insatisfaisant : des graves problèmes qui nécessitent l'intervention de la Banque s.o =    sans objet		

<b>[PROJET D'ADDUCTION D'EAU, D'ASSAINISSEMENT ET DE IS EN MILIEU URBAIN]</b>		
INDICATEURS	NOTATION	
	Evaluation précédente de 1999	Evaluation actuelle
A. RESPECT DES CLAUSES DU PRET 1. Respect des clauses du prêt avant son entrée en vigueur 2. Respect des engagements pris dans l'accord de prêt 3. Respect des autres clauses	-	2,3
B. RESULTATS EN MATIERE DE PASSATION DE MARCHES 1. Acquisition de services 2. Acquisition de biens	-	2,5
C. RESULTATS FINANCIERS 1. Disponibilité de devises étrangères 2. Disponibilité de monnaie locale 3. Flux de décaissement 4. Gestion/recouvrement des coûts 5. Résultats des cofinanciers	-	-
D. ACTIVITES ET RESULTATS 1. Respect du calendrier d'exécution 2. Capacités des consultants et des assistants techniques 3. Efficacité des entrepreneurs. 4. Efficience de la gestion du projet	-	2,0
E. IMPACT SUR LE DEVELOPPEMENT 1. Probabilité d'atteinte de l'objectif du projet 2. Probabilité de produire des avantages et de les maintenir après la phase d'investissement dans le projet 3. Contribution probable du projet au renforcement des capacités institutionnelles 4. Taux de rentabilité escompté	-	2,6
F. EVALUATION GLOBALE 1. Actuellement 2. Tendance au fil du temps	-	2,4
Code :    3    =    Très satisfaisant 2    =    Satisfaisant : quelques problèmes dont la Banque devrait suivre l'évolution 1    =    Insatisfaisant: des problèmes dont la Banque devrait suivre l'évolution, mais qui ne nécessitent pas une intervention immédiate. 0    =    Très insatisfaisant : des graves problèmes qui nécessitent l'intervention de la Banque s.o =    sans objet		

<b>[PROJET DE RENOVATION DE LA ROUTE M. VANDUZI CHANGARA ]</b>		
INDICATEURS	NOTATION	
	Evaluation précédente de 1999	Evaluation actuelle
A. RESPECT DES CLAUSES DU PRET 1. Respect des clauses du prêt avant son entrée en vigueur 2. Respect des engagements pris dans l'accord de prêt 3. Respect des autres clauses	-	2
B. RESULTATS EN MATIERE DE PASSATION DE MARCHES 1. Acquisition de services 2. Acquisition de biens	-	1,5
C. RESULTATS FINANCIERS 1. Disponibilité de devises étrangères 2. Disponibilité de monnaie locale 3. Flux de décaissement 4. Gestion/recouvrement des coûts 5. Résultats des cofinanciers	-	0,75
D. ACTIVITES ET RESULTATS 1. Respect du calendrier d'exécution 2. Capacités des consultants et des assistants techniques 3. Efficacité des entrepreneurs. 4. Efficience de la gestion du projet	-	0,5
E. IMPACT SUR LE DEVELOPPEMENT 1. Probabilité d'atteinte de l'objectif du projet 2. Probabilité de produire des avantages et de les maintenir après la phase d'investissement dans le projet 3. Contribution probable du projet au renforcement des capacités institutionnelles 4. Taux de rentabilité escompté	-	1
F. EVALUATION GLOBALE 1. Actuellement 2. Tendance au fil du temps	-	1,15
Code :    3    =    Très satisfaisant 2    =    Satisfaisant : quelques problèmes dont la Banque devrait suivre l'évolution 1    =    Insatisfaisant: des problèmes dont la Banque devrait suivre l'évolution, mais qui ne nécessitent pas une intervention immédiate. 0    =    Très insatisfaisant : des graves problèmes qui nécessitent l'intervention de la Banque s.o =    sans objet		

<b>[PROJET DE RENOVATION ET DE MODERNISATION DE LA ROUTE N. ]</b>		
INDICATEURS	NOTATION	
	Evaluation précédente de 1999	Evaluation actuelle
A. RESPECT DES CLAUSES DU PRET 1. Respect des clauses du prêt avant son entrée en vigueur 2. Respect des engagements pris dans l'accord de prêt 3. Respect des autres clauses	-	3
B. RESULTATS EN MATIERE DE PASSATION DE MARCHES 1. Acquisition de services 2. Acquisition de biens	-	3
C. RESULTATS FINANCIERS 1. Disponibilité de devises étrangères 2. Disponibilité de monnaie locale 3. Flux de décaissement 4. Gestion/recouvrement des coûts 5. Résultats des cofinanciers	-	2,5
D. ACTIVITES ET RESULTATS 1. Respect du calendrier d'exécution 2. Capacités des consultants et des assistants techniques 3. Efficacité des entrepreneurs. 4. Efficience de la gestion du projet	-	3
E. IMPACT SUR LE DEVELOPPEMENT 1. Probabilité d'atteinte de l'objectif du projet 2. Probabilité de produire des avantages et de les maintenir après la phase d'investissement dans le projet 3. Contribution probable du projet au renforcement des capacités institutionnelles 4. Taux de rentabilité escompté	-	3
F. EVALUATION GLOBALE 1. Actuellement 2. Tendance au fil du temps	-	2,9
Code :    3    =    Très satisfaisant 2    =    Satisfaisant : quelques problèmes dont la Banque devrait suivre l'évolution 1    =    Insatisfaisant: des problèmes dont la Banque devrait suivre l'évolution, mais qui ne nécessitent pas une intervention immédiate. 0    =    Très insatisfaisant : des graves problèmes qui nécessitent l'intervention de la Banque s.o =    sans objet		

<b>PROJET DE SANTE CONCERNANT LE CORRIDOR DE BEIRA</b>		
INDICATEURS	NOTATION	
	Evaluation précédente de 1999	Evaluation actuelle
A. RESPECT DES CLAUSES DU PRET 1. Respect des clauses du prêt avant son entrée en vigueur 2. Respect des engagements pris dans l'accord de prêt 3. Respect des autres clauses	-	2,0
B. RESULTATS EN MATIERE DE PASSATION DE MARCHES 1. Acquisition de services 2. Acquisition de biens	-	1,5
C. RESULTATS FINANCIERS 1. Disponibilité de devises étrangères 2. Disponibilité de monnaie locale 3. Flux de décaissement 4. Gestion/recouvrement des coûts 5. Résultats des cofinanciers	-	1,0
D. ACTIVITES ET RESULTATS 1. Respect du calendrier d'exécution 2. Capacités des consultants et des assistants techniques 3. Efficacité des entrepreneurs. 4. Efficience de la gestion du projet	-	2,0
E. IMPACT SUR LE DEVELOPPEMENT 1. Probabilité d'atteinte de l'objectif du projet 2. Probabilité de produire des avantages et de les maintenir après la phase d'investissement dans le projet 3. Contribution probable du projet au renforcement des capacités institutionnelles 4. Taux de rentabilité escompté	-	2,0
F. EVALUATION GLOBALE 1. Actuellement 2. Tendance au fil du temps	-	1,7
Code :    3    =    Très satisfaisant 2    =    Satisfaisant : quelques problèmes dont la Banque devrait suivre l'évolution 1    =    Insatisfaisant: des problèmes dont la Banque devrait suivre l'évolution, mais qui ne nécessitent pas une intervention immédiate. 0    =    Très insatisfaisant : des graves problèmes qui nécessitent l'intervention de la Banque s.o =    sans objet		

<b>[PROJET EDUCATION III]</b>		
INDICATEURS	NOTATION	
	Evaluation précédente de 1999	Evaluation actuelle
A. RESPECT DES CLAUSES DU PRET 1. Respect des clauses du prêt avant son entrée en vigueur 2. Respect des engagements pris dans l'accord de prêt 3. Respect des autres clauses	-	2,0
B. RESULTATS EN MATIERE DE PASSATION DE MARCHES 1. Acquisition de services 2. Acquisition de biens	-	1,5
C. RESULTATS FINANCIERS 1. Disponibilité de devises étrangères 2. Disponibilité de monnaie locale 3. Flux de décaissement 4. Gestion/recouvrement des coûts 5. Résultats des cofinanciers	-	1,7
D. ACTIVITES ET RESULTATS 1. Respect du calendrier d'exécution 2. Capacités des consultants et des assistants techniques 3. Efficacité des entrepreneurs. 4. Efficience de la gestion du projet	-	1,5
E. IMPACT SUR LE DEVELOPPEMENT 1. Probabilité d'atteinte de l'objectif du projet 2. Probabilité de produire des avantages et de les maintenir après la phase d'investissement dans le projet 3. Contribution probable du projet au renforcement des capacités institutionnelles 4. Taux de rentabilité escompté	-	1,5
F. EVALUATION GLOBALE 1. Actuellement 2. Tendance au fil du temps	-	1,61 1,62
Code :    3    =    Très satisfaisant 2    =    Satisfaisant : quelques problèmes dont la Banque devrait suivre l'évolution 1    =    Insatisfaisant: des problèmes dont la Banque devrait suivre l'évolution, mais qui ne nécessitent pas une intervention immédiate. 0    =    Très insatisfaisant : des graves problèmes qui nécessitent l'intervention de la Banque s.o =    sans objet		

<b>[PROJET DE RENFORCEMENT DES CAPCITES ET DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETE]</b>		
INDICATEURS	NOTATION	
	Evaluation précédente de 1999	Evaluation actuelle
A RESPECT DES CLAUSES DU PRET 1. Respect des clauses du prêt avant son entrée en vigueur 2. Respect des engagements pris dans l'accord de prêt 3. Respect des autres clauses	-	2
B. RESULTATS EN MATIERE DE PASSATION DE MARCHES 1. Acquisition de services 2. Acquisition de biens	-	2
C. RESULTATS FINANCIERS 1. Disponibilité de devises étrangères 2. Disponibilité de monnaie locale 3. Flux de décaissement 4. Gestion/recouvrement des coûts 5. Résultats des cofinanciers	-	1
D. ACTIVITES ET RESULTATS 1. Respect du calendrier d'exécution 2. Capacités des consultants et des assistants techniques 3. Efficacité des entrepreneurs. 4. Efficience de la gestion du projet	-	2
E. IMPACT SUR LE DEVELOPPEMENT 1. Probabilité d'atteinte de l'objectif du projet 2. Probabilité de produire des avantages et de les maintenir après la phase d'investissement dans le projet 3. Contribution probable du projet au renforcement des capacités institutionnelles 4. Taux de rentabilité escompté	-	2
F. EVALUATION GLOBALE 1. Actuellement 2. Tendence au fil du temps	-	2
Code :    3    =    Très satisfaisant 2    =    Satisfaisant : quelques problèmes dont la Banque devrait suivre l'évolution 1    =    Insatisfaisant: des problèmes dont la Banque devrait suivre l'évolution, mais qui ne nécessitent pas une intervention immédiate. 0    =    Très insatisfaisant : des graves problèmes qui nécessitent l'intervention de la Banque s.o =    sans objet		

<b>PROJET SANTE II</b>		
INDICATEURS	NOTATION	
	Evaluation précédente de 1999	Evaluation actuelle
<b>A. RESPECT DES CLAUSES DU PRET</b> 1. Respect des clauses du prêt avant son entrée en vigueur 2. Respect des engagements pris dans l'accord de prêt 3. Respect des autres clauses	-	2,0
<b>B. RESULTATS EN MATIERE DE PASSATION DE MARCHES</b> 1. Acquisition de services 2. Acquisition de biens	-	1,5
<b>C. RESULTATS FINANCIERS</b> 1. Disponibilité de devises étrangères 2. Disponibilité de monnaie locale 3. Flux de décaissement 4. Gestion/recouvrement des coûts 5. Résultats des cofinanciers	-	1,8
<b>D. ACTIVITES ET RESULTATS</b> 1. Respect du calendrier d'exécution 2. Capacités des consultants et des assistants techniques 3. Efficacité des entrepreneurs. 4. Efficience de la gestion du projet	-	2,0
<b>E. IMPACT SUR LE DEVELOPPEMENT</b> 1. Probabilité d'atteinte de l'objectif du projet 2. Probabilité de produire des avantages et de les maintenir après la phase d'investissement dans le projet 3. Contribution probable du projet au renforcement des capacités institutionnelles 4. Taux de rentabilité escompté	-	2,0
<b>F. EVALUATION GLOBALE</b> 1. Actuellement 2. Tendance au fil du temps	-	1,9
Code :    3    =    Très satisfaisant 2    =    Satisfaisant : quelques problèmes dont la Banque devrait suivre l'évolution 1    =    Insatisfaisant: des problèmes dont la Banque devrait suivre l'évolution, mais qui ne nécessitent pas une intervention immédiate. 0    =    Très insatisfaisant : des graves problèmes qui nécessitent l'intervention de la Banque s.o =    sans objet		